

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Obey Ament - Gérard Busque - Jacques Chabaler - Magali Cheret - Patrick Coulon - Patrice Falguier - Cécile Jacquet - Benjamin Lecole - Jean-Louis Le Moing - Frank Mouly - Denis Rondepierre - Gérard Streiff - Directeur : Olivier Dartigolles Tél. : 01 40 40 12 09 - Rédaction : Patrice Falguier Tél. : 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél. : 01 40 40 12 41 - Télécopie : 01 40 40 12 46 - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Maquette : DGC / Zouhair.Nakara@dgc-pao.com

35^e Congrès du PCF

18, 19, 20 juin 2010 - CNIT La Défense (92)

TRANSFORMER MAINTENANT

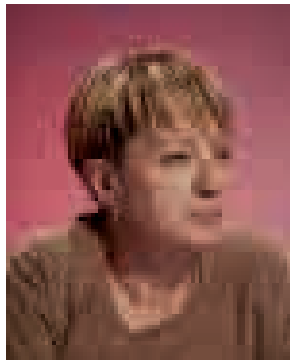
La vie Le monde La gauche Le parti communiste



Rapports - Débats - Votes - Résolution - Direction



Il revient à
Brigitte Gonthier-Maurin,
sénatrice des Hauts-de-Seine
et secrétaire de la fédération,
d'ouvrir les travaux du 35^e
Congrès dont le premier acte a
été d'élire son bureau.



Le bureau du congrès

Adenot Dominique • Andréani Caroline • Annot
Pierrick • Apourceau Cathy • Assassi Eliane • Audoin
Christian • Auguste François • Aury Thierry • Bagnarol
Pascal • Barre Camille • Bauquel Joëlle • Bayle Sylvie
• Beauvils Marie-France • Benoist Lydie • Bessac Patrice
• Bidard Hélène • Blandiot-Faride Charlotte • Bocquet
Alain • Borelly Pascal • Borvo Nicole • Bramy Hervé •
Brossat Ian • Brulin Céline • Bucchini Dominique •
Buffet Marie-George • Burricand Marie-Christine •
Camo Philippe • Celton Sophie • Chaballier Jacques •
Chapotin Siegfried • Chassaigne André • Cineux Cyril
• Cohen Laurence • Compain Xavier • Coppola Jean-
Marc • Corbeaux Eric • Dartigolles Olivier • De
Almeida Isabelle • Delaporte Laurianne • Demessine
Michelle • Dharreville Pierre • Dimicoli Yves • Dionnet
Brigitte • Duberland Michel • Fath Jacques • Favier
Christian • Fayaud Simone • Fiter Françoise • Frostin
Jean-Louis • Gauthier Elisabeth • Gayraud Martine •

Genevée Frédéric • Gerin André • Gibelin Jean-Luc •
Gonthier-Maurin Brigitte • Goyet Thierry • Gruner
Michèle • Guiche Françoise • Guzman Michèle •
Haloui Fabienne • Henin Jacky • Iborra Julien • Inje
Bob • Jalade Eric • Jarry Karine • Keita Djeneba •
Kraria Yamina • Laurent Pierre • Le Hyaric Patrick • Le
Moing Jean-Louis • Lebaill Danielle • Lecroq Emilie •
Lejarre Béatrice • Lorand Isabelle • Marchand Nicolas
• Marcuccini Jérôme • Margate Catherine •
Mendelsohn Christine • Monnet Yannick • Negre Jean-
Charles • Obadia Alain • Parmentier Aline • Parry
Francis • Perea Laurent • Perez Martine • Perrot
Mireille • Peyge Catherine • Poley Hervé • Quérite
Gisèle • Roussel Fabien • Satge Dominique • Savoldelli
Pascal • Sfricola Alain • Souillard Pascale • Valeyre
Francine • Vermorel-De Almeida Nathalie • Vesentini
Mylène • Vieu Marie-Pierre • Vieux-Marcaud Marie-
France • Wurtz Francis •

Rapport de Robert Inje

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue au 35^e Congrès de notre parti. Ce congrès, nous avons voulu le placer sous le signe de l'action et de l'initiative. Ce congrès, nous le voulons utile pour agir. Et cela est d'autant plus indispensable au lendemain des annonces du gouvernement sur les retraites.

Notre congrès doit être utile aux communistes et à notre peuple pour renforcer la résistance. Pour élargir la riposte, face à une réforme réactionnaire qui va, ni plus ni moins, jeter des millions de nos concitoyens dans la plus grande pauvreté. Comme, par exemple, ces millions d'hommes et de femmes, âgés de moins de 60 ans, privés d'emploi et qui devront attendre 67 ans pour obtenir une faible retraite à taux plein.

Dans ce contexte de crise et de régression terrible pour notre peuple, avec un calendrier pas toujours simple, quelques semaines seulement après les régionales, nous avons fait effort collectif pour prendre le temps de la réflexion avant de nous projeter sur l'avenir. Un moment indispensable, quand la crise et les attaques du gouvernement s'amplifient, quand la perspective d'une véritable alternative semble en panne.

Dans la préparation du Congrès, des milliers de communistes ont contribué à cet effort collectif, pour débattre, confronter et décider. Débattre de l'évolution rapide de la crise et de la politique d'austérité imposée par le gouvernement. Confronter nos expériences sur la mise en œuvre de nos choix et des suites à donner. Décider de la manière avec laquelle nous voulons intervenir dans les prochaines semaines, les prochains mois. Un débat de qualité, fort de la participation de plus de 5 300 communistes aux congrès départementaux.

Cette introduction, pour cette première discussion, se base sur les travaux remontés de nos congrès locaux et les nombreuses contributions. Une grande richesse marquée tout à la fois par la détermination à résister, l'ambition de construire une véritable alternative dans ce pays et la volonté d'avancer dans le rassemblement.

Je ne vais pas vous faire un énoncé exhaustif de tout ce qui a pu se dire dans ces congrès. Mais je vais essayer de dégager les axes forts qui en ressortent. Ils s'articulent autour de trois idées :

- 1) La nécessité de mieux appréhender la situation actuelle.
- 2) L'appréciation que nous pouvons tirer de la mise en œuvre de notre démarche.
- 3) Comment poursuivre, quelles initiatives prendre.

1. La situation actuelle

Elle est marquée par la crise systémique du capitalisme. Les exigences de rentabilité maximum des marchés financiers creusent les inégalités, nourrissent toutes les injustices. Les licenciements des uns provoquent la hausse des profits des autres. La baisse des impôts pour les riches et les cadeaux fiscaux au patronat se doublent de centaines de milliards d'euros publics injectés pour doper les marchés financiers.

La soumission de notre société aux diktats de ces marchés a un prix : celui que paie notre peuple au travers d'une précarisation grandissante à tous les âges de la vie. L'accroissement des fortunes

pour quelques-uns se fait sur le dos des retraités qui voient leur pension fondre comme neige au soleil. Sur le dos d'une jeunesse dont l'âge moyen pour atteindre un CDI ou quitter le domicile des parents ne cesse de s'allonger. Sur le dos des salariés, et des femmes en particulier, dont la précarité devient la norme. Sur le dos des peuples de continents entiers, à l'image de l'Afrique exsangue par les pillages des multinationales.

A l'heure où l'on nous parle d'efforts à faire et d'austérité pour le plus grand nombre, pour une minorité c'est toujours plus d'abondance. Un seul exemple, il date d'une semaine, c'est le rapport sur les millionnaires dans le monde publié par le Boston Consulting Group. On y apprend que la crise financière n'est plus qu'un mauvais souvenir pour les millionnaires dans le monde, que les fortunes ont progressé et devraient continuer à le faire, en moyenne de 6% par an d'ici à 2014. Mais cela ne leur suffit pas ! Dans ce contexte de crise systémique, où les États se sont endettés pour sauver les banques, ils veulent passer un cap dans la remise en cause des droits sociaux et des services publics.

Ils veulent remettre en cause les fondements même de notre démocratie pour déposséder les citoyens de leur souveraineté, au profit des « agences de notations » qui aujourd'hui imposent leurs décisions. Cette logique, elle est mise en œuvre par des hommes et des femmes qui, à l'image des dirigeants de BP, n'hésitent pas à mentir.

Il en est ainsi du gouvernement Fillon quand il prétend « sécuriser le régime de retraite par répartition, fruit de l'engagement du Conseil national de la Résistance » et assurer « ne pas toucher au montant des pensions ». Comment osent-ils dire cela, quand le montant des pensions est déjà victime des réformes Balladur-Fillon, avec à terme moins 20% ? !

Ils mentent quand ils annoncent qu'ils vont écorner les hauts revenus et ceux du capital pour un montant de 3,7 milliards d'euros. 3,7 milliards d'euros, c'est bien peu comparé aux masses d'argent injectées pour sauver les banques. C'est bien peu comparé aux cadeaux fiscaux ! Un seul exemple, la niche fiscale dite Copé, qui détaxe les plus-values sur les ventes d'actions de filiales. Elle représente à elle seule en deux ans 18,5 milliards d'euros.

Une vraie mesure pour écorner le capital serait d'aligner la fiscalité du capital (hors épargne populaire) sur celle du travail. Une telle mesure représenterait des dizaines de milliards d'euros de recettes nouvelles.

Ni les déficits d'aujourd'hui, principalement causés par la récession, la casse de l'emploi et l'austérité, ni un « défi démographique » ne justifient les régressions actuelles. La raison de cet acharnement est ailleurs. Elle n'est pas dans les discours de Fillon, ni dans les promesses électorales de Sarkozy. Non, la motivation on la trouve, par exemple, dans un éditorial de *Challenges* daté d'octobre 2007, de Denis Kessler, porte-parole du patronat, où il écrivait je cite : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance (...). Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement (...) paraissent variées (...). A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodi-



quement le programme du Conseil national de la Résistance ! » Excusez-moi de faire référence à un texte qui date de quelques années.

Mais aujourd'hui, en ce 18 juin 2010, qui marque le 70^e anniversaire de l'Appel du général de Gaulle, journée où certains vont s'agiter pour essayer d'endosser les habits, bien trop grands pour eux, du général, il y a de quoi être révolté. Révolté par la forfaiture d'un gouvernement à l'égard de notre peuple. Un gouvernement, un président qui célèbrent aujourd'hui à Londres l'esprit de la Résistance, mais détruisent avec un acharnement diabolique sa plus belle réalisation : le programme du CNR.

Ce n'est pas l'esprit de Résistance qui anime ce gouvernement. C'est la soumission sans borne aux marchés financiers, son avilissement devant les puissances de l'argent ! Plus que jamais, le capitalisme a besoin d'être remis en cause.

Sauf à voir se réaliser le pire des cauchemars, ce qui est à l'ordre du jour c'est bien de transformer radicalement cette société. Mais, nous en faisons le constat chaque jour, rien n'est automatique. L'ampleur de la crise, la force du renoncement peuvent ouvrir la voie à l'extrême droite.

Là où il faudrait que les dominés se rassemblent, soient solidaires pour imposer d'autres choix, la division, le repliement sur soi, la xénophobie peuvent prendre rapidement le dessus, sur fond d'une abstention massive. Le gouvernement ne s'y trompe pas, il joue sur les peurs, sur tous les populismes pour mieux diviser et asseoir sa domination. Et cela peut aller très loin. Quand un ministre de la République comme Estrosi se permet de se déclarer « bonapartiste » sans que cela choque son camp politique il y a de quoi être inquiet.

Inquiet aussi de la situation à gauche. Certes la gauche a gagné les régionales, mais pour autant, avons-nous gagné la bataille des idées, avons-nous gagné l'adhésion populaire ?

La force de l'abstention, la recomposition politique avec aujourd'hui la pérennisation de l'électorat d'Europe Ecologie, la volatilité de l'électorat (à l'image de l'évolution du score du PS entre les européennes et les régionales, ou l'effondrement de celui du Modem), le phénomène des 3^{es} listes au second tour des régionales qui, toutes, font des scores surprenants, tout cela interpelle. Notre peuple souffre, et il ne perçoit pas une alternative crédible. Notre peuple souffre, et il lutte. La liste est longue de ces conflits où les salariés se mobilisent et agissent. Les Conti, Total, Unilever, Sanofis, Pôle emploi, Eurodisney, La Poste, Celatex, Beaubourg, Caterpillar, Peugeot, Assistance publique, les travailleurs sans papiers, les cheminots, France Télécom, Edf, les agriculteurs et beaucoup d'autres encore... Des salariés en lutte pour sauver leur emploi, leur pouvoir d'achat, pour conserver dans ce pays des services publics dignes de ce nom. Des luttes pour gagner des droits, celui de pouvoir vivre dignement, de ne plus être contraint à la clandestinité. Des luttes pour le respect de la dignité humaine, marqué par le refus d'avoir comme seule perspective d'être jeté comme un mouchoir en papier. Des luttes où se mêlent l'espoir de s'en sortir et le désespoir face à l'arrogance du patronat et du gouvernement.

Notre peuple lutte, mais il ne trouve pas un prolongement politique à ces luttes pour transformer cette société.

Transformer cette société, c'est l'ambition que portent les communistes. Ce qui fonde notre engagement communiste, c'est de ne pas en rester au constat, c'est de ne pas se contenter d'apporter notre solidarité à celles et ceux qui souffrent. Ce qui fonde notre engagement communiste c'est, en plus, de chercher dans l'action et le rassemblement à transformer la réalité.

C'est avec cette ambition que lors du dernier congrès nous avons lancé la démarche des Fronts. Avec, notamment, l'objectif de « la construction d'un Front progressiste et citoyen » pour « rassembler une majorité pour battre Sarkozy, la droite, le MEDEF et leur politique, pour trouver une issue de progrès social et humain à la crise du capitalisme, pour que ça change! »

Ce processus, nous avons souhaité qu'il soit ponctué d'étapes, de rendez-vous, pour mesurer l'avancement de notre travail et pour lui donner de nouvelles impulsions.

La responsabilité qui nous incombe collectivement avec ce congrès c'est, à partir d'un travail d'évaluation, de nous doter d'une feuille de route pour porter et mettre en œuvre nos ambitions. Ambition pour construire une majorité de gauche. Ambition d'un nouveau Front populaire.

2. Appréciation de la mise en œuvre de nos choix de congrès

Cette mise en œuvre depuis dix-huit mois a été marquée par deux scrutins importants, les européennes et les régionales, dans un contexte où les luttes et le développement de nombreuses mobilisations citoyennes, comme la votation sur La Poste, ont été importantes.

Lors de ces deux scrutins, nous avons pu mettre en œuvre la démarche du Front de gauche, et cela se traduit par des aspects positifs, mais aussi de nombreuses limites. La caractéristique première, c'est d'avoir pu redonner une part d'espoir à un électorat très en attente à l'égard de la gauche, et de regagner par là même une part d'audience électorale.

Quelques chiffres pour situer où nous en sommes. Aux européennes de 2009 nous rassemblons, avec les listes Front de gauche, 1 043 166 suffrages en France métropolitaine, soit 6,17 %, contre 900 447 suffrages et 5,36 % en 2004. Une progression de près de 143 000 voix, qui constitue pour la première fois depuis 1979 une inversion de tendance sur les élections européennes.

Toutes élections nationales confondues, c'est la première fois depuis 1997 où nous regagnons des voix.

Aux régionales de 2010, nous avons des situations différentes et la comparaison ne peut porter que sur une partie du territoire. Sur 17 régions qui ont fait le choix du Front de gauche, dans des configurations pour plusieurs d'entre elles plus larges qu'aux européennes, en particulier avec le NPA, nous réalisons 1 098 594 voix et 6,95 %, contre 913 790 et 6,47 % dans les mêmes régions lors des européennes. Seul échantillon véritablement comparable, les régions où nous avons fait le choix de listes autonomes en 2004. Dans ces régions, et abstraction faite de la Picardie, nous enregistrons une légère progression en pourcentage. Si aux régionales le Front de gauche n'a pas été emporté par la vague rose du 1^{er} tour, nous maintenons la progression des européennes mais sans lui donner, nationalement, une impulsion nouvelle.

Ce que ne disent pas ces chiffres globaux, c'est la disparité des situations.

Ainsi, pour la première fois, nous regagnons des électeurs parmi celles et ceux que nous pouvons considérer socialement et politiquement comme étant les plus impliqués. Nous regagnons aussi des électeurs là où l'implication de personnalités communistes implantées est forte. Il en est ainsi en Auvergne sous l'impulsion d'André Chassaigne, en Corse avec Dominique Bucchini, dans le Nord-Pas-de-Calais avec Alain Bocquet, en Limousin avec Christian Audouin. Dans ces régions le Front de gauche réalise ses quatre meilleurs résultats, comme quoi des personnalités communistes sont à même de rassembler largement.

L'appréciation positive sur la démarche du Front de gauche et la volonté de la renforcer, de la prolonger, s'est exprimée dans une très grande majorité de congrès départementaux.

Mais cette appréciation positive n'occulte pas les limites actuelles de notre démarche, eu égard aux ambitions politiques qui sont les nôtres. La principale c'est son manque d'ancrage populaire et le fait qu'elle apparait trop comme un cartel d'organisation.

Cette absence d'appropriation populaire de la démarche du Front de gauche est une des conséquences de deux phénomènes, qui quelque part sont liés. Le premier c'est le poids de l'abstention, qui est avant toute chose une abstention de l'électorat le plus populaire. Si toutes les forces politiques sont concernées, cela nous touche plus directement car c'est un électorat que nous voulons rassembler. C'est un électorat qui subit le plus fortement la crise, qui est le plus en attente de changement, mais en même temps qui doute le plus dans la capacité que les politiques puissent changer quelque chose. Une situation que je résumerai d'une formule que nous avons tous entendue : « Voter ça sert à rien, c'est tous les mêmes! »

Second phénomène, nous n'avons pas su, pas pu mettre en œuvre l'ensemble de nos choix de congrès. En particulier la volonté, je cite notre le document adopté : « de créer partout où c'est possible, dans les quartiers et sur les lieux de travail, dans les ripostes engagées, des lieux de rencontre où, quelles que soient leurs formes, les citoyens, les salariés, avec toutes les forces politiques et sociales qui le souhaitent, avec des intellectuels, des créateurs, les acteurs du mouvement social, puissent se rencontrer, s'informer, confronter leurs analyses et propositions pour riposter et construire ensemble les fronts les plus larges possibles. » Et nous précisons encore : « Ces espaces pourraient prendre des formes diversifiées, évoluer en fonction des besoins et des possibilités du processus initié. L'essentiel, c'est leur objectif : animer en permanence une dynamique populaire et citoyenne la plus large possible pour construire les réponses aux questions posées, dans la vie, par les luttes sociales et démocratiques (...) »

Sur cette ambition-là, il nous reste beaucoup à faire pour nous déployer véritablement. C'est une des clés de la réussite ou pas de notre démarche. Il n'y aura pas d'alternative possible dans ce pays sans une réappropriation du champ politique par le peuple. C'est une question qui est récurrente dans nos débats. Il ne suffit plus de faire le constat, il faut agir.

Agir, par exemple, au plus près, en partant des préoccupations au quotidien de notre peuple. Agir en rendant la politique, l'action politique, utile pour changer le quotidien de ces femmes et de ces hommes qui subissent durement la domination du capitalisme. Rendre la politique utile à cela, n'est-ce pas le moyen le plus efficace de lutter contre l'abstention ?

La difficulté d'une appropriation populaire de la démarche du Front de gauche a comme implication directe un étiage électoral intéressant aux européennes avec plus de 6 %, mais insuffisant. Insuffisant par rapport à nos ambitions. Insuffisant pour nous permettre de conserver aux régionales tous nos élus. Insuffisant demain avec la réforme territoriale pour conserver une véritable représentation politique.

N'ayons aucune naïveté, la logique qui anime cette réforme et l'évolution de nos institutions poussent au bipartisme et à l'élimination des forces de transformation sociale des institutions. Pour dire les choses de manière plus explicite, si nous devons en rester là sur le niveau actuel du Front de gauche, en 2014 nous perdrons les 4/5 de nos élus. Une situation à laquelle personne n'échappera, même dans les cas d'alliances avec le PS.

Si nous voulons qu'existe un mouvement révolutionnaire, porteur de l'exigence de transformation sociale dans notre pays, surtout il ne faut pas en rester au statu quo dans la mise en œuvre de nos choix stratégiques, dans la force de nos initiatives, dans les transformations du Parti.

Si la volonté est largement exprimée par les communistes de poursuivre avec le Front de gauche, sans en rester à la situation actuelle, il y a une grande diversité d'appréciations et beaucoup de propositions sur « comment poursuivre et quelles initiatives prendre ».

3. Comment poursuivre, quelles initiatives prendre

La crise dans laquelle s'enfonce à grande vitesse l'Europe, d'une part, et les politiques d'austérité que mettent en œuvre les gouvernements, d'autre part, pèsent lourdement dans les têtes. L'aspiration à vivre mieux se télescope, de plein fouet, avec la bataille idéologique menée pour tuer toute perspective, tout espoir, pour faire régner le fatalisme. Nous le voyons par exemple sur la question des retraites. Une situation d'autant plus pesante que la mise en œuvre des politiques de régression sociale n'est pas le seul fait de la droite.

En Grèce, au Portugal, en Espagne se sont des gouvernements sociaux-démocrates qui, sous la houlette d'un FMI dirigé par DSK, font payer la crise aux peuples et pas à ceux qui l'ont provoquée. Le sentiment est fort que gagner dans les urnes, comme en 2005 et lors des scrutins intermédiaires, ou être des millions dans la rue ne sert à rien. Car rien ne semble pouvoir stopper la casse sociale, l'arrogance du pouvoir de l'argent et le mépris du gouvernement. Pour beaucoup, seul le scrutin à l'élection présidentielle a de l'importance. Car, même à défaut de pouvoir changer radicalement les choses, au moins permettrait-il de se débarrasser d'un Sarkozy. Mais faut-il se contenter d'attendre 2012 ?

Certainement pas !

Sur les retraites, les libertés, l'école, l'emploi, le travail, c'est dès maintenant qu'il faut le mettre en échec. En 2012, pour des millions d'hommes, de femmes et d'enfants il sera bien tard. C'est dès maintenant qu'il faut confronter les idées pour faire grandir le contenu d'une véritable alternative, qu'il faut hausser le niveau des ambitions sociales. Une nécessité d'autant plus forte, si nous ne voulons pas qu'une possible victoire d'un candidat de gauche sur Sarkozy ne soit suivie d'une nouvelle déception de l'électorat de gauche.

Ainsi, le vote, par une partie de la gauche, du plan d'austérité imposé à la Grèce est une illustration de contradictions continues, qui se traduisent trop souvent par un alignement sur les thèses libérales. Battre Sarkozy, pour voir un gouvernement de gauche mettre en œuvre les exigences du FMI, ce n'est pas cela qu'attendent les hommes et les femmes que nous côtoyons ! Ne pas attendre 2012 pour mettre en échec Sarkozy et travailler à la construction d'une alternative de progrès humain et social, oui c'est possible. C'est un grand défi, qu'il nous faut contribuer à relever.

Pour essayer d'avancer de manière efficace dans notre débat, je note qu'il y a des questions qui pourraient faire large accord :

- S'il y a une très forte volonté de poursuivre la démarche engagée avec le Front de gauche, cela ne doit pas uniquement se cantonner aux élections. Un sentiment s'exprime, à plusieurs reprises dans nos congrès locaux, sur l'aspect d'un front électoral qui occulte trop souvent notre ambition de multiplier les fronts de luttes. De la même manière s'exprime la volonté de ne pas se limiter à un cartel d'organisations. Notre démarche doit, aussi et surtout, être une dynamique populaire dans les luttes, dans l'élaboration des contenus pour pouvoir multiplier les fronts de luttes et faire franchir au Front de gauche un bond qualitatif et quantitatif.

- Pas de perspective crédible, en particulier pour les présidentielles, en dehors d'une candidature commune de rassemblement du Front de gauche. Si quelques fédérations portent l'idée d'une candidature présentée par le PCF à la présidentielle, un nombre très important est favorable à une candidature commune. La possibilité qu'un communiste puisse incarner cette candidature est mise en avant, de la même manière l'idée que cela puisse être un non communiste, une personnalité d'une des forces du Front de gauche ou une personnalité du mouvement social.

- Pas de perspective crédible pour ce rassemblement sans un Parti communiste qui se transforme et se renforce.

Je voudrais simplement pointer cette idée exprimée à plusieurs reprises, c'est le caractère indissociable entre le renforcement de notre démarche de rassemblement et le renforcement du Parti communiste français.

S'il peut y avoir un large accord sur ces aspects, et être d'accord ne suffit pas à régler la question de la mise en œuvre, il nous reste une série d'autres questions qui font débat. Débats entre nous, débats aussi au sein des organisations du Front de gauche.

L'échange de lettres entre le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, ainsi que la rencontre du 9 juin ont permis de se préciser des points, de dégager des pistes et les nouveaux objectifs que le Front de gauche pourrait se donner, nous permettant par là même de prendre nos décisions de congrès avec tous les éléments possibles.

Je dis bien prendre nos décisions, car ainsi que Marie-George le

déclarait en introduction de la rencontre du 9 juin, pistes et nouveaux objectifs possibles du Front de gauche sont soumis aux communistes à l'occasion de ce congrès. Trois questions font débat.

La conception du Front de gauche

L'élargissement du Front de gauche est possible. Mais plus qu'une accumulation de sigles, cela sera surtout possible grâce à l'implication d'hommes et de femmes du mouvement social, associatif ou culturel, des citoyens. Une implication pour le moment limitée et exclusivement cantonnée à un soutien électoral.

Construire une véritable alternative dans ce pays ne sera possible que par une véritable appropriation citoyenne. Répondre à la crise de la politique, c'est aussi admettre que le chemin de l'intervention citoyenne dans le champ politique peut se faire « avec » les partis, mais pas nécessairement « dans » les partis. Au travers de ce débat, c'est la conception même du Front de gauche qui est posée. Est-ce que celui-ci doit rester la propriété des partis, doit-il être le moule d'un futur parti unique à la gauche du PS ? Ou bien le Front de Gauche doit-il être le lieu de convergences des hommes et des femmes qui souhaitent transformer la société. Le lieu pour faire converger ce que Marx appelait « les producteurs associés » ? Les communistes penchent majoritairement sur la seconde possibilité.

Nous avons fait au dernier congrès le choix du PCF et de sa profonde transformation. Ce choix est plus que jamais d'actualité. Reste une question : comment permettre une réappropriation citoyenne ? Comment des hommes et des femmes peuvent-ils être les acteurs du Front de gauche dans leurs quartiers, leurs entreprises ?

La question fait débat, la formule de type structuration nationale, avec adhésions directes, est très largement rejetée. Elle est vécue comme une structuration supplémentaire, de sommet, ne répondant pas au besoin de proximité et d'appropriation.

Faut-il fixer un cadre rigide ou bien favoriser la prise d'initiative en laissant aux premiers concernés la forme et le périmètre de leur champ d'intervention ?

L'objectif du rassemblement

Sans vouloir rappeler une évidence : il n'y aura pas de changement possible sans une majorité de gauche pour porter une politique de transformation sociale. Tenter d'y parvenir cela commence par s'adresser à tout le monde. A créer les conditions d'une véritable confrontation d'idées, au sein de toute la gauche, permettant sur les questions comme l'emploi, les salaires, les retraites, les services publics, la fiscalité, l'Europe, les relations internationales, les institutions, les droits des salariés et des citoyens (...) de définir des réformes structurantes incontournables pour engager notre société sur une autre voie. Cela pose la question de la construction d'une plate-forme par tagée et des processus que nous mettons en œuvre pour y parvenir.

Pierre Laurent, dans sa contribution du 8 juin, fait la proposition, à partir du Front de gauche d'engager un processus public pour élaborer un pacte union populaire. Vouloir cette confrontation, refuser la logique des deux gauches inconciliables, cela exige en permanence de prendre les initiatives politiques pour s'adresser et construire avec l'ensemble du peuple de gauche.

Enfin, quelles candidatures pour porter cette ambition

Je l'ai dit il y a quelques instants, une appréciation forte se dégage sur la nécessité d'une candidature commune à l'élection présidentielle. Une candidature pour porter l'ambition et les objectifs d'une démarche de rassemblement. Démarche à laquelle nous voulons pleinement contribuer dans sa dimension d'ancrage populaire, dans l'élaboration de ses contenus et dans ses ambitions en terme de majorité pour une véritable transformation.

Une candidature sans préalable, sans exclusive. Mais une candidature dont il faut définir le processus de construction et l'articulation avec les législatives.

Ces différents débats, il nous faut les pousser au bout. Et pour que le congrès soit utile, il nous faut décider ce que nous voulons mettre en œuvre d'ici à l'an prochain.

Dans la résolution que nous devons adopter demain, nous pourrions porter pour renforcer et impulser notre démarche deux ambitions, déclinées en une vingtaine de propositions.

• Une ambition de ripostes

La première décision est évidente. Envoyons un signe fort pour résister à la politique de Nicolas Sarkozy. Face au fatalisme, et à la tentation d'attendre 2012, il y a urgence à porter les colères, à porter l'idée de résistance, à dire NON, comme nous avons su le

faire à d'autres époques, face à l'inacceptable.

Les reculs de civilisation auxquels nous pousse ce gouvernement font des ravages tous les jours. Tous les jours, des hommes et des femmes subissent au quotidien les effets catastrophiques d'un gouvernement aux ordres des puissances de l'argent.

Dès la fin de ce congrès je vous propose que nous mettions toutes nos forces pour faire du 24 juin une grande journée de mobilisation et d'y porter nos propositions, à l'image de ce que font nos parlementaires avec le dépôt d'une proposition de loi alternative au choix du gouvernement. Avec une ambition : nous voulons gagner sur ce dossier.

Demain, avec la résolution, nous pourrions adopter un appel s'adressant à toutes celles et tous ceux qui veulent résister à la politique de Sarkozy, avec une ambition forte, celle que d'ici à 2012 il n'avance plus dans la mise en œuvre de ses projets. Dans le prolongement de cet appel nous pourrions décider d'initiatives tout au long de l'été et à l'entrée. Des initiatives pour alerter, mobiliser contre la politique d'austérité que met en place le gouvernement contre les retraites, contre les collectivités territoriales et les services publics. Des initiatives pour porter nos propositions.

Une campagne qui, en appui d'un matériel national, pourrait être rythmée par des journées fortes. Pourquoi, par exemple, ne pas prendre appui sur la symbolique du 14 Juillet ou bien encore sur les dates qui marquent la libération de nos communes il y a 66 ans, pour décider de rassemblements sur le thème : « il y a encore des bastilles à prendre », ou celui de la valorisation des acquis du programme du CNR ?

D'autres mobilisations sont nécessaires, tant les remises en cause auront des conséquences dramatiques. C'est en particulier le cas de l'école. A l'heure où les réformes de la droite, présentées comme techniques, mettent en réalité, conformément à la stratégie de Lisbonne, l'école au service du patronat, il y a urgence. Urgence à résister à cette politique, urgence à porter une ambition nouvelle, un plan Langevin-Wallon du XXI^e siècle. Sur cette double urgence, nous pourrions tenir une grande initiative à la Fête de l'Humanité.

L'Europe voit chaque jour la situation des peuples dépendants du bon vouloir des agences de notation. En lien avec ce que nous devons faire au plan national, l'Europe est un échelon à investir pour les mobilisations sociales. La journée européenne d'action fin septembre doit être l'occasion de franchir une étape. De la même manière, la décision du PGE de tenir, à notre invitation, son congrès des 4 et 5 décembre à Paris doit être pour nous l'occasion de faire grandir cette dimension au travers d'une grande initiative politique européenne.

• Ambition pour construire une véritable alternative

A partir de ces mobilisations et de ces résistances, en lien avec les luttes et les attentes qui s'expriment, prenons l'initiative d'engager un processus pour construire un « pacte d'union populaire », permettant aux hommes et aux femmes de s'approprier l'élaboration de ce que devrait être une véritable politique alternative en 2012. Un processus qui, en lien avec nos partenaires du Front de gauche, pourrait prendre toutes les formes nécessaires pour favo-

riser l'implication du plus grand nombre. Le lancement de ce processus pourrait avoir lieu à l'occasion de la Fête de l'Humanité. Pour populariser la démarche du Front de gauche, pour permettre à chacun d'y contribuer comme acteur et non simple spectateur, poussons à la création d'espaces ouverts du Front de gauche. Comité, collectif, association, peu importe l'intitulé, c'est aux hommes et aux femmes qui le constituent d'en décider les formes. Ce qui importe c'est l'objectif : mettre à disposition de celles et ceux qui veulent agir un espace pour permettre à des hommes et femmes engagés dans un parti, dans un syndicat, dans une association, ou nulle part, de se rencontrer, de débattre, de décider et d'agir.

Il n'y aura pas d'appropriation populaire si nous ne trouvons pas les formes pour la rendre possible. Dans le même ordre d'idées, que proposons-nous à des individus, des personnalités du mouvement social, des intellectuels non membres d'une des forces organisées pour pouvoir, à des qualités, être totalement partie prenante du Front de gauche ?

C'est l'esprit de la proposition avancée par Marie-George d'association des Amis du Front de gauche. Ne pas vouloir, très légitimement, en rester à un cartel d'organisations, cela ne doit-il pas nous inciter à innover ? Si le congrès en était d'accord nous pourrions inviter les acteurs du mouvement social à prendre une telle initiative sous la forme qu'ils et qu'elles souhaitent.

Contribuer à une nouvelle phase du Front de gauche, c'est aussi mettre au cœur des débats la question du contenu d'une politique alternative. Pour y contribuer, sur la base d'un 4^e trimestre 2010 que nous voulons riche et dense en initiatives, nous pourrions tenir trois conventions nationales ouvertes d'ici fin janvier 2011.

Trois conventions pour approfondir notre réflexion et nos propositions sur les questions que nous avons actées au dernier congrès et qui, avec l'actualité de ces 18 derniers mois, sont déterminantes.

- Il s'agit de la question d'un nouveau mode de développement, pour répondre aux besoins humains et pour sortir de la crise.

- C'est la question des libertés, de la démocratie et de nos institutions.

- Enfin, la question d'une autre Europe pour un autre monde.

Pour enrichir la préparation de ces conventions, nous pourrions convenir de tenir en novembre 2010 un colloque national, associant les intelligences disponibles à participer à ce travail.

Les cantonales de 2011 : Elus de proximité par excellence, premiers visés par la réforme des collectivités territoriales, les conseillers généraux communistes sont des points d'appui pour les populations. Pour porter leurs colères, leurs exigences, pour être aux côtés d'eux. Conserver nos élus, en gagner de nouveaux est une priorité. En portant partout nos ambitions de rassemblement, engageons-nous dans la recherche et la désignation de nos candidats et candidates, département par département, à partir des réalités locales.

Les sénatoriales de 2011 : A l'occasion de ce renouvellement d'un



tiers du Sénat, celui-ci, pour la première fois, peut basculer à gauche. La nature de cette institution, son mode de désignation ne correspondent pas à notre conception de ce que doit être une VI^e République. Dans le même temps et dans le contexte actuel, un Sénat qui basculerait à gauche constituerait un atout important pour s'opposer à la politique de Sarkozy. L'existence au sein de cette majorité d'une forte présence de sénateurs communistes et du Front de gauche constituerait et constitue déjà un atout indispensable. Pouvoir faire basculer le Sénat et renforcer notre groupe doivent être un objectif, en tenant compte de la spécificité du scrutin qui désigne les sénateurs.

Les échéances de 2012 : Concernant le couple présidentielle-législatives, la difficulté est de dépasser le piège de la présidentielle. Une large majorité des congrès départementaux dégage l'idée d'une candidature commune pour cette échéance. En même temps et avec force, s'exprime le refus de ne pas tomber dans le piège de cette élection caractérisée par une très forte personnalisation.

Ne faut-il pas faire prévaloir avec ces échéances une autre concep-

tion de la démocratie? Faire prévaloir le contenu d'une véritable alternative, le contenu d'un pacte d'union populaire. Plusieurs congrès portent l'idée de donner plus d'importance aux scrutins législatifs, allant pour certains jusqu'à faire précéder la désignation du candidat à l'élection présidentielle par la désignation des candidats aux législatives.

Sur la candidature elle-même, à plusieurs reprises la possibilité qu'un communiste puisse incarner cette candidature est mise en avant, les noms de nos camarades André Chassaigne et Patrick Le Hyaric sont cités à plusieurs reprises. De la même manière l'idée que cela puisse être un non-communiste, soit d'une des forces du Front de gauche, comme Jean-Luc Mélenchon, soit une personnalité du mouvement social partageant nos objectifs, est avancée. Reste une question: comment construire collectivement un processus visant à désigner les candidats aux législatives et à la présidentielle. S'il est évident que la souveraineté des communistes devra s'exercer pleinement, il nous faudra définir les formes d'une désignation des candidatures communes. Dans cette perspective, pour la présidentielle, il est légitime que des personnalités communistes s'engagent comme candidats potentiels du rassemble-

ment pour porter l'originalité de cette ambition.

Nous mènerons à terme l'ensemble de ce processus de désignation avec notre congrès de 2011.

Cher-e-s camarades,

Face à l'arrogance des capitalistes, face au mépris d'un gouvernement qui nous prône l'austérité, quand chaque jour qui passe un de ses membres est pris la main dans le pot de confiture, nous devons d'être unis, audacieux et déterminés. Unis, car face aux injustices grandissantes, face au rouleau compresseur des forces libérales, c'est ensemble que nous relèverons les défis. Audacieux sur les choix à engager pour transformer cette société. Déterminés à aller jusqu'au bout de nos combats pour l'émancipation humaine.

Je ne doute pas que ce qui, au départ, était un congrès d'étape, sera au final un grand congrès d'action et d'initiatives.

Notre peuple, notre pays en ont besoin, et les communistes l'attendent! ✪

La discussion

Fabienne Haloui – Vaucluse

Accroître le rayonnement de la gauche de transformation sociale passe par la poursuite du Front de gauche comme une démarche de rassemblement dans laquelle sont préservées la visibilité et l'expression du PCF. Pérenniser une démarche qui repose à chaque échéance les enjeux, les contenus, les objectifs de majorités pour éviter les dérives gauchistes ou déléguées. Réfléchissons à des formes d'organisation souples, à des espaces qui puissent permettre à des citoyens non encartés de devenir acteurs et pourquoi pas des « partisans Front de gauche ». Ne tombons pas dans le piège de la personnalisation de la présidentielle. Le déterminant c'est l'existence et le renforcement d'un groupe Front de gauche avec le plus grand nombre possible de députés communistes à l'Assemblée nationale. Ne fixons aucun préalable au profil du candidat à la présidentielle, si ce n'est d'être un candidat de rassemblement porteur d'un projet transformateur. Envisageons qu'il puisse être communiste, envisageons qu'il puisse ne pas l'être.

Gaëtan Lacassaigne – Nord

Je veux vous faire partager notre expérience de construction d'un front de rassemblement populaire dans le Dunkerquois à l'occasion du conflit chez Total. Le groupe qui a réalisé 100 milliards d'euros de bénéfice de 2000 à 2009 veut fermer la raffinerie des Flandres. Notre implication et notre volonté de rassemblement ont permis de faire bouger des lignes politiques. Notre initiative d'un vote populaire, qui a recueilli 10 000 votes, a permis de faire s'exprimer les citoyens et d'empêcher Total de s'arranger en catimini avec quelques respon-

sables politiques locaux. Hier un pas supplémentaire a été franchi par Total avec l'assurance officielle au CCE de la fin du raffinage à Dunkerque. Il est essentiel que notre congrès s'exprime pour condamner ces licenciements boursiers.

Olivier Gebuhrer – Alpes-Maritimes

La Commission nationale de l'Enseignement supérieur et Recherche se retrouve dans l'idée de la transformation du Front de gauche en Front populaire, social, citoyen, intellectuel. Des travaux considérables d'élaborations collectives sont devant nous : à cet égard, la commission verse déjà aux groupes de travail qui seront constitués de nombreuses et importantes contributions. Le quinquennat de Sarkozy a commencé avec ce qu'il a appelé la réforme phare de son mandat; la loi LRU a servi de modèle à tous les autres bouleversements institutionnels et notamment la réforme des collectivités territoriales; la France est jouée à la corbeille et la science subit le même sort. Il y a plus: les USA érigent en force de frappe la science nord-américaine pour la domination mondiale. La Commission nationale demande au congrès de considérer les enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche comme une des questions structurantes qui déterminent une politique de gauche et son succès.

Françoise Guiche – Paris

Lançons une campagne nationale d'adhésions au PCF (30 en 8 mois à la section RA TP). Il faut continuer le rassemblement, l'ouvrir au mouvement social, notamment aux syndicalistes et avoir une activité et une expression propres du PCF. Oui à un Front populaire du

XXI^e siècle en y intégrant en priorité les syndicalistes. L'ancrage du Front de gauche au cœur du mouvement social est un vrai défi, cependant la forme d'une association de partisans risque de comporter plus de dangers que d'avantages. Travaillons au projet communiste au-delà des enjeux électoraux, rendons-le plus visible et lisible comme réponse de fond à la crise du capitalisme. Pour 2012, construisons avec les citoyens la plate-forme partagée de propositions de réformes puis dégageons unitairement à la suite de ce processus des candidatures communes aux législatives et une issue du mouvement social à la présidentielle dont la ratification devra faire l'objet d'une consultation des communistes.

Yves Dimicoli – Paris

L'attaque contre les retraites vise à accroître la part des richesses pour la finance contre celle pour les services publics et la protection sociale, après l'énorme gâchis d'argent pour les banques. L'importance de notre campagne. La construction européenne actuelle fondée sur le marché financier échoue. Besoin d'une réorientation avec une transformation de la BCE et un autre crédit, au lieu de se résigner à l'euro actuel ou d'en sortir. Rompre avec les démarches de sommet, électoralistes, déléguant les choix du contenu à des coordinations, au lieu de l'expérimentation et de l'arbitrage populaires. D'accord pour une construction très large, ancrée aux luttes. C'est contradictoire avec la mise en place d'un comité pour un programme « partagé » du Front de gauche. Il chapeauterait et cela rendrait difficile le choix d'un candidat pour 2012 issu du PCF. Il faudra, pour ces élections, porter

des propositions de poids. Ne refoulons pas le débat et l'action sur les nôtres. Visions une émulation avec nos partenaires pour un rassemblement de toute la gauche avec le recul du social-libéralisme. Engageons des fronts de lutte et faisons-y adhérer les gens, au lieu de créer une nouvelle structure partisans.

Cécile Betton – Morbihan

Lors de la dernière campagne pour les régionales un grand nombre d'anciens camarades nous ont rejoints, et beaucoup de syndicalistes ont signé l'appel à voter. Mais surtout il faut retenir le retour au militantisme. Le Front de gauche a redonné espoir et envie à nos camarades. La JC bretonne s'est investie activement dans notre campagne. Ce que nos militants ont apprécié c'est la démarche d'unité en rupture avec le traité de Lisbonne et la social-démocratie. Il nous faut porter haut les valeurs du communisme et du marxisme. Je crois au PCF, au Front de gauche, rompons avec l'héritage néfaste de Robert Hue, et retournons vers ce qui a fait notre force: les luttes, la rue, les classes, le communisme.

Xavier Compain – Côtes-d'Armor

Sarkozy, Zapatero, Barroso ne moralisent pas le capitalisme lorsque l'Union européenne viole par ses navires de pêche les eaux du Sahara occidental... Les paysans français et européens ont ouvert les vannes de la colère en jetant à terre leur lait... Le prix mondial imposé par l'OMC n'est pas une politique agricole. Le 34^e Congrès nous avait donné mandat de travailler à un nouveau mode de développement. Droit fondamental à l'alimentation, comme l'éducation et la santé restant à

conquérir. Réduire dans un même mouvement les inégalités environnementales et sociales. La gauche a besoin d'oxygène. Elle doit avoir une politique publique agricole ambitieuse. Dans la perspective du congrès du PGE, à l'heure où Bruxelles vise le démantèlement de la PAC, nous pourrions (PCF) porter l'ambition commune d'une nouvelle politique agricole, contributive au pacte d'union populaire. C'est tout le sens que nous donnons à notre engagement révolutionnaire aujourd'hui.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Ce congrès annoncé d'"évaluation" est confronté à des décisions qui engagent l'avenir du PCF, notamment avec les annonces de la réunion du Front de gauche à la veille du congrès. Cela alors que dans la préparation marquée par une faible participation se sont manifestées des inquiétudes et sont posées des questions lourdes sur ce qu'il faut faire maintenant. Le problème n'est pas Front de gauche ou pas. Quelle évaluation en rapport avec l'objectif de créer des dynamiques populaires pour le rassemblement le plus large? Quelles conditions nouvelles pour le rassemblement, avec la crise, le refus de payer la crise? Quel rapport entre mouvement social et politique pour construire le rassemblement à gauche à partir des exigences populaires? Quelle autonomie et initiatives propres du PCF pour y contribuer, avec ses partenaires, s'ils sont d'accord? Le congrès ne peut pas fermer ce débat. Au contraire, il doit lancer ce débat en créant les conditions qui permettent à tous d'en être partie prenante, pour trouver les réponses adaptées à la nouveauté des situations. C'est la condition de l'ef-

ficacité et du rassemblement des communistes.

Marie-Pierre Vieu – Hautes-Pyrénées

Le Front de gauche porte l'ambition d'une construction majoritaire à gauche pour une véritable alternative; la développement pose la question de son ouverture au mouvement populaire, pas sur la base d'un soutien aux forces présentes mais dans une construction partagée, non tutélaire. D'où le besoin de répondre favorablement à celles et ceux qui veulent être acteurs de ce front, cela incluant la prise de décisions pour les échéances à venir; de porter de manière offensive la désignation d'une candidature de rassemblement en 2012, communiste ou pas. Porter cette ambition requiert un PCF qui rayonne mais transformé. Pas seulement au plan organisationnel mais dans une conception politique globale renouvelée. J'ai milité pour la métamorphose du PCF. Cette option n'a pas été retenue mais je reste convaincue du besoin d'une remise à plat de ce qu'est le communisme politique afin de dépasser ce qui dans notre culture et pratique est devenu contraire à l'affirmation même de l'émancipation que nous appelons.

Francis Wurtz – Bas-Rhin

Avec le Front de gauche, un espoir est né, ce qui n'était pas évident: à nous de le transformer en dynamique politique. Ce chantier est, pour l'essentiel, devant nous. Nous devons pouvoir nous adresser de façon crédible à l'ensemble du « peuple de gauche ». Nous devons savoir nous saisir de ce qui bouge dans les consciences en général, et parmi les acteurs sociaux en particulier. Pour cela, il faut reprendre l'initiative. Voilà pour



quoï, quand j'ai lu Marie-George et Pierre Laurent évoquant l'élaboration citoyenne d'un « pacte d'union populaire » et la nécessité des conditions permettant d'associer en particulier des acteurs sociaux à cette contre-offensive progressive en visant au-delà de celles et ceux qui se reconnaissent d'ores et déjà dans l'une des organisations fondatrices du Front de gauche, je ne me suis pas dit « aïe, aïe, aïe », mais « bravo ! »

Pascale Noizet – Paris

Le PCF doit se tourner vers les abstentionnistes les plus précieuses, notamment les femmes. Cette période de crise du capitalisme doit nous amener à un débat populaire sur la perte des acquis sociaux, avancer des propositions concrètes comme la nationalisation des banques, dans un projet qui vise un objectif historique qui est le socialisme, moteur d'un parti révolutionnaire. Soyons à la hauteur des enjeux. Le Front de gauche est une plate-forme pour l'union dans les luttes, il doit s'élargir au-delà d'un carter mais ne doit pas être le prétexte à la création d'un nouveau parti en y faisant des adhésions organisées. Ne boudons pas l'expérience du socialisme en Amérique latine. Nos camarades cubains, malgré l'embargo, mettent en place une société plus juste: santé, éducation gratuite, droits des femmes. La lutte des travailleurs sans papiers a été menée et soutenue avec le PCF. Proposons en toute cohérence le vote des résidents étrangers.

Alain Bolla – Var

La crise nous impose d'approfondir la phase dans laquelle se trouve le capitalisme. La situation de la Grèce en résume le contexte. L'affrontement de classe s'aiguise notamment sur les lieux de travail. La contestation du système dans les luttes ouvre la potentialité d'un dépassement effectif du capitalisme. La modernité se trouve dans les bases du marxisme pour tirer dans les contradictions de la situation les fils de

l'intervention citoyenne et sociale pour des luttes locales et européennes pour répondre aux urgences et aux transformations de la société. Comment travailler le rassemblement dans une démarche de construction d'une majorité d'idées, d'action, de gestion? Pour les communistes varois, ni dilution, ni fusion, ni marginalisation du PCF, construire des fronts de luttes dans la conviction qu'un changement de société est possible. Il n'y aura pas de changement profond sans un parti communiste renforcé, faisant de l'intervention populaire l'auteur et l'acteur décisif du changement.

André Gerin – Rhône

Il faut un candidat communiste à la présidentielle de 2012, c'est l'élection la plus importante. Nous sommes mal partis quand on accepte la politique de droite de Lionel Jospin. Beaucoup d'illusions avec le discours d'Aubry; comme François Mitterrand, elle abandonne le socialisme et la lutte de classe. Tout se décide en dehors des communistes attachés à l'existence du PCF, refusant une re-composition qui aboutirait à son effacement. Renoncer au PCF c'est soulager la classe dirigeante et le PS. C'est le boulot de Mélenchon. Ce serait une grave erreur. L'avenir du PCF est une grande question politique et historique. Le rassemblement n'a rien à voir avec les appareils et les états-majors, avec le Front de gauche, filiale du PS. Union du peuple de France pour rompre avec la barbarie, la sauvagerie du système capitaliste. Régénérer le PCF. 2012 c'est le rendez-vous de la dernière chance. Consultons les communistes.

Gisèle Cailloux – Hauts-de-Seine

Apprécier positivement le Front de gauche, son début d'ancrage dans la société, mais sortir du rassemblement de sommet. Beaucoup de communistes ont donc réagi sur la décision de « programme partagé » et de créer l'association des partisans. Cela ressemble aux comités an-

tilibéraux! A partir du vécu, des résistances, le Parti doit proposer des actions pour faire expérimenter et valider la proposition de transformation. Ne plus être contre, mais pour! C'est à ce niveau que va se construire le programme partagé et que vont monter les exigences des citoyens et l'envie de voter sur un projet de transformation. Sans cette appropriation, et quelle que soit la qualité du projet du Front de gauche, en 2012 les citoyens voteront utile pour le PS, apparaissant comme la seule force capable de battre Sarkozy. Notre parti n'a pas vocation à être seulement en soutien aux luttes mais un parti d'idées et d'actions. Dans l'action articulée aux idées, faisons monter les exigences de transformation.

Yannick Monnet – Allier

Retraites, éducation, etc. La droite s'attaque à tout ce qui fait société, solidarité et fraternité. Les conséquences sont socialement dramatiques mais aussi idéologiques où une partie du peuple nous pousse à se rassembler parfois au détriment du contenu. Le PCF est indispensable pour le contenu à gauche. Le Front de gauche doit s'étendre à toute la gauche. Comme en 1945 où les communistes ont grandement contribué au rassemblement pour de profonds changements et ce malgré le décret du ministre socialiste Serol en 1940, instituant la peine de mort pour propagande communiste. Soyons à la hauteur des souffrances sociales et des enjeux actuels. Ne soyons pas à gauche de la gauche comme avec l'association des amis Front de gauche. Mais travaillons à rassembler toute la gauche pour un Front populaire dans les luttes et les urnes. Pour 2012, rassemblons les communistes, la gauche et le peuple pour des perspectives majoritaires. Au vu des régionales, la candidature de Chassaigne peut y contribuer.

Eric Jalade – Tarn

Nos statuts n'ont pas été respectés avec ce congrès. Ainsi le texte alternatif « Notre peuple a

besoin du PCF » n'a pas été envoyé aux communistes, ni diffusé dans *Info Hebdo*, alors que des engagements avaient été pris en ce sens lors de la dernière réunion des secrétaires départementaux. La réunion au sommet du Front de gauche s'engage sur un processus qui structure ce front comme une « formation » sans attendre le congrès du Parti. J'y vois une étape supplémentaire vers l'effacement du PCF. Au contraire, avec l'aggravation de la crise, pour faire face et rassembler face à la violente offensive anti-populaire, notre parti doit jouer pleinement son rôle, avec des propositions et des actions en rupture avec l'idéologie dominante, contre les directives de l'UE, pour des nationalisations, la défense du financement solidaire de la Sécurité sociale. Loin d'être de la nostalgie, le seul choix d'avenir pour notre peuple c'est de reprendre à nouveau un cap clair et lisible, avec un projet communiste offensif.

Véronique Sandoval – Paris

Pour battre la droite en 2012, il nous faut convaincre que la gauche au pouvoir peut mener une toute autre politique. Il nous faut donc travailler au rassemblement le plus large sur un projet partagé et transformer le Front de gauche en un véritable front populaire. Cela suppose un accroissement sans précédent de nos effectifs pour mener à bien les milliers de rencontres, de débats que suppose la démarche citoyenne que nous devons faire triompher. Mais cela ne va pas de soi, car l'abstention traduit à la fois une crise de l'offre politique et une méfiance à l'égard des partis politiques historiques. Acquisons nous le courage et la volonté politique de mettre enfin en route la profonde transformation de notre parti que suppose la mise en œuvre de notre stratégie? Contrairement aux trop nombreux camarades qui ont quitté le PCF il y a quelques jours, j'espère encore, comme j'espère que la priorité sera donnée au débat sur la nécessaire remise en cause de nos institutions et non à un débat sur qui

devrait être le candidat du PCF.

Michel Ceruti – Lot-et-Garonne

Les communistes proposent dans un contexte de crise des fondements du capitalisme que le PCF propose une initiative politique (comme on a su le faire en 36 -Front populaire- qui a débouché sur les plus grandes conquêtes sociales) en direction du peuple de France, aux partis de gauche, un appel à construire un nouveau front populaire, pour un projet alternatif partagé pour l'immédiat, 2012, et l'avenir dans le sens de la transformation sociale avec l'apport du projet communiste. Des bases existent, la plateforme intersyndicale (9 syndicats) de 2009, l'appel des appels, sauvons la recherche, votation citoyenne Poste, le collectif retraite à 60 ans... Et reprendre l'offensive sur le communisme, - dans l'esprit de Stéphane Rozès (CSA) qui nous rappelle : « *Le communisme a encore de l'avenir à condition d'en repenser les principes* ». Rarement dans l'histoire il n'y a eu un espace aussi ouvert pour penser et débattre de cette question dans le sens où Marx nous le dit : « *Le communisme n'est pas un Etat mais le mouvement qui abolit l'état réel existant* ». Solder l'hypothèque communiste pour réhabiliter l'hypothèse communiste!

Emmanuelle Becker – Paris

Le Front de gauche est un espoir basé sur l'idée de rassemblement. Alors que le capitalisme est en crise, la gauche est affaiblie partout en Europe. Le Front de gauche peut rendre crédible l'idée de transformation radicale de la société. Il faut s'atteler au travail sur les idées que peut porter ce front et ne pas travailler uniquement à un programme avec 36 000 propositions. Pour contribuer à ce projet, il nous faut un PCF courageux, audacieux et profondément révolutionnaire. Travailler à la recherche d'un nouvel avenir autour de 3 idées: une nouvelle démocratie (critique radicale de la V^e République), un nouveau mode de

développement, l'Europe en renforçant le rôle du PGE. Le rôle du PCF dans le Front de gauche: une contribution à un avenir commun. Idée des amis du Front de gauche est à creuser. Le PCF a été à l'initiative du Front de gauche. De quoi pouvons-nous avoir peur aujourd'hui? Rendons le pouvoir au peuple et faisons le pari que nos idées seront majoritaires.

Pierre Dharreville – Bouches-du-Rhône

Il faut clarifier la fonction assignée au Front de gauche. Faire émerger un projet populaire ensemble est une belle ambition. Comment envisageons-nous une possible victoire de la gauche? La crise pose la question de la répartition des richesses et de celle des pouvoirs. Y correspondent la réforme des retraites et celle de la démocratie locale. Cette dernière veut nous empêcher de mener toutes les autres batailles. Notre peuple doit être consulté. Pourquoi ne pas prendre l'initiative de forcer la mise en œuvre du référendum d'initiative populaire et parlementaire? Un texte pourrait rassembler 1/5 du parlement, être soumis à pétition pour le repousser et ouvrir un grand débat sur nos institutions. Nous pourrions imaginer de mener la bataille des retraites de concert. D'otons-nous de l'outil nécessaire pour gagner. Sur le projet, nos propositions mériteraient de mieux s'adosser à la volonté des citoyens d'agir concrètement. Soyons le parti qui permet d'agir sans attendre, qui allie action collective et pratique individuelle.

Nicolas Marchand – Val-de-Marne

De la crise, sans précédent, découle l'exigence d'une union populaire de plus haut niveau qu'en 36: s'attaquer au pouvoir des banques; changer la monnaie, le crédit, la gestion des entreprises, des pouvoirs des salariés conditionne les objectifs sociaux. Ça ne peut pas être seulement électoral. Il faut le peuple en mouvement, sur les axes clés de transformation. Pour un front vraiment popu-

laire, plutôt que sacrifier nos propositions pour une union qui ne ferait pas le poids, déployons-les dans des fronts de lutte avant, pendant et après les élections. Pour la présidentielle, il n'y a pas une question de boutique, mais de contenu de la bataille. On ne peut pas se contenter de postuler « programme commun - candidat commun », sans argumenter sur une candidature communiste, en laissant le champ libre au seul candidat en lice... J'entends « n'ayez pas peur ». D'accord : n'ayons pas peur de mettre en avant nos idées et nos atouts dans les luttes et pour l'élection présidentielle; cessons d'avoir peur d'être communistes.

Fabienne Pourre - Val-de-Marne

La formule « *il faut que les gens s'approprient le Front de gauche* » pense à l'envers. « *Parce que ce sont les partis, le PCF, le Front de gauche qui doivent s'approprier les problèmes des gens* », ce qui naît dans les résistances, ce qui s'écrit dans les luttes de propositions, ce qui existe dans le mouvement réel, social, syndical. Les comités qui existent (retraités-sans-papiers-La Poste) ne sont pas réductibles à devenir des partisans du Front de gauche. Ils vont de LO à EE-Verts avec le NPA, le PCF et le PS. Face à la droite, face à Sarkozy, face aux tragédies, écoutons la demande d'union. Le PCF, en appelant toute la gauche à entendre le mouvement populaire, oblige chacun à se situer par rapport à ces exigences. Ce n'est pas la politique de rassemblement et d'union du PCF que de par tir petite gauche. Notre congrès devrait lancer cet appel à tous.

Stéphane Bonnerly - Val-de-Marne

Pour l'école, face à la grêle de mauvais coups, la résistance, nécessaire, ne suffit pas : les citoyens ont besoin d'identifier des possibles, une alternative. Nos propositions, en l'état, sont utiles mais pas encore assez

structurées en projet lisible d'ensemble. Mettons en débat des éléments de projet communiste pour l'école, à partir de nos analyses politiques pour proposer aux citoyens des traductions politiques de leurs aspirations. Confrontons ces propositions à d'autres pour rassembler. Par exemple, contre la dénationalisation de l'Éducation nationale, rassemblons dans un front tous ceux qui veulent l'égalité nationale et une nouvelle phase de démocratisation scolaire. Evitons de limiter l'horizon de ce rassemblement. Evitons aussi que la forme du rassemblement aseptise le débat d'idée par un minimum commun de propositions. L'espoir pour mobiliser appelle des idées claires et à affûter les arguments dans la confrontation. Il est ainsi nécessaire d'articuler rassemblement sur des fronts et promotion d'un projet auquel les communistes donnent leur cohérence.

Elisabeth Gauthier - Essonne

Nous sommes confrontés à un paradoxe politique. Le bloc social dominant est en difficulté en raison de l'ampleur de la crise et de sa perte de légitimité. En même temps n'émerge pas un nouveau bloc social de forces en capacité de porter une alternative, situation lourde de graves dangers sociaux, démocratiques, politiques. Une construction politique ambitieuse, mobilisatrice, visant le changement de pouvoir et de politique est urgente et suppose prise d'initiatives des directions et création d'espaces pour des nouveaux engagements. Être en capacité de faire de la politique dans les cités et entrées exige que se recrée espoir et confiance avec une construction politique identifiable, un Front de gauche élargi, complémentaire aux fronts de luttes nécessaires. Sortons de la défensive, devenons les acteurs résolus de la construction d'un processus politique dans lequel nous apprendrons beaucoup et où nos idées, à condition d'être

bonnes, peuvent prendre un poids plus grand dans la société.

Christine Mendelsohn - Bouches-du-Rhône

Nous sommes à un tournant de la lutte des classes en Europe. Soit les gouvernements européens continuent à écouter les marchés financiers et vont écraser les peuples; soit les gouvernements s'appuient sur les résistances des peuples pour contrôler les marchés financiers comme le font des chefs d'État en Amérique latine. Face au rouleau compresseur du capitalisme, notre riposte, qui est nécessaire mais pas suffisante. Nous devons avoir un projet alternatif qui indique un nouveau progrès de civilisation. Et pour être crédible, il faut faire poids. Nous devons être capables d'être dans un rassemblement politique et social, local et international, donc être capables de mettre de côté nos intérêts de groupe pour les intérêts universels. C'est ce que nous avons commencé à faire avec le Front de gauche. Appuyons-nous sur le courage des communistes à ne rien lâcher sur la bataille qui nous identifie : celle de l'émancipation humaine à laquelle il faut rajouter aujourd'hui la sauvegarde de la planète.

Yann Le Pollotec - Seine-Saint-Denis

Les présidentielles portent une contradiction politique forte que nous devons affronter. Nous soulignons avec raison le caractère de monarchie élective de ce scrutin mais, dans le même temps, notre peuple plébiscite cette élection. A cette contradiction s'ajoutent une tension entre l'aspiration à chasser à tout prix Sarkozy et l'exigence objective de changements radicaux. Cette contradiction et cette tension, comme l'expérience malheureuse de 2007, impliquent de travailler de concert : objectif politique, projet et candidature. Candidature qui ne doit pas se couler dans le moule plébiscitaire du

scrutin sans être hors jeu. Il faut une candidature de transgression qui réponde à la crise de la représentation politique et qui fasse renaître l'espoir en l'action collective pour la transformation sociale.

Martine Gayraud - Gard

Donner une nouvelle dimension citoyenne et populaire au rassemblement que nous nommons Front de gauche pose la question du comment faire pour ne pas en rester aux mots, mais faire vivre cette volonté dans les actes. Faire un bilan critique et réfléchi à partir de nos expériences est nécessaire. Donner sens et dire ce que l'on veut faire avec les réformes de rupture dans le processus de dépassement du capitalisme. Sans cela on ne donnera pas corps à notre ambition de changement. La proposition qui est faite de construire un pacte populaire et pour réussir le changement est important car elle donne sens à ce que nous voulons faire.

Emile Ochando - Haute-Garonne

Sur la question des retraites, nous sommes dans les travaux pratiques. Il ne suffit pas de faire des propositions, et il en faut. Si le Parti communiste veut être utile, il doit rechercher quelles sont les conditions pour gagner. Il ne faut pas une majorité, il faut une écrasante majorité. Il y a des interrogations sur le Front de gauche, elles sont légitimes. Elles sont fondées sur l'expérience vécue, sur une pratique. « *Pas d'ancrage populaire* » dans le rapport de Bob Ingey. Ne pas s'en étonner, le Parti de gauche et la Gauche unitaire sont des partis quasi virtuels. Ils n'existent pas sur le terrain politique et social. Présidentielles : le débat doit commencer aujourd'hui. Marie-George Buffet a fait deux propositions : Patrick Le Hyaric et André Chassaigne. J'en rajoute une : Alain Bocquet. Nous n'avons pas fait l'analyse réelle des différentes élections présidentielles. Il faut aller plus loin dans la critique de l'élection au suffrage univer-

sel. La présidence de Sarkozy rend la démonstration plus facile.

Gwenn Herbin - Hauts-de-Seine

Camarades jeunes et moins jeunes. La question des jeunes dans la politique, dans le Front de gauche, dans la société est importante. Le Front de gauche a fait ses preuves, plus ou moins selon les régions. Il a permis de rassembler différents acteurs/actrices de la vie sociale. Cependant, on peut remarquer le manque cruel des jeunes dans cet engagement. Pas celui des militants des différentes organisations du Front de gauche, mais celui des jeunes qui espèrent, attendent une nouvelle politique. Une politique qui les écoute réellement, qui les invite à construire la société, le programme et le Front de gauche. Il y a des jeunes sur les listes du Front de gauche. Pas assez de moins de 26 ans et issus du PCF, encore moins au second tour. Nous avons les ressources nécessaires pour dynamiser, populariser le Front de gauche. Alors utilisons-les tout de suite! Faisons du Front de gauche un rassemblement réellement populaire, proche de la société, de la population, de toute la population, des jeunes et des moins jeunes. Un Front de gauche populaire et surtout, SVP, dynamique!

Roland Cazeneuve - Hautes-Pyrénées

Il faut un congrès d'initiatives et d'action car la population a un fort besoin d'alternative et nous ne devons pas, par le PS, l'incarner à des fins électoralistes. Le congrès doit appeler à construire un projet alternatif par et pour le peuple dans l'année à venir et contribuer ainsi à une dynamique d'appropriation. Les gens sont prêts. Ils savent ce qu'ils ne veulent pas. Un référendum contre la fermeture de la chirurgie de Lanmezan à notre initiative a permis à 6 800 personnes de s'opposer à ce projet. Le congrès doit décider de propo-

sitions et d'un plan de travail précis pour sortir du tête à tête avec nos partenaires. Il y a urgence. Présidentielle : ne pas s'arc-bouter sur une candidature communiste où ne se jouera pas l'avenir du PCF. Ce serait mieux d'avoir alors le ou la candidat-e d'une dynamique populaire déjà porteuse.

Nicole Borvo - Paris

Les institutions sont en cause : hyperprésidentialisme, bipartisme, recul des droits démocratiques, divorce entre le peuple et ceux qui sont censés le représenter. Deux questions : 1) Pourquoi, alors que nous avons des idées (et des propositions!) innovantes sur le sujet, persistons-nous à ne pas en faire un axe fort de notre politique et de notre activité? 2) Comment le faire? Et cela vaut pour tout ce que nous proposons : il n'y aura pas d'appropriation populaire d'une politique alternative sans expérience démocratique des gens eux-mêmes. Or cela devrait nous faire considérer comme prioritaire pour le Parti de trouver les leviers de transformation qui rassemblent et permettent de faire bouger la société, (dès le 22^e Congrès nous disions que la démocratie était le terrain essentiel de la lutte de classe). On en est loin parce que cela implique de transformer profondément nos rapports au peuple (sortir du parti guidé) et nous convaincre que l'intelligence créative du peuple lui-même est indispensable à un parti révolutionnaire!

Pascal Bagnarol - Corrèze

Les communistes corréziens ont voulu que soit portée au débat du congrès l'expérience limousine lors des élections régionales. Réaffirmation de la nécessité d'un PCF capable de prendre en compte le réel. Choix de C. Audoin, président du groupe sortant. Après ce choix et conformément aux décisions majoritaires d'élargissement du Front de gauche, nous avons rencontré le NPA qui a choisi le travailler ensemble. Le



travail sur le programme régional et la qualité du contenu a cimenté le groupe et a créé la dynamique, d'où l'apport des Alternatifs, de syndicalistes et militants associatifs... Le résultat : une campagne dynamique, plus de 14 % lors du 1^{er} tour, un échec entre les 2 tours lors des décisions avec le PS et sa volonté hégémonique sanctionnée avec près de 20 % pour Terre de Gauche. De ne pas nous être situés à la gauche de la gauche mais au cœur de la gauche pour battre la droite et faire respecter la diversité à gauche. L'offre politique nouvelle a permis de freiner l'absentéisme.

Laurence Ernault-Clauws – Bouches-du-Rhône

Pour une organisation efficace dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales. Inquiétude de l'identité communautaire, les rapports avec nos élus. L'échéance 2014 et ses conséquences. Dans un souci d'efficacité et de crédibilité, nécessité de transmettre, partager les expériences positives. Au-delà des stratégies politiques électorales, la meilleure santé de notre parti passe par : définir clairement une organisation collective une transmission transversale entre élus/fédérés/militants au plan national/local pour des positions cohérentes, aider tous nos élus à exprimer publiquement et diffuser leurs propositions et surtout celles de notre parti. La connaissance des expériences aidera à appréhender les différentes réalités et difficiles situations. Démocratie : s'associer sur les questions qui se posent

à nos élus d'être soutenus par la population et les militants. Pas de cumul de mandat. Ne plus avoir d'élus de gestion du peuple en difficulté, de militants dans l'ignorance, l'incompréhension.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Il peut se passer beaucoup de choses d'ici à 2012. Allons-nous faire reculer Sarkozy? Le Front de gauche trouvera-t-il l'ancrage populaire dont il a tant besoin? Cela peut-il déboucher sur un vrai changement avec une majorité de gauche pour une politique de gauche? On n'agit pas de la même manière selon que l'on pense que c'est possible ou, au contraire, que cela n'a aucune chance d'aboutir. Nous passons trop de temps à opposer identité et rassemblement. Nous ne serons jamais plus vivants qu'en étant les plus audacieux, les plus créatifs pour rassembler toutes celles et tous ceux qui à gauche partagent avec nous l'essentiel : un changement pour vivre mieux. L'apport communiste est l'une des clés de la réussite du rassemblement pour éviter les pièges, les impasses. Il n'y a pas deux gauches, il y a une gauche et nous devons nous battre pour y mettre en minorité les orientations libérales. Trois verrous bloquent une sortie de crise. Travaillons prioritairement un nouveau mode de développement, l'Europe et les institutions.

Catherine Peyge – Seine-Saint-Denis

J'ai été élue avec une étiquette,



celle de communiste, et il me semble impossible de la délaissier sans l'aval de l'électorat qui m'a choisie : la fidélité est un mot qui ne me déplaît pas car il porte en écho des valeurs qui aident à passer les caps difficiles : la confiance, le respect de la parole donnée, la force de la détermination. Notre parti doit être porteur de l'exigence du droit de vote des étrangers, qui pourrait se concrétiser par la présence sur chaque liste de gauche de citoyens n'ayant pas le droit de vote, comme lorsque les femmes étaient privées de droits civiques. Un grand collectif d'avocats et de juristes pourrait se constituer. Je pense que nous devons organiser une structure nouvelle de rencontres entre maires. Incluons la lutte pour un service communal renoué, par tout et pour tous. Nous devons parler à tous les passeurs d'idées, les créateurs de toute sorte, toutes celles et tous ceux qui donnent le goût de retourner au charbon. Nous serons subversifs par la joie de

vivre que nous pourrons porter.

Nathalie Marchand – Paris

Cela fait un an et demi que l'Assistance publique/Hôpitaux de Paris se bat contre la loi Hôpital-patient-santé-territoire. Cette loi instaure la mise en place des Agences régionales de santé, qui concentrent les pouvoirs et ne permettent plus une démocratie dans nos hôpitaux. Syndicalistes de l'AP/HP, nous vivons des moments difficiles, deux suicides et des conditions au travail dégradées avec la mise en place de plans d'économie à répétition. 4 000 suppressions d'emplois et 350 000 euros de plans d'économies. C'est inacceptable! Je pense aux usagers, aux malades qui ne pourront plus se soigner avec cette logique comptable. Après l'occupation du siège, le PCF et le Front de gauche ont toujours été présents pour nous soutenir et proposer un projet alternatif à cette casse qui freine l'offre de soins publique. Merci à vous les élus communistes d'avoir été

toujours là. Nous avons besoin de toutes les forces face à ce gouvernement régalien.

Nathalie Vermorel De Almeida – Saône-et-Loire

En Bourgogne, après des élections régionales où le PCF s'est divisé, se pose la question d'élargir la démarche du Front de gauche, alors qu'elle n'a pu être véritablement initiée. Cela signifie renforcer notre participation à des collectifs de lutte, en particulier ceux de la retraite. Trois dimensions pour rendre ces mouvements populaires et majoritaires : L'élargissement : mouvement syndical, associatif, élus, partis politiques, citoyens, jeunes. L'implication de la population dans ce mouvement : nous avons créé un site Internet pour recevoir une newsletter régulière et prendre une place active, réaliser des actions. La construction des projets : par les confrontations des projets de l'ensemble des organisations membres du collectif et des citoyens. Le PCF

porte alors clairement ses positions. Le projet de loi porté par nos députés sera d'une grande importance car il incarnera l'alternative politique possible. Dans ce fonctionnement les militants du PCF se mettent au service du rassemblement pour lui permettre de devenir populaire et majoritaire.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Un grand salut à tous les communistes en cette période de crise, de casse des acquis du Conseil national de la Résistance. Plus que jamais, nous avons besoin du PCF, d'un projet communiste contre le système capitaliste. Un projet d'abord, une stratégie de rassemblement dans le même temps. Le Front de gauche aujourd'hui fige le rassemblement plus qu'il ne l'élargit, cela remonte de dizaines de départements. Sur les retraites, la réforme des collectivités, nous travaillons avec toute la gauche, de Lutte ouvrière au Parti socia-

LE CONGRÈS EN CHIFFRES

582 délégué-e-s

230 femmes (39,5 %)

115 délégué-e-s ont adhéré entre 2006 et 2010

176 ont un mandat d'élus (30%)

69 délégué-e-s ont moins de 30 ans (12%)

392 délégué-e-s sont membres d'un **syndicat** ou d'une **association** **164** ont une **responsabilité association/syndicat**

324 sont en activité professionnelle

22 privés d'emploi

25 lycéens étudiants

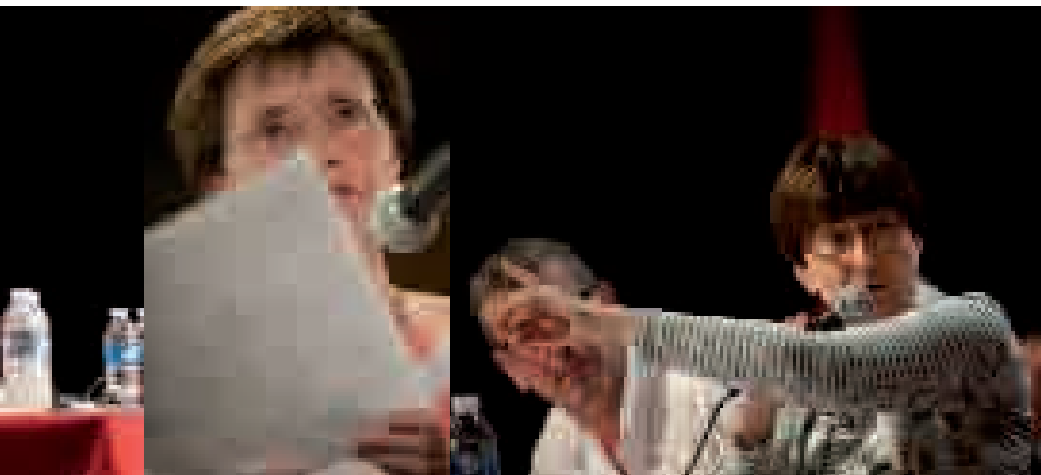
125 retraités

339 délégué-e-s travaillent dans la fonction publique – **32** secteur public nationalisé

178 dans le privé

33 dans le secteur associatif

ouvriers **44**
employés **127**
techniciens **23**
agents de maîtrise **145**
ingénieurs **10**
enseignants et formateurs **76**
cadres **85**



liste, alors posons-nous nationalement sur ce débat, lançons un appel au rassemblement pour une alternative à gauche avec cette ambition dès les cantonales où les communistes désigneront leurs candidats en fonction de leur choix. A la Fête de l'Huma, organisons le rassemblement des communistes et celui de la gauche pour battre la droite et le MEDEF sur les retraites. Un grand rassemblement pour une alternative à gauche. Attention, ne jouons pas les « Domenech » en niant les difficultés.

Alain Croce – Bouches-du-Rhône

Les postiers souhaitent pousser la réflexion et l'action sur le droit à la communication, un des enjeux majeurs de notre planète, loi Rocard-Quilès (1990), gauche plurielle en 1997, après le démantèlement des Télécommunications, c'est La Poste en société anonyme depuis mars 2010. La communication ne

doit pas être considérée comme une marchandise livrée à la concurrence des marchés. Après les 2,3 millions d'électeurs en octobre 2009, agir pour la réappropriation publique des activités postales et des télécoms. Actuellement, bataille à Marseille contre fermeture de la poste principale du centre-ville, pour un hôtel public de la communication. Initiative du PCF devenue celle de tous. Un PCF fort pour un Front de gauche et populaire fort.

Aymeric Seasseau – Loire-Atlantique

Ne faisons-nous pas passer depuis longtemps les stratégies électorales avant les contenus? Le décrochage ne vient pas uniquement des expériences de pouvoir et de rassemblement mais sur tout de ce que la gauche, le mouvement social, les communistes n'ont pas inversé le rapport de force idéologique dans un monde en mutation où la finance a pris le des-

sus sur l'économie productive. La seule question à résoudre aujourd'hui c'est: est-ce que la gauche et le mouvement social vont pouvoir faire reculer Sarkozy et ouvrir une perspective de changement? Alors oui, les idées au premier plan au PCF. En Pays-de-la-Loire, 3^e région industrielle de France, les propositions des parlementaires du Front de gauche sont souvent opposées à celles des communistes. Oui à un pacte d'union populaire à condition de lever deux hypothèques, celle d'un Front de gauche réduit à deux petites organisations plus le PCF et celle d'une candidature de témoignage ne permettant pas de faire bouger les lignes pour une dynamique de gauche. Cela passe par un parti rassemblé, travaillons-y ensemble!

Farid Metal – Pyrénées-Orientales

Aujourd'hui, la jeunesse de notre pays est la première vic-

time de la politique menée par la droite. Sarkozy est l'unique responsable de la casse de nos universités, la déstructuration de nos quartiers populaires, coupable d'attiser les haines et d'exacerber les communautarismes. Comment s'étonner de l'abstention des jeunes dans les moments clés de la vie politique? Comment s'étonner que certains jeunes se réfugient dans le vote raciste et populiste du Front national? Le Parti, le Front de gauche doivent répondre à un énorme défi, celui d'un véritable désenchantement qui s'est opéré dans notre société. Le Front de gauche doit mener une véritable bataille idéologique, permise par un PCF fort. J'attends de mon parti une véritable réflexion sur sa jeunesse. Nous devons être à l'avant-garde du progrès social, rester proches des gens, de leurs préoccupations et nourrir un espoir qu'une alternative politique est possible. La jeunesse retrouvera ainsi la confiance qu'elle a perdue en ses dirigeants.

Joël Josso - Val-de-Marne

Je fais le rêve qu'avec le Front de gauche on renverse le rapport de force. L'échéance présidentielle structure toute la vie politique. Nous avons pris position contre l'élection du Président au suffrage universel. Qu'en avons-nous fait? Le quinquennat. Notre position? L'abstention. Souvenons-nous de 2007: 1,9%! Soyons modestes. Paroles choquantes, 3 noms ont été associés, Aubry, Mélenchon, Strauss-Kahn! Un

autre a dit de Mélenchon, « c'est un socialiste ». C'est un procès en sorcellerie! En France l'eau est entre les mains des multinationales, Veolia ou Suez. Le 24 juin, au Syndicat des Eaux d'Ile-de-France il y aura un vote. Laissera-t-on Veolia poursuivre ou voterons-nous NON aux superprofits de Veolia? Nos actes seront-ils en conformité avec nos discours? Les médias s'intéressent à Jean-Luc Mélenchon. Allons-nous le lui reprocher? Ne pas prendre en compte le médiatique dans notre combat, c'est mener une course automobile en 2 CV quand les autres ont une voiture de course!

Nicolas Langlois – Seine-Maritime

Il nous faut partir de la réalité et des luttes qui ont lieu. C'est ce que les communistes ont fait dans leurs sections: cheminots, parents d'élèves, sans-emploi, lycéens, étudiants, etc. C'est à partir de ces luttes et de leurs besoins de débouché politique que nous devons nous atteler à la construction d'un rassemblement majoritaire, transformateur, donc populaire. Convaincre ces femmes, ces hommes que nous pouvons faire autrement si nous faisons ensemble. Le chantier, ouvrons-le lors de ce 35^e Congrès, à partir d'une analyse poussée de nos différentes expériences de fronts. Il y a urgence à construire cette solution. Pas un rassemblement par défaut, ni une mauvaise intersyndicale. Ne faisons pas croire que notre vie réside que dans une gauche anesthésiée,

un PCF solitaire ou une gauche de la gauche opposée par essence au rassemblement majoritaire; ni cadre préétabli, ni associations satellites. Démontrons que les communistes sont souverains dans leur parti, rien n'est joué d'avance.

Loïc Boisson – Gironde

La crise du système capitaliste va aggraver la situation sociale de l'ensemble de la population. Pour les générations futures le ciel va s'obscurcir vers moins de démocratie et d'argent pour le peuple. Un renouveau des idées marxistes et communistes émerge. Nous sommes à l'heure où il faut renforcer nos liens avec les syndicats, associations et donner des perspectives politiques. Une importance pour une forte mobilisation le 24 juin. Proposons un référendum citoyen sur les retraites. Le PCF doit se tourner vers le mouvement ouvrier, l'emploi et la formation sécurisés pour tous. Le PCF depuis 2008 est dans une reconquête où le Front de gauche continue cette dynamique. Mettons en avant notre projet, nos propositions de civilisation. Un projet qui se dirige vers une socialisation des moyens de production. Un Front de gauche où le PCF a toute sa place avec le maximum de communistes élus aux cantonales et législatives. Ne structurons pas le Front de gauche et laissons le débat ouvert sur la candidature à la présidentielle afin de vaincre en 2012. ✪

Intervention de Pierric Annoot

Secrétaire général du Mouvement jeunes communistes (extraits)

Nous avons déjà, depuis le début du congrès, abordé cette question centrale de la réforme des retraites dans nos discussions. Les jeunes communistes ont bien sûr décidé d'entrer pleinement dans cette bataille. Parler du droit à la retraite avec les jeunes n'est pas chose aisée, quand pour la majorité d'entre eux nos perspectives se heurtent à l'angoisse des prochaines 24 heures. C'est pourquoi le MJCF aborde cette bataille par la question du droit au travail des jeunes, la question du travail se trouvant bien au cœur du financement des retraites. Cela en posant une question toute simple formulée dans *l'Humanité*: vaut-il mieux qu'une personne de 60 ans soit à la retraite, ou qu'un jeune de 25 ans soit au chômage?

Un choix de société

Ce débat sur les retraites renvoie bien à un choix de société que nous voulons poser dans toutes nos initiatives: concurrence contre solidarité; précarité contre sécurité; réponse aux besoins du marché contre réponse aux besoins sociaux.

Lorsque l'on pose toutes ces questions, nous sentons bien que nous marquons des points. Pourtant la lutte reste difficile. Souvent nous entendons que les jeunes se désintéressent de la politique, et les derniers records d'abstentions aux élections pourraient en effet venir renforcer cette idée.

À la JC nous avons coutume de dire que les jeunes ne rejettent pas la politique, mais que c'est la politique telle qu'elle se pratique aujourd'hui qui ne correspond pas à leurs aspirations. L'interrogation porte ainsi moins sur la nécessité d'un changement, mais plu-

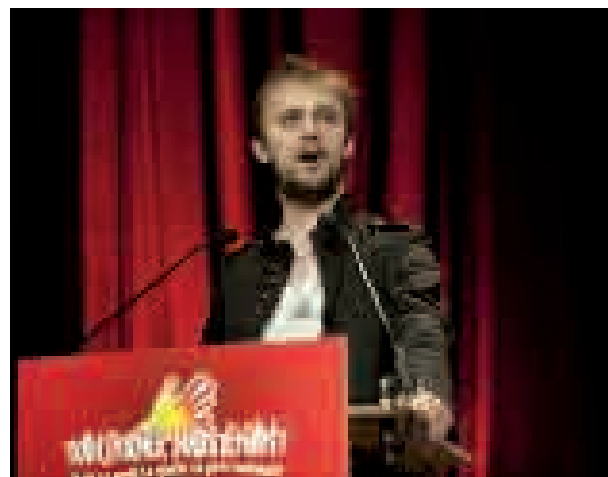
tôt sur notre capacité à l'imposer.

Et nous sommes à un tournant historique. Dans une époque qui peut aboutir à de profonds changements émancipateurs comme aux pires catastrophes. C'est peut-être ce qui explique le fatalisme que nous pouvons ressentir autour de nous malgré de nombreuses avancées dans la bataille d'idées. Notamment pour notre génération, une génération à la croisée des chemins dans une société au carrefour des possibles.

Toutes ces contradictions, les Jeunes communistes y ont réfléchi pendant leur congrès au mois d'avril. Souvent nous avons abordé la question du fatalisme, d'une certaine forme de rejet de la politique de la part des jeunes. Nous voyons bien que les aspirations au changement se trouvent retenues par le sentiment d'impuissance. Nous avons eu la volonté de cerner avec finesse ce qui bouge, ce qui pousse à agir, mais aussi ce qui retient l'engagement. Il y a un tel doute sur le fait qu'on ait la force de changer, qu'il ne suffit pas de dire qu'on peut changer la société, mais qu'il nous faut être aussi capables de le prouver.

Libérer Salah Hamouri

À ce congrès, qui était aussi celui des 90 ans de notre organisation, nous avons lancé une grande campagne pour la libération de Salah Hamouri et Marwan Barghouti. Parce que nous ne saurions être pleinement communistes en laissant seul ce peuple palestinien qui meurt sous les yeux passifs et complices des pays occidentaux. L'enfermement de Salah, ce jeune Franco-Palestinien, c'est comme si un peu de chacun de nous était enfermé. Les jeunes commu-



nistes se sont donc faits une promesse: celle de ne rien lâcher tant qu'ils ne seront pas libres!

C'est donc bien un Mouvement qui marche sur ses deux jambes que nous voulons construire au quotidien. Celle de la solidarité internationale et de la lutte pour la liberté, et celle de lutte quotidienne contre toutes les atteintes aux droits des jeunes et pour en gagner de nouveaux.

Notre ambition révolutionnaire nécessite une adresse communiste forte, complémentaire entre notre Mouvement et le Parti. ✪

Vendredi, en fin d'après-midi, Marie-George Buffet accueille les invités présents au 35^e Congrès. L'ensemble de la gauche a répondu à son invitation, ainsi que la plupart des représentants du mouvement syndical et de nombreuses associations.



Liste des invités (non exhaustive)

Christian Picquet (GU), **Jean-Luc Mélenchon**, **Martine Billard** (PG), **Martine Aubry**, **Claude Bartolone** (PS), **Nathalie Arthaud** et **Arlette Laguiller** (LO), **Olivier Besancenot** (NPA), **Cécile Duflot** (les Verts), **Jean-Luc Laurent** (MRC), **Paul Vergès**, **Elie Hoareau** (PCR), le PRG, le M'PEP, Alternative citoyenne, POI, le Parti de la gauche européenne, les Alternatifs... **Bernard Thibault** (CGT), **Didier Le Reste** (CGT Cheminots), **Annick Coupé** (Solidaires), **Brigitte Groisin** (FSU), **Jean-Baptiste Prevost** (UNEF), **Laurence Laigo** (CFDT), **Patrick Gonthier** (UNSA), **Antoine Evennou** (UNL), **Christian Mahieux** (SUD)... **Gisèle Halimi**, **Maryse Dumas**, **Gérard Aschieri**, **Jean-Pierre Dubois** (LDH), **Bernard Bouchez** (Secours catholique), **Suzy Rojman** (Collectif droits des femmes), **Stéphane Haar** (JOC), **Serge Incerti Formentini** (CNL), ainsi que ATTAC, le MRAP, la FCPE, France-Palestine, le Mouvement de la paix...



Intervention de Marie-George Buffet (extraits)

Vous le savez, c'est aujourd'hui mon dernier discours comme secrétaire nationale. Je n'ai pas dit ma dernière intervention dans le congrès, car... on ne sait jamais! Mais au-delà du congrès, ce n'est pas une mise au vert, je vais même vous confier un secret : plus les jours passent, plus mes petits-enfants grandissent, et plus j'ai envie de militer et plus je me sens profondément communiste et féministe.

Ces dix dernières années ont été difficiles pour notre parti. Nous avons eu des échecs, des blessures, mais nous avons toujours cherché à relever la tête pour être présents aux côtés des hommes et des femmes qui souffrent et se battent. Nous avons aussi vécu de grands moments comme la victoire de 2005 et de belles batailles! Ces dix années ne sont pas à passer par pertes et profits. Nous devons en tirer tous les enseignements, pas pour renoncer mais au contraire pour écrire une nouvelle page de notre combat. C'est d'ailleurs le mot d'ordre de notre congrès : transformer le monde, transformer la gauche et pour cela nous transformer nous-mêmes. Vous savez, quand on est neuf ans secrétaire nationale, on est en rapport avec les institutions de notre pays, parmi les acteurs économiques, les grands serveurs de l'Etat, comme parmi tous les acteurs sociaux. Durant cette période, j'ai assisté à une dégradation accélérée de la morale publique, c'est-à-dire de la capacité de celles et ceux qui ont investi les principales responsabilités politiques à les exercer au nom de l'intérêt général. Au lieu de servir la République, ils se passent et repassent les plats à la table du Fouquet's et laissent les financiers coloniser et asservir les peuples et les Etats. Le résultat est humainement insupportable. Chômage de masse, précarité, insécurité sociale. J'ai en tête cet appel du Secours populaire : nous n'avons plus rien à distribuer tellement la misère frappe! [...]

Nous tous et toutes, ici, dans cette salle, qu'est-ce qui nous rassemble? D'abord d'être des hommes et des femmes engagés. Puis de penser que le monde n'est pas voué à tourner comme il tourne. Ce qui nous rassemble, c'est d'être de ce côté de la barricade où les droits humains sont défendus. Ce qui nous rassemble, c'est l'espoir de voir un jour une société libre, débarrassée de toutes les formes d'exploitation et de domination. Mais qu'est-ce qui devrait encore nous rassembler?

L'alternative

Un immense travail commun et populaire pour une sortie de gauche à la crise. Pouvons-nous y parvenir? J'ai envie d'y croire. Rappelons-nous. Sur la Constitution européenne ou sur le CPE, alors que certains voulaient confisquer le débat, notre peuple s'en est saisi. D'un coup la fierté a gagné des millions de nos concitoyens : ils et elles reprenaient leurs affaires en main. Cette force est là, dormante. On peut la réveiller et créer une grande mobilisation populaire sur les solutions pour donner à la gauche la force

de gagner et de changer la société. On lit dans beaucoup d'éditos qu'en 2012, quelle que soit la majorité, elle devra appliquer l'austérité! Nous pouvons les faire mentir. Et pour cela, il est temps de faire bouillir la marmite des idées, en trouvant de nouvelles formes de brassage entre mouvements sociaux, intellectuels et politiques. Il est temps de construire le rassemblement le plus large possible sur un programme partagé. C'est le rendez-vous que le Front de gauche donne à tous les hommes et les femmes de gauche à la Fête de l'Humanité. Entamons aujourd'hui la marche pour que le cœur battant de la gauche reprenne confiance, reprenne espoir, reprenne le goût du débat et du combat politique. C'est l'unique chemin à prendre si l'on veut que les hommes et les femmes qui aujourd'hui s'abstiennent croient de nouveau à l'utilité de leur vote. Ouvrons le chemin, et c'est tout le sens du Front de gauche, son objectif, d'un pacte d'union populaire, d'un rassemblement populaire et politique majoritaire.

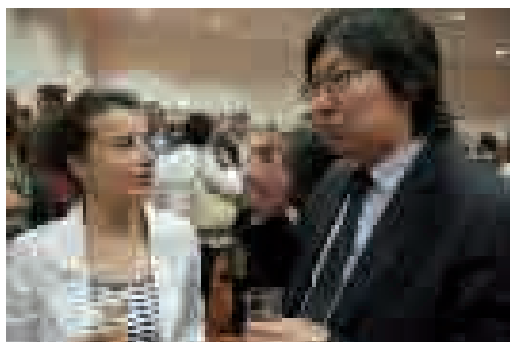
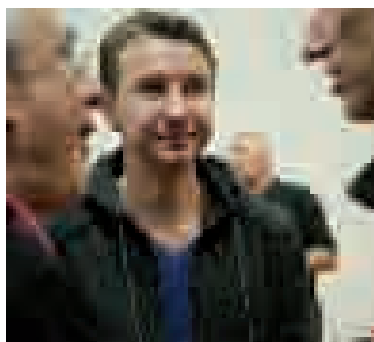
[Après avoir rappelé l'opposition du PCF à la domination des marchés, Marie-George Buffet décline les grands axes de ce que devrait être une politique de gauche.]

N'opposons pas identité et ouverture, le Parti et le rassemblement !

Bien au contraire, camarades, plus notre parti sera porteur d'un beau projet de dépassement du capitalisme, plus notre parti portera la vision d'un socialisme d'émancipation, plus il contribuera à donner de la force à la gauche. Plus nous serons nombreux, les militantes et les militants communistes à être de tous les rassemblements progressistes, plus nous donnerons à voir de notre utilité et plus nos idées rayonneront. Et plus nous apprendrons des autres. Alors c'est vrai, ce n'est pas facile. Nous avons des divergences avec nos partenaires à gauche, y compris parfois dans le Front de gauche, des tensions, voire des concurrences dans les institutions sur la place de chacun. Mais, si nous avons en tête un objectif : construire ce nouveau Front populaire du XXI^e siècle pour rouvrir ses droits au peuple, alors tout cela n'est rien. Tout cela peut se dépasser, tout cela peut nous enrichir. Il est l'heure d'appeler à ce nouveau front. Oui, cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, comme hier, communistes aujourd'hui, nous devons répondre à cet appel : l'union pour des idées, l'union pour le changement, l'union pour la victoire.

Transformer le PCF

Permettez-moi, amis invités, de m'adresser plus particulièrement aux délégués de nos 134000 adhérentes et adhérents. Pour parler de la place des partis et de leur avenir. Et de notre choix communiste. La déclaration des droits du 20 août 1789 déclare que « le



but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la sûreté, la résistance à l'oppression. » L'abstention massive comme la crise de la représentation, pour nous qui sommes membres d'un parti politique, nous interpellent sur les bouleversements à opérer pour garantir le débat démocratique, l'expression de la souveraineté populaire. Le rôle des partis politiques est l'objet aujourd'hui de profondes remises en cause sans que l'on voie émerger d'idées vraiment neuves. La cause en est contradictoire. D'un côté, le renoncement des démocraties face aux pouvoirs financiers. De l'autre, le niveau d'éducation, l'accès à l'information, le désir d'être en maîtrise des choix. Soit on accepte ce renoncement et cela peut conduire à tous les populismes, à tous les « sauveurs suprêmes », soit on répond à l'exigence citoyenne. Et cela appelle, pour ce qui nous concerne, un PCF moyen et acteur de la politisation et de l'intervention populaire. C'est l'objet du travail de transformation de notre parti : renouveler, inventer, penser la forme contemporaine de l'action politique. Et cela passe par des actes, par un vaste mouvement de démocratisation, d'expérimentation, la participation du grand nombre à l'élaboration de la politique de notre parti. Transformer le Parti communiste français, ce n'est en rien céder à l'air du temps, c'est avec passion anticiper l'avenir de notre combat.

Pourquoi continuer à s'appeler communiste ?

Pourquoi continuer à le revendiquer ? C'est une question qui en résume beaucoup. A mes yeux, ce choix indique avant toute chose notre conception profonde de l'humanité. Les êtres humains s'associent, produisent ensemble, se dotent d'institutions exprimant, dans la très longue durée, des choix de plus en plus collectifs, de plus en plus partagés. Cette histoire, avec ses reculs tragiques, avec ses avancées fantastiques, l'abolition de l'esclavage, la déclaration universelle des droits humains, est seulement la petite partie visible de la capacité humaine à réaliser une société de pleine égalité et de pleine démocratie. S'affirmer communiste, c'est voir en chacune et chacun cette possibilité, ce potentiel de réalisation, cette force immense que constitue la coopération libre d'êtres humains égaux et associés. C'est un choix radical. C'est à mes yeux le choix fondamental de la liberté humaine. Oui, cher-e-s camarades, je veux adresser un message de confiance en nous, en notre peuple, à cent lieues des papiers de presse qui fleurissent sur notre agonie programmée. J'avoue être étonnée que tant d'encre soit consacrée à un disparu. Et j'ai envie de dire à leurs auteurs : venez à La Défense, restez jusqu'au bout, et vous verrez ! Ce que l'on propose est non seulement d'actualité, efficace, mais, à l'aune de nos propositions, Monsieur Fillon et toute la droite réunie avec leurs dogmes libéraux apparaissent particulièrement ringards. Un parti transformé, porteur d'un projet anti-crise, au cœur des rassemblements, ça tranche dans le brouillard ambiant. C'est ce que nous disent les jeunes qui nous rejoignent et, j'ai envie de dire, pour déromper les tueurs d'espoir, au lendemain de ce congrès il faudra

lancer une grande bataille pour gagner encore plusieurs milliers d'hommes et de femmes à nous rejoindre.

L'engagement féministe

Dans cette volonté de transformer notre parti, je veux enfin évoquer notre engagement féministe. Je ne veux pas parler du problème des femmes. Les femmes ne sont pas un problème, elles sont 50 % de la solution. Je ne veux pas parler non plus de la parité. Bien sûr la parité, c'est la gauche qui demain met en place la proportionnelle, mais c'est aussi la volonté politique, sans attendre, de chaque parti de la mettre en œuvre chez lui. Non, mon sujet c'est, dans une société qui régresse, le besoin de construire un nouvel essor du militantisme féministe au sein du Parti. Lors de la remise de la Légion d'honneur à Muguette Jacquaint, que je salue, Maya Surduts relevait la difficulté du combat féministe dans notre société. Une difficulté liée à la part d'intime qu'il soulève. Mais justement, la force que notre parti peut donner à ce combat, c'est le fait d'en faire un débat politique, collectif et public. Et ainsi d'aider chacune et chacun à faire reculer la domination patriarcale dans notre société. L'anthropologue Françoise Héritier a écrit : « Nous ne vivons pas la guerre des sexes, mais le fait que les deux sexes sont victimes d'un système de représentations de plusieurs millénaires. Il est donc important que les deux sexes travaillent ensemble à changer ce système. » N'est-ce pas ce que nous appelons de nos vœux, ce pourquoi nous avons décidé un jour de devenir membre du PCF : pour être libre ? Eh bien je crois profondément que parler de féminisme, investir ce combat au quotidien, c'est se rendre libre individuellement, c'est agir collectivement pour la liberté.

Permettez-moi enfin de conclure sur notre militantisme

D'abord, et les mots sont faibles. Faibles pour dire le plaisir, l'amitié, l'enrichissement que m'a apporté la rencontre de milliers de militantes et de militants communistes dont j'ai eu l'honneur de partager le combat au cours de ces années. Et j'ajouterai qu'à chaque fois que cela a été dur, votre fraternité a été forte, m'a été vitale. Je veux vous remercier toutes et tous de la confiance que vous m'avez accordée, mais aussi vous remercier des points que vous avez marqués. Permettez-moi un aparté. Comme si les critiques externes ne suffisaient pas, nous sommes très sévères envers nous-mêmes. Si cela nous crée de nouvelles exigences de qualité, tant mieux ! Mais si c'est pour abaisser l'intelligence et la force de notre collectif militant, je conteste. Ce collectif a marqué l'histoire de notre pays. Eh bien, aujourd'hui, demain, je crois que c'est toujours sa vocation et que nous pouvons en avoir les moyens. Les militantes et les militants ont beaucoup d'idées à mettre au service des résistances et de l'alternative, beaucoup de liens humains à mettre au service de l'action et de l'union. Les militantes et militants communistes sont de ceux et celles qui ne banalisent pas les maux qui rongent notre société, qui gardent in-

tacte leur faculté de révolte et qui sont des constructeurs. Ils et elles sont, comme le dit souvent Dominique Bucchini, parmi les spoliés de la terre, acteurs de nouvelles avancées émancipatrices. Et cela reste vrai malgré nos affaiblissements, et ce potentiel militant est le fondement de tout avenir. Parmi ces femmes et ces hommes, l'expérience des élus communistes est irrémédiable. Donnons toujours mieux à voir de la portée de leur initiative dans les luttes et dans la gestion. Donnons mieux à voir de leur apport au quotidien pour les populations et pour le développement de notre pays et de notre combat. J'entends parfois des camarades parler comme si le fait d'avoir plus ou moins d'élus était secondaire. A l'extérieur ce n'est pas ce que l'on nous dit. Les féministes se sont tournées vers nos parlementaires pour relayer leur loi contre toutes les violences faites aux femmes. L'action commune a permis d'avancer. Ce qui est vrai ici l'est presque dans chaque acte de nos maires ou autres élus.

Unité et diversité

Nous avons besoin de l'unité de notre parti au regard des objectifs que nous nous fixons. Et cette unité est indispensable à notre crédibilité et visibilité politique. Nous avons voulu dépasser le centralisme démocratique dans cet objectif. Pour que les choix majoritaires puissent se construire en toute liberté, que la diversité de nos approches puisse les enrichir. Pour que la souveraineté des communistes soit entière. Nous voyons que ce chemin n'est pas simple. Mais il serait suicidaire de revenir en arrière. Ce que nous avons à inventer c'est un nouveau rapport entre diversité et unité. Plus de débats, plus de qualité de débat entre nous. Plus de débats et plus de clarté dans la confrontation d'idées. Plus de débats et des choix majoritaires respectés par tous et toutes. Et enfin, j'ai envie de dire, l'unité c'est de la solidarité et de la fraternité. Oui, besoin absolu de fraternité et d'éthique dans notre combat. Ne nous habituons jamais aux mauvais coups, ne nous habituons jamais à ce que le débat d'idées cède la place à l'invective. Ne nous habituons jamais au départ d'un camarade. Ne renonçons jamais à le convaincre de rester avec nous. Nous n'avons pas à nous normaliser. Soyons unis par des valeurs qu'aucun débat politique ne doit briser. Chacun, chacune un jour où l'autre est la proie du doute. Ce doute qui décourage mais qui fait aussi réfléchir. Je doute souvent, mais j'ai aussi une conviction : notre engagement, notre volonté de dépasser ce système et de créer une société meilleure, comme des millions de citoyens du monde, est le seul rempart contre la barbarie. L'action, la prise de partie, le tous ensemble sont les seuls biens de ceux qui n'ont rien. Alors, malgré le doute, les difficultés, je préférerais toujours transformer en actes mes révoltes, mes désirs de justice et d'égalité. Soyons fiers de notre engagement communiste. Face à la crise, donnons-lui de l'ambition. Et je souhaite beaucoup de bonheur et de beaux combats à la nouvelle équipe. Sortons de ce congrès pleins de force pour gagner sur les retraites et faire exploser d'espoir la Fête de l'Humanité. 🇫🇷

Transformations du Parti communiste français

Rapport de Patrice Bessac

[Retranscription d'un rapport prononcé sur la base d'un plan détaillé]

Je suis chargé de vous présenter le rapport consacré aux transformations du Parti et au texte n° 2 « Pistes de travail pour un Parti communiste transformé ».

Ce rapport reprend la logique du texte soumis au débat des communistes et comprend trois parties :

1. Les idées au premier plan, la place du combat d'idées
2. Notre démocratie, un parti de la coopération et du partage
3. L'action militante comme moteur de notre organisation

Avant de développer ces trois parties, je veux faire quatre remarques en introduction de ce débat.

1) Je souhaite d'abord préciser et dire clairement que la commission transformation a travaillé sur la base d'un mandat. Ce mandat est celui du congrès précédent : « le choix du Parti communiste français et de sa transformation ». En effet, s'il existe dans le Parti des points de vue différents quant à l'avenir de notre formation politique, la commission a travaillé sur la base de notre décision commune du congrès précédent.

2) Une remarque de méthode quant à la logique du texte proposé. En relisant les différents textes des congrès précédents sur le PCF, nous avons remarqué, pour le résumer simplement, que les textes disaient très souvent « nous voulons être un Parti communiste beau, riche, intelligent et bien portant ». Or, de tels objectifs - s'ils sont louables - sont vides de sens si nous n'indiquons pas les chemins et les moteurs concrets pour les atteindre.

Ainsi le texte et je dirais les conférences départementales et conférences de section sont à la fois marqués par des idées politiques sur l'avenir du Parti communiste, mais aussi par la volonté d'adopter des leviers concrets pour y parvenir. Le travail devant nous est à la fois de s'engager autour d'idées politiques et de définir le programme de travail.

Les débats de la commission ont insisté pour dire le besoin d'une pédagogie de la réussite, c'est-à-dire de se donner les moyens, dans l'année qui vient, de faire des expériences montrant notre capacité à atteindre les objectifs que nous nous donnons.

J'ouvre une parenthèse : dans les textes des conférences fédérales émerge une question que je résumerai par une expression : faut-il charger la barque de nos décisions ou pas ? Mon point de vue est que « qui trop embrasse mal étire » ! Je ne parle évidemment pas du besoin de fraternité entre nous mais des décisions politiques que le congrès sera amené à prendre.

3) Une remarque de fond qui touche à l'avenir des partis politiques et pour ce qui le concerne du PCF. Marie-George Buffet l'a évoqué dans son intervention : l'histoire longue des partis, des premiers clubs aux sections parisiennes de la Révolution française, montre que l'histoire de la démocratie se confond avec le développement des partis et que leur disparition n'est jamais une avancée pour le peuple et pour notre démocratie.

Avant les partis, y compris après la Révolution française, c'était le règne des notables, des riches propriétaires terriens, des nobles, des entrepreneurs. Au XXe siècle, le mouvement ouvrier et notre parti ont littéralement révolutionné la conception de l'organisation et de l'action politique permettant la participation du plus grand nombre à l'élaboration de grands choix nationaux.

Aujourd'hui, nous sommes face à un danger réel : l'installation de la démocratie d'opinion peut conduire à ce que ne subsiste de partis qu'une coquille vide, que des instruments vides de sens au service d'une seule mission, la conquête du pouvoir pour porter des femmes et des hommes à l'élection présidentielle. Ce risque est bien réel : que la crise de la représentation renforce les dérives autoritaires, que la politique se structure autour de messies médiatiques plus ou moins populistes. Regardez de ce point de vue les évolutions européennes et la participation aujourd'hui de l'extrême-droite à plusieurs gouvernements de l'Union.

Nous sommes donc face à un enjeu de créativité historique pour permettre que s'invente une vie collective de parti pleinement démocratique et donner un sens renouvelé à l'idée de politisation populaire et de participation du grand nombre aux choix politiques.

4) Enfin, la commission a tenu à marquer le fait que le travail de transformation du Parti communiste ne peut se réduire à une vision purement organisatrice. C'est l'ensemble du champ politique, celui du projet, de sa conception, de la stratégie du rassemblement et de notre parti qui est en jeu dans ce débat.

Je veux ajouter une remarque de Marie-George Buffet : nous ne voulons pas changer parce que nous serions une bande de grabataires ou pour « sauver les meubles », ou encore par esprit de défiance. Nous voulons changer pour être à la hauteur des enjeux actuels du combat communiste.

I. Les idées au premier plan, la place du combat d'idées

Cette proposition de priorité prend sa source dans trois idées politiques :

Première idée : Cela a été développé dans le rapport de Bob Injey : nous sommes devant une nouvelle période historique qui s'accélère avec la crise mondiale du capitalisme. Un vieux barbu disait : « Il est des moments dans l'histoire où le combat d'idées devient l'essentiel de notre politique. » Nous pensons que nous sommes à l'un de ces moments historiques où nous avons devant nous l'immense responsabilité de passer du stade de la critique du système capitalisme au temps des solutions. Notre responsabilité n'est plus seulement de desserrer l'étau idéologique du capitalisme libéral mais de contribuer à l'émergence d'un ensemble cohérent d'idées permettant de penser une autre organisation de la société. Il y a des millions de gens en France et dans le monde qui sont de plus en plus critiques, de plus en plus en colère sur la marche du capitalisme, mais qui ne sont pas convaincus qu'un autre système est possible. Nous avons donc pour mission de permettre que les solutions alternatives occupent le devant de la scène.

Deuxième idée : A l'issue d'une longue période, le communisme politique de notre parti s'est désidentifié. Notre projet n'est plus identifié à une cohérence d'idées, à de grandes propositions pour notre pays et pour le monde. Ainsi le texte soumis au débat mais également de très nombreuses conférences départementales ont estimé et souligné le besoin de construire la cohérence du projet communiste.

Nous avons au cours de ces vingt dernières années dit ce que nous ne voulons plus être. Il faut dire ce que nous voulons être dans l'avenir, nos propositions, la cohérence de notre action et du projet politique.

Troisième idée : Beaucoup de gens estiment que nous sommes un Parti communiste en « panne de partage ». En panne de partage de notre travail et des compétences qui existent.

Il n'y a pas une réunion politique où j'ai participé où un communiste ne lève la main et dise que sur tel ou tel sujet le Parti n'a pas de propositions ou d'idées. Dans la grande majorité des cas, ce n'est pas vrai. Il y a une foule de travail dans le Parti communiste, avec ses collectifs de travail, ses réseaux d'action et ses élus. Beaucoup de gens travaillent, mais ce n'est pas mis au profit de la réflexion collective. Cela doit nous interroger sur notre mode de fonctionnement.

A partir de ces trois idées, nous faisons une proposition simple et trois moyens d'actions :

La proposition simple : se donner un programme de travail contraignant sur le projet, sur la base d'une visée de cohérence du projet. Identifier les questions saillantes, savoir dire en termes simples notre projet politique.

Pour cela, trois moyens d'action sont soumis au débat :

1) L'idée de constituer une « direction unifiée du projet ». Cela a été critiqué. Le caractère un peu barbare de cette expression est, en fait, une idée toute simple. Actuellement, dans la direction du



Parti, nous sommes éclatés en une multitude de collectifs qui ont des difficultés à se parler et à travailler ensemble. Pour remédier à cela, il faut faire quelque chose de simple : rassembler toutes les compétences pour créer les conditions du travail collectif.

2) L'idée de conventions thématiques ouvertes sur trois ou quatre sujets permettant d'identifier nos dynamiques de travail dans l'année à venir. Dans les conférences et assemblées générales de section a été évoqué le bilan critique sur les forums, assises et ateliers que nous avons organisés par le passé. Trop souvent, nous abordons ces initiatives comme un moment de travail avec l'apport du Parti et des représentants du mouvement social et intellectuel et cela se transforme dans la réalité en une initiative avec une brochette d'intervenants politiques qui déclinent sans débattre les propositions de leur parti. L'esprit des débats du congrès est d'organiser de vraies réunions de travail, des séances de travail avec ces conventions thématiques et non des « show » ponctuels.

3) Dans l'optique du partage, créer une revue mensuelle du projet pour permettre et amplifier la capacité pour chaque communiste d'être pleinement saisi du travail sur le projet. Cette proposition a été très appréciée dans les réunions.

Trois dernières remarques :

- Cette partie « les idées au premier plan » est fortement appréciée par les militants dans les comptes rendus des congrès locaux qui ont insisté sur le besoin de donner de la place à la théorie dans notre vie de parti.

- Des remarques ont été faites et elles sont justes pour signifier que « nous ne parons pas de rien ». Cela fait à mon sens partie du problème : beaucoup de travail, pas assez de partage.

- Beaucoup ont dit également l'importance d'articuler ce travail avec les luttes sociales et sociétales pour que le projet soit écrit en liaison avec ce qui lutte et ce qui bouge, avec ce qui bouge et lutte dans la société. C'est une remarque de bon sens et de portée.

II. Notre démocratie, un parti de la coopération et du partage

1) Il y a beaucoup d'attentes et de débats exprimés par les communistes sur la place de la diversité, de la construction commune, de la fraternité, du respect des choix majoritaires. J'y reviendrai en conclusion. Le constat de la commission transformation c'est que beaucoup des oppositions parfois artificielles entre nous s'épuisent

quand nous nous mettons à travailler réellement ensemble.

2) S'agissant de notre démocratie, la commission propose de considérer que le nœud de l'avenir c'est la participation réelle du plus grand nombre de militants à l'élaboration de la politique du Parti communiste. C'est l'expression de notre richesse réelle qui est en jeu.

3) De ce point de vue, vis-à-vis des militants, nous avons à présent un enjeu de réussite absolue. Cela fait plus de dix ans que nous parlons de l'importance des réseaux, comme moteur de l'implication des communistes. Or, la réalité c'est qu'au bout de dix ans, nous en avons beaucoup parlé mais nous n'avons pas fait la démonstration que c'est efficace et que cela produit une avancée de notre démocratie interne. Des communistes nous disent : « vous voyez bien que cela ne marche pas » et nous risquons de casser une bonne idée si nous ne prenons pas garde parce que nous ne nous sommes pas réellement occupés de sa mise en œuvre et de sa réussite.

A partir de ces remarques, un problème, trois axes de travail :

Un problème :

Comment mettre en réseau des compétences que nous ne connaissons pas ? Un exemple : lorsque Luc Chatel annonce ses réformes régressives sur l'école, le « réseau école » du Parti communiste – qui fait un travail extraordinaire – est incapable de s'adresser le lendemain à l'ensemble des enseignants communistes, aux personnels de l'éducation, et ainsi de porter tout de suite nos propositions, nos actions et de les coélaborer en temps réel avec les acteurs de l'éducation.

Quand on dit que nous sommes un parti qui veut se réimplanter dans l'entreprise et que nous sommes incapables, alors que la révolution de l'information le permet, de s'adresser aux gens concernés, nous pouvons toujours faire de grandes déclarations, mais elles resteront lettre morte si on ne résout pas cette question de la connaissance réelle de nos adhérents.

Le texte propose donc de s'engager sur un travail sérieux de « grand recensement » des adhérents et des adhérentes inscrits dans la permanence permettant d'identifier les compétences, les engagements, les professions, les désirs d'action sur tel ou tel sujet qui existe parmi nous et sur lesquels nous pourrions nous appuyer.

Pour les finances du Parti, quand il a fallu monter les associations départementales de financement, on a été capables de le faire et cela a constitué un vrai progrès. Eh bien, il faut montrer la même

détermination, le même esprit de suite sur la connaissance des adhérents et leur participation active à la vie du Parti.

Trois axes de travail :

- Nous proposons que sur trois ou quatre objectifs à définir dans le projet, nous expérimentions des processus coopératifs nationaux. L'idée, avec l'appui d'Internet et des fédérations, est de permettre sur deux ou trois priorités la participation réelle des militants à l'élaboration du projet.

- La formation a été un sujet important dans les conférences fédérales et les conférences de section. Nous proposons d'engager un droit à la formation pour chaque nouvel adhérent dans un délai de six mois qui suit son adhésion. Dans bien des cas, lorsque nous organisons des stages de base décentralisés, nous « sauvons » de jeunes adhérents qui, au bout de six mois, ont le sentiment de ne pas avoir dans le Parti les échanges, les idées, l'enrichissement intellectuels qui est à l'origine de leur engagement. C'est pourquoi, nous proposons de passer de l'ère artisanale à l'ère industrielle... et informationnelle en quelques mois. Il faut franchir un cap sur la formation des nouveaux militants, Des critiques ont été faites sur cette proposition en faisant remarquer que les autres adhérents ont également besoin de formation. C'est une critique juste. Il ne faut pas lâcher les autres initiatives de formation, mais la priorité de l'année à venir ce pourrait être ces 25 000 nouveaux adhérents dont la moitié ont moins de 30 ans et ont besoin de formation.

- Enfin, Marie-George Buffet l'a évoqué dans son intervention, les femmes ne sont pas un problème, elles sont 50 % de la solution. Nous avons de ce point de vue observé un certain nombre de difficultés dans la dernière période. Vous le constaterez dans le texte de la résolution, nous pensons qu'il faut remettre le paquet sur notre action féministe, notre action sur la parité, notre action pour l'égalité des femmes dans toutes les instances du Parti et dans les responsabilités électives.

III. L'action militante comme moteur de notre organisation

Je veux faire quatre remarques :

Première remarque : Les questions de proximité ont été beaucoup discutées : quelle articulation entre le local, les cellules, les sections et le national ?

Un mot de réflexion sur le militantisme : Prenons l'exemple de

RESF. C'est une action locale dans ce qu'elle a de plus simple, inscrite dans la vie quotidienne avec cette « unité de base » de la vie que constitue l'école. Eh bien le réseau éducation sans frontière a réussi car il est au croisement à la fois de l'ancrage dans la proximité et d'un formidable réseau national d'action et de mutualisation des énergies.

Pour la défense du service public, nous sommes dans la même situation. C'est à partir des luttes des hôpitaux, des bureaux de poste, que des réseaux locaux se sont constitués et ont eu un écho national très fort.

La question n'est pas d'opposer l'action de proximité aux enjeux nationaux, mais de placer le travail régional ou national dans un cadre nouveau au service de l'action de proximité et de son développement.

Deuxième remarque : Je veux revenir sur ce qui a pu se raconter sur la révolution informationnelle et internet. Il y a des vraies oppositions qui sont fausses. D'un côté il y aurait les « fondus du mulot » dont le point de vue est que la solution viendrait des « chats en ligne » et autres forums. De l'autre les « fondus du militantisme tradi » qui défendraient le contact « pur et dur » avec la population.

Or, quand on a discuté de la campagne d'Obama aux États-Unis, on a découvert que l'usage d'Internet avait été le levier de l'organisation d'un militantisme traditionnel dans ce qu'il a de plus traditionnel. Avec Internet, la campagne démocrate a constitué des cellules de quartiers, d'université, du porte à porte, ils ont relancé un militantisme très ancré dans la vie.

Il faut que les points de vue se rejoignent et faire de la révolution technologique un moyen du redéploiement à l'échelon national de notre militantisme. Internet peut devenir l'outil d'une mutualisation et d'une mise en réseau qui fasse exploser notre capacité collective à organiser l'action locale.

Troisième remarque : Beaucoup de choses ont été dites dans la commission sur nos rapports aux médias, sur la manière dont nous évoluons dans le monde d'aujourd'hui. Le texte propose de travailler sur les « grands identifiants » actuels du PCF, son image, ce qu'il faut changer.

Un exemple : sur l'écologie, sur les nouveaux modes de développement, cela fait des années que l'on travaille sur des questions, que nos élus prennent des initiatives d'avant-garde et pourtant nos amis journalistes continuent à annoncer que nous sommes des ringards productivistes. Cette réalité est au cœur de nos problèmes, il faut dire et construire notre identification dans la société. Prendre de front avec esprit de conquête la question de



notre image.

Dans le même état d'esprit, beaucoup de jeunes militants prennent des responsabilités tôt et parfois sans grande expérience. Il y a un vrai renouvellement dans les fédérations. Les « tempes grises » partent à la retraite et les jeunes trentenaires prennent des responsabilités sans avoir l'expérience de leurs aînés. Tous les partis politiques forment les jeunes militants à la prise de parole, au rapport aux médias et pourquoi devrions nous être les seuls à ne pas former ceux qui prennent des responsabilités ?

A l'appui de ces remarques, trois idées :

1) Construire une direction de la vie militante tournée vers le développement du militantisme local et la prise d'initiative. Mutualiser les outils et les expériences, donner à nos actions la force d'un mouvement national, tout cela pourrait être l'objectif de cette nouvelle direction.

2) Construire une stratégie de déploiement du militantisme à l'entreprise : c'est un débat récurrent dans nos congrès. Des militants disent : « I faut militer à l'entreprise, c'est là que les salariés vivent l'exploitation, il faut donc créer des cellules et des sections. » D'autres disent : « Le salariat a changé, la situation n'est plus la même », on discute, et on se dit congrès après congrès, au moment de la synthèse : « Oui, il faut un effort sans précédent de militantisme à l'entreprise. » Or, cela ne donne rien. Donc essayons de faire autrement.

J'ai pris tout à l'heure l'exemple des enseignants, je vais maintenant prendre celui des hospitaliers.

Nous avons le « collectif national santé », le bulletin *Globule Rouge*, des militants qui travaillent au plan national et dans les fédérations. On a des milliers de salariés communistes dans les hôpitaux et des élus qui se battent pour la défense du service public. Et malgré tout cela, nous sommes incapables de constituer une force militante à l'intérieur des hôpitaux.

Tant qu'on ne sera pas en capacité de mettre en réseau, en dynamique, les militants, nous n'y arriverons pas.

Nous proposons donc sur trois ou quatre grands secteurs professionnels de nous donner les moyens de recenser tous les militants pour constituer de grands réseaux d'action. Ainsi, que l'on soit implanté un postier communiste à Lyon, à Marseille, à Agen, à Paris ou à Montreuil, donnons-nous les moyens d'avoir l'organisation communiste qui permette d'agir dans l'entreprise.

En ce qui concerne les quartiers populaires, nous disons souvent que nous n'y avons plus de militants. C'est faux ! Et archi-faux ! Il y a de nombreux militants communistes qui s'y sentent isolés et pas pris en considération dans leur vie quotidienne. Si nous voulons lutter contre l'abstention et regagner la jeunesse, il faut se donner des objectifs d'intervention sur ce sujet. C'est le but de l'initiative pilote proposée.

En lien avec nos choix stratégiques, trois autres pistes de travail :

1) **Coopération et dialogue avec les militants des mouvements sociaux :** nous avons critiqué - et nous avons eu raison - la courtoisie de transmission et le principe de la « double direction » du mouvement syndical. Plus personne ne veut y revenir. Mais que devons nous faire ?

L'essentiel de notre dialogue avec les militants syndicaux, avec des intellectuels, se résume souvent dans les périodes électorales à les faire participer à des tribunes où ils parlent des luttes et appellent à voter pour nous. C'est bien, mais est-ce suffisant ? A l'université du Parti, j'ai demandé à un universitaire non communiste que j'avais sollicité pour intervenir : « Qui rencontrez-vous parmi les politiques ? » Il m'a répondu : « Personne ! Je ne vois pas plus le Parti communiste que les autres partis politiques. Seuls les représentants du patronat viennent nous voir. » Alors que nous parlons d'universitaires inscrits dans une démarche de critique du système actuel.

Je crois qu'il faut mesurer qu'il y a un immense besoin de dialogue politique permanent. Cela demande pas seulement un travail national, mais il faut se poser la question, dans les fédérations et localement, de la qualité de nos liens avec ces militants en responsabilité ou ces intellectuels.

2) **Place des élu-e-s dans la construction politique :** plutôt que de discuter de la relation du Parti avec les élus, nous pourrions passer à une nouvelle étape de la discussion : quelle place des élus politiques au service de notre engagement pour changer la société ? Les élus communistes ont une place et un rôle propres et on a besoin de discuter comme on a besoin d'être en dynamique avec eux.

- **Réforme des statuts :** Beaucoup de conférences sont intervenues sur le besoin fondamental de discuter du rapport à notre diversité, de la construction commune et de la capacité du respect des

choix majoritaires. Certaines proposent de remettre en cause le choix même de la diversité. Je crois que ce n'est pas le point de vue qui a prévalu dans les débats. Par contre, on a une vraie question sur la manière dont les processus de construction commune de travail réel prennent le pas sur les moments d'expressions de nos divisions et difficultés.

Nous proposons de désigner une commission ad hoc chargée de la révision des statuts qui pourrait avoir une mission de proposer avant la fin de l'année 2010 les premières orientations. Beaucoup de militants ont dit qu'il ne faut pas que l'on se trouve au pied du mur au moment du congrès ordinaire, c'est donc en amont qu'il faut travailler pour leur adoption au congrès en 2011 ;

Enfin, je conclurai sur deux points. Sur le programme de travail que nous allons adopter. Charge sera donnée aux différents secteurs de travail, à partir du programme de travail adopté, de constituer la dynamique autour des grands objectifs avec la responsabilité de porter ensemble une grande ambition pour le Parti et sa transformation lors du congrès ordinaire de 2011. Nous aurons également à mettre en débat un projet de réforme des statuts dont un pré-projet pourrait être soumis au débat avant la fin de l'année. Un mot plus personnel : Ayant participé à une dizaine d'initiatives sur les enjeux de transformations du Parti, ayant passé du temps avec les membres de la commission, je trouve que lorsque l'on prend le temps de sortir des postures politiques pour écouter ce que chacun pense et propose réellement dans le débat, il y a une richesse, une honnêteté fondamentale, une générosité assez folle dans ce parti.

Je tire personnellement des mois de travail et des débats du congrès que si nous arrivons, par les expérimentations que nous allons lancer, à donner une force réelle au collectif militants communistes, à le mettre en mouvement, alors nous pouvons avoir confiance en l'avenir ! Je le dis sans exagération : nous ne mesurons pas assez la grande qualité de notre potentiel humain.

Enfin, pour conclure, permettez-moi d'ajouter aussi qu'« il faut parfois s'aimer un peu pour pouvoir être aimé des autres ! » ✪



La discussion

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Je voulais intervenir hier sur le rapport des forces dans le rassemblement et l'erreur pour le PCF de n'avoir pas présenté son candidat à la présidentielle de 1974. Sur la question du Parti, pour moi le problème c'est de faire vivre réellement le pluralisme communiste. Aujourd'hui la direction du PCF agit contre. Par exemple: A un congrès, dans la préparation, deux textes obtiennent 45 %, au congrès ils sont représentés par 15 % de délégués et 7% au CN. La matrice stalinienne du Parti, même démocratisé, continue à produire une reproduction de la direction sortante. Il faut introduire la règle de l'égalité et de la proportionnelle et rectifier le rôle du premier. Par exemple Georges Marchais désigne Robert Hue et Robert Hue change la ligne et adopte la « mutation » (liquidation du PCF). Le bilan n'a pas été fait et pourtant depuis 15 ans le recul du PCF est alarmant. Il est pourtant plus nécessaire que jamais d'avoir un PCF marxiste donc révolutionnaire, car l'alternative est bien, comme le disait Rosa Luxemburg, barbarie ou socialisme.

Elsa Faucillon – Hauts-de-Seine

Urgence d'ouvrir un chemin à une alternative. Pour cela, défi de l'appropriation populaire. La recherche de cette construction nous a amenés à pointer le défi de l'appropriation populaire. Pourtant, nombre de citoyens en attente ou en réjet de

l'ordre existant. Comment ne pas se demander ce qu'ils attendraient d'une force utile à l'abolition de cet ordre. Une force capable d'écouter ce que le monde dit à la théorie plutôt que de laisser la théorie dire au monde ce qu'il doit être. Urgence concordante projet et organisation. Or ça: seuils critiques alors que potentiel. Le texte avance propositions mais suffisent-elles? N'y a-t-il pas à donner un signe fort à la société que nous sommes une force d'avenir, à l'écoute? N'y a-t-il pas à mettre en avant une réelle démocratie dont découlera contenu et fonctionnement. Le texte n'avance que mesures fonctionnelles, loin de pouvoir relever les défis. Pouvons-nous débat, niveau d'ambition, passons aux actes de notre révolution. Devenons cette force qui ne se déçoit pas guide de l'émancipation mais qui se met à la disposition de celle-ci.

Hugo Vandame – Nord

La transformation du PCF n'est pas qu'une question managériale mais bien une question politique. Pour porter un idéal politique, il faut un parti exemplaire et irréprochable. Il faut commencer par l'accueil des nouveaux adhérents dans l'animation de nos réunions. Nous devons avoir à cœur de valoriser l'expression de la vie des gens, reconnaître ce qu'ils disent, ce qu'ils vivent. Nous devons être un parti à l'initiative et créer des outils simples pour que les militants en soient porteurs (pour faire une pétition ou organiser une réunion).



En particulier sur la vie démocratique, chaque adhérent doit savoir où, quand et comment il contribue aux décisions de la vie du Parti.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Le PCF n'apparaît pas comme la force des exploités, des opprimés. Certains opposent parti de luttes/parti électoraliste. Mortifère. En 1994, nous avons près de 7000 adhérents, plus de 300 élus, c'est une force d'intervention considérable. Le lien de proximité entre les élus et les populations est un atout précieux. Que signifie « être un parti de luttes? » Récentement, à la Marche mondiale des femmes, des milliers de participant-e-s mais peu de communistes. Pourquoi? Le thème? La guerre idéologique entraîne des reculs, notamment dans le champ de l'égalité F/H, qui touchent progressistes et communistes. Combattre le patriarcat, c'est s'attaquer aux comportements intimes. Il est parfois plus facile de remettre en cause le capitalisme. Mais la raison de la faiblesse de notre engagement collectif dans de telles initiatives ne réside-t-elle pas dans notre conception du rassemblement plus conçu autour du PCF? Au fond, n'est-ce pas par peur de l'effacement du PCF? Pourtant, l'une des forces de notre parti réside dans sa capacité à rassembler sans exclusive, sans frilosité. Projet et transformation du Parti sont intimement liés.

René Chevalier – Pas-de-Calais

A la conférence de section d'Arras, la teneur des échanges, tant dans les cellules qu'à la conférence de section, montre de l'inquiétude, de la déception et même de la colère. Les deux textes présentés sont bavards et creux, et ne traitent pas vraiment les problèmes, de plus non amendables. Un congrès d'un faux-semblant. Au lieu de travailler à bâtir le projet clair dont les travailleurs ont besoin, elle se centre sur seulement une stratégie électorale. Mélenchon a déjà commencé sa campagne, ne pas oublier qu'il est un produit du PS, zélé défenseur du traité de Maastricht. Pour le PCF il est urgent de construire notre projet et de le faire connaître, y compris à l'occasion des élections. N'ayons pas peur de parler de communisme, de socialisme, de nationalisations! Osons rappeler les avancées sociales que furent les démocraties populaires. Nous sommes depuis toujours partisans de l'unité. Assumons le C de PCF et affirmons plus que jamais notre identité communiste. Unité, oui! Dilution non.

Jean-François Téaldi – Hauts-de-Seine

Ce congrès a permis aux communistes de débattre, de construire. Arrêtons de décourager ceux qui s'engagent avec le Front de gauche, on le voit dans les manifestations, ceux qui, souvent jeunes, rejoignent le Parti pour ce qu'il est, communiste. Travaillons au projet communiste. Le Parti oui, mais ouvert, unitaire, sans

volonté hégémonique. Sa visibilité? Les 1000 débats sur les retraites, seul parti à les avoir initiés, avec les alternatives dont les médias dominants, y compris du service public, ne parlent pas. Bataille pour le pluralisme, oui; mais la bataille antilibérale se gagnera avant tout par le travail des militants du Parti et du Front de gauche. Réorganisons, réimplantons le Parti partout où cela est possible. Mais laissons à chaque militant le choix des moyens: cellule, section, réseau, dans le quartier ou l'entreprise. Et surtout, retrouvons la fraternité, l'envie de militer ensemble, avec nos différences, mais dans le respect des choix majoritaires.

Stéphanie Loncle – Paris

Nous ne transformons pas le Parti sous le poids des péchés qu'il faudrait se faire pardonner. La démocratisation du Parti est une nécessité pratique qui doit répondre à une situation historique inédite. Jamais notre ennemi n'a été à ce point dépourvu de solutions et jamais nous n'avons été aussi peu nombreux et aussi frileux pour le prouver. La responsabilité d'une direction est de parvenir à énoncer une ligne politique claire, non contradictoire, combative, qui permet la mobilisation totale des communistes, sur des débats politiques de haut niveau. Notamment l'organisation des communistes sur les lieux de travail permet de politiser les luttes sans avoir à dépendre de structures flottantes comme les collectifs dont la fragilité idéologique rend l'ef-

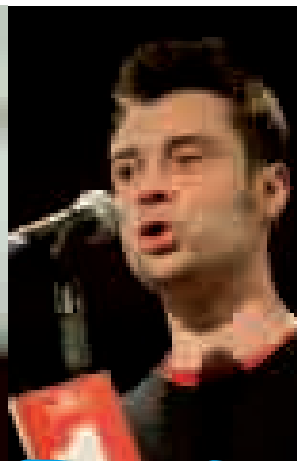
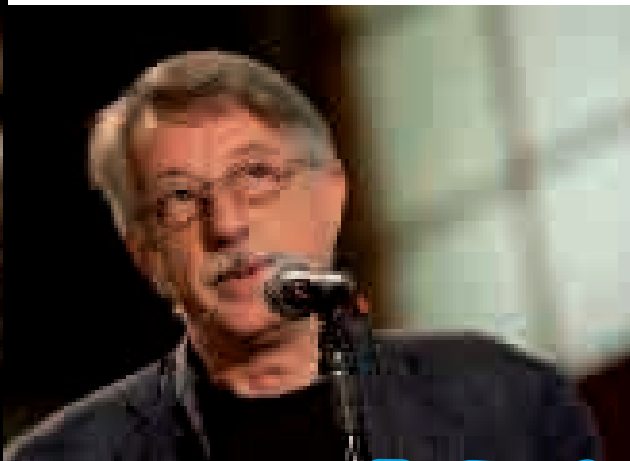
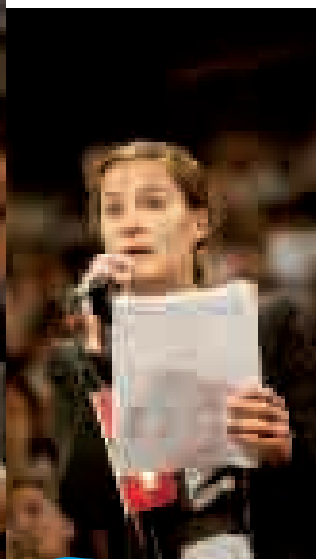
ficacité très limitée et où les camarades s'épuisent. L'élargissement et la popularisation du Front de gauche dépendra de la mobilisation des communistes et non de l'action spontanée ni d'une association aux contours flous.

André Perez – Aveyron

La diversité est comme la lutte des classes. Elle existe dans chacun d'entre nous. Il s'agit d'une richesse dès lors que l'on mutualise nos connaissances, nos expériences pour bâtir le meilleur du commun. Force est pourtant de constater que ce n'est pas le cas. Et l'un des problèmes que nous rencontrons touche à notre attitude de communistes, à nos comportements, à l'éthique. Ne banalisons pas le manque de fraternité, ne justifions pas les comportements politiques, n'oublions pas l'essentiel qui doit nous unir, forger une indestructible amitié et complicité entre nous. Osons nous révolutionner... et la diversité donnera le meilleur et permettra de rassembler tous les communistes, ceux qui nous ont quittés, ceux qui par tagent notre visée.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Le 34^e Congrès avait fixé comme une priorité la reconquête du combat politique et de l'organisation à l'entreprise et sur les lieux de travail. L'entreprise est le lieu de l'exploitation capitaliste, où se créent les richesses, où se jouent le type de croissance, où se constituent les rassemblements de classe.





Mais ce combat doit prendre en compte ce qui a changé (éclatement du salariat, mondialisation, élévation massive des qualifications...). Le renforcement de ce combat et du PCF à l'entreprise n'est pas contradictoire avec notre stratégie du Front de gauche. A la Snecma, la section d'entreprise a impulsé un appel pour les régionales de 60 salariés pour le Front de gauche. De plus, la proposition de la section d'inviter Catherine Mills pour un débat sur les retraites au comité d'entreprise a été acceptée par l'intersyndicale, débat qui a réuni au total 150 salariés. Il faut tenir une prochaine session du Conseil national sur cet objectif de reconquête qui est un enjeu majeur.

Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis

Le Front populaire ne peut se concevoir sans son appropriation par les quartiers populaires. Or les régner dans l'action et le vote demande d'engager un travail de conviction au plus près de la souffrance sociale. Cela suppose d'aider les adhérents de ces quartiers – souvent dans la précarité – à redonner sens à leur adhésion par la formation, la solidarité. Le Front de gauche n'a pas permis de remettre en mouvement les classes populaires. Nous sommes ici face à un exercice pratique de grande ampleur. Ce qui se joue c'est l'utilité même de l'engagement et de la politique. Avec le Front populaire il s'agit de dépasser l'enjeu des alliances électorales pour irriguer le terrain populaire de luttes rassembleuses à vocation majoritaire. Telles sont les batailles que nous engageons sur les services publics et notamment celui du logement. Nous les menons en lien avec nos maires et l'ADECRA. Nous contribuons activement au resserrement des liens fraternels entre militants et élus communistes.

Dominique Stagé – Haute-Garonne

Je partage les objectifs de transformation de notre parti proposés par la commission. Un manque cependant : un vrai travail sur la démocratie interne, précisément sur la prise de décisions de la coordination nationale.

Normal que la direction prenne des initiatives, par fois dans un temps très court. Mais l'utilisation d'Internet doit permettre de consulter les membres du Conseil national et les secrétaires fédéraux. Par exemple pour la réunion du 9 juin. A ce sujet, le congrès doit se prononcer par un vote sur le refus de l'adhésion directe au Front de gauche. Besoin de rétablir un lien de confiance fort avec la direction nationale. C'est pourquoi pour les cantonales, les candidatures doivent se décider au niveau du canton, en construisant le rassemblement populaire le plus large, qui corresponde aux luttes et réalités locales, sans nous laisser enfermer par le Parti de gauche dans un cartel d'organisations prédéterminé.

Jacques Fath – Hauts-de-Seine

Il nous faut passer à une nouvelle phase de notre activité internationale sur l'ensemble des enjeux : solidarité, paix, désarmement, sécurité... Pour plusieurs raisons. Premièrement, dans la crise systémique actuelle, les modes de gestion conduisent à des limites. On le voit en Europe. Ces limites appellent des transformations profondes. Deuxièmement, la situation internationale est marquée par des évolutions dangereuses, notamment au Moyen-Orient, sur la question de Palestine. Troisièmement, la mondialisation appelle à une nouvelle réflexion sur l'internationalisme. Le 35^e Congrès pourrait marquer une détermination collective à nous investir de façon qualitativement nouvelle sur enjeux internationaux avec un engagement de l'ensemble du Parti, de sa direction, de ses directions. Notre politique internationale s'inscrit dans notre ambition communiste, notre volonté de contribuer à transformer le monde et les relations internationales contre les politiques de force et de puissance. Nous devons franchir un nouveau pas dans cette voie.

57-Christine Jouve – Gard

Les clés pour la réussite du Front de gauche, du rassemblement en général : 1) Elaborer un projet clair, bien identifié



comme celui des communistes. 2) Travail en réseau nécessaire, améliorer les échanges entre sections, entre fédérations, et avec les élus. C'est une question de démocratie ! 3) Renouer le dialogue avec les élus trop souvent « décrochés » de nos décisions et de notre projet. Pour cela, rédiger une charte des militants et des élus : les militants s'engageraient à soutenir l'action des élus, à les aider. Les élus s'engageraient à respecter les votes des militants, le projet qu'ils ont choisi et à trouver du temps pour débattre dans les sections, les fédérations avec les militants. Le Parti n'existerait pas sans les militants et serait condamné à mourir sans les élus!

Bruno Noble – Creuse

L'expérience de Limousin, Terre de gauche est positive : PCF, PG, NPA du Limousin... Elle n'efface pas l'identité du Parti, elle la renforce. Aujourd'hui des élus de LTG sont au travail, qu'ils soient issus du PCF, du NPA limousin ou du PG. Proposition de la conférence de la Creuse : limitation des mandats, formation de futurs responsables, outils pour former et formation à ces outils. Prise en compte de la succession de nos élus pour être en mesure de les remplacer sans perdre des positions. Révision des statuts. Etablir un règlement pour les membres du CN, la moitié de ses membres n'y participent pas, ce n'est pas tolérable. Ce sont des dirigeants nationaux, qui doivent être utiles aux militants, leur travail doit être évalué.

Mélanie Tsagouris – Meuse

J'ai choisi avec de nombreux camarades d'être candidate Front de gauche en Lorraine. Avant les régionales, une « offre nationale » a été adoptée par le CN et à la fois remise en cause dans le même texte par un « faites comme vous voulez dans les régions ». Il en a résulté une position illisible ! Nous confondons deux choses : le nécessaire respect des décisions collectives et celui de l'expression individuelle de nos adhérents. Les ambiguïtés de la di-

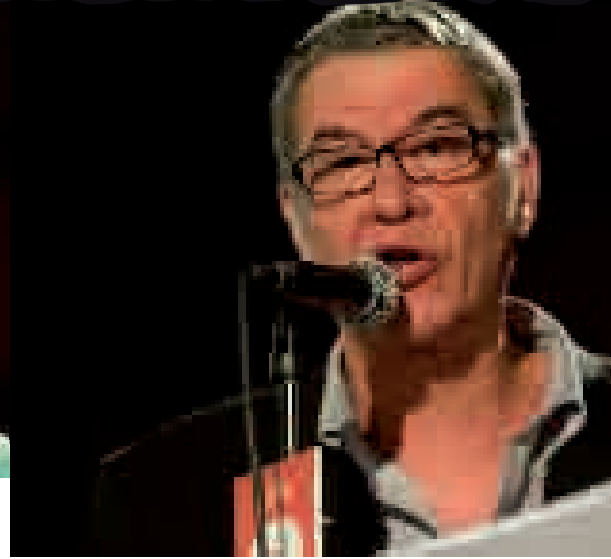
rection font des ravages : comment le PCF peut-il revenir dans le Front de gauche ? Dans la Meuse, il n'a même pas été capable, au mépris de l'avis des membres du comité départemental, de rejoindre le collectif retraites regroupant tous les autres partis de gauche. Vous ne verrez pas à ce congrès de délégués de Meurthe-et-Moselle capables de développer les idées des deux textes puisque bien qu'ils étaient vingt à les défendre, la conférence départementale leur a dénié le droit d'être présents au congrès.

Jacky Hénin – Pas-de-Calais

C'est en faisant référence à un certain nombre de citations de Karl Marx relatives à l'examen de l'évolution des sociétés que Jacky Hénin commence son propos. Et d'interroger : Ne trouvez-vous pas ces propos modernes ? Puis suit un examen de l'évolution du monde, de notre pays. Alors que les potentialités n'ont jamais été aussi importantes et permettraient aux femmes et aux hommes de vivre décemment, c'est de misère dont on continue de parler. Les riches sont toujours plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux... Vous retrouverez l'intégrale de l'intervention sur JackyHénin.fr à compter du mardi 22 juin 2010 ou en écrivant à : Jacky Hénin, 162, bd La Fayette, 62100 Calais.

Laurent Perea – Dordogne

L'idée du communisme revient au goût du jour. Cela appelle à dépasser un rassemblement à seul but électoral. Avec le pacte d'union populaire, notre ambition est la transformation sociale. En cela, la confrontation devient essentielle au type de rassemblement à construire, jusque dans les élections. Pour cela n'y a-t-il pas à dissocier « rassemblement s'émancipant et construisant » et « candidatures » pouvant être repérées sur leur capacité à élaborer et mieux porter ce projet commun n'excluant pas une candidature communiste. Actons une démarche citoyenne afin d'inscrire durablement dans le



mouvement social une ambition de transformer la société, construire une culture de transformation sociale où toutes initiatives, dans la diversité de ceux qui les initient, convergent pour constituer le socle commun d'un autre avenir. En cela, concevoir notre transformation en lien avec la vision d'une société basée sur un peuple souverain, acteur de la construction.

Nawel Bab-Hamed - Rhône

La société vit un stade avancé de la crise qui se traduit par le manque de projection dans l'avenir individuel donc collectif. Nous vivons une montée des extrémistes de tous bords (religieux, identitaires, écologistes...). La peur génère des démarches fondamentalistes qui se confondent avec la pensée fondamentale et la fige. Le Parti, à l'image de la société, vit ces phénomènes. Aussi nous sommes utiles, non pas pour les gens mais avec les gens car nous ne sommes pas des messies mais des citoyens vivant la crise comme tous. Le Front de gauche n'est pas un problème mais une partie de la solution, qui ne s'oppose pas au PCF mais qui le fortifie. Nous devons penser un rassemblement horizontal et non vertical car nous voulons un espace commun, ouvert et dynamique. L'échéance 2012 nous enferme dans une présidentialisation de la vie politique, déchire le Front de gauche et masque l'enjeu législatif et cantonal. Pouvons-nous imaginer ne pas présenter de candidat ? Et nous lancer dans la campagne législative pour une VI^e République avec la rédaction collective d'une nouvelle Constitution.

Wilfrid Lunel – Ille-et-Vilaine

Nous disons démocratie, but et moyen. Qu'en est-il aujourd'hui dans le déroulement du congrès où on nous demande de valider des conclusions décidées plusieurs jours avant même le début de nos travaux ? Les communistes ne

sont pas satisfaits des conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections régionales, ni des résultats. A partir de signes qu'ils et elles viennent d'envoyer dans cette préparation (refus de participer, ce qu'ils et elles ont dit dans les congrès départementaux), il y a nécessité de lancer, dans le cadre de la préparation du congrès de juin 2011, des débats essentiels sur au moins trois points : y a-t-il la place pour un Parti communiste pour répondre aux enjeux liés à la crise et lequel ? Comment concevons-nous le rassemblement majoritaire pour conquérir une nouvelle majorité susceptible de mener des politiques au service du progrès social et humain ? Quelle conception du communisme ?

Yves Jamain – Vienne

Poitou-Charentes candidatures hors parti. C'est possible et ça a facilité la réalisation d'une liste Front de gauche. Campagne très politique malgré que ce ne soit pas une communiste. Un département a milité contre le Front de gauche et des dirigeants de premier plan ont exprimé leurs regrets de n'être pas avec S. Royal. Cela nous a coûté quelques pourcentages et le non-remboursement de la campagne. 60 % de la conférence régionale pour partir avec S. Royal, 60 % des communistes lors du vote pour la voie du Front de gauche, cela a été possible à cause des statuts. Statuts : Représentativité basée sur les cotisants. CN : Une assemblée représentative des fédérations en fonction de leur importance (80 % du CN) plus une liste de camarades en fonction de leurs compétences, sur la base d'un projet de direction (plus de représentants de motion ?). Conseil régional : Représentants des sections et fédérations au service de la ligne régionale. Rotation obligatoire des mandats (3 maxi) pour obliger à faire l'effort de renouvellement. ✪

Retraites/ Campagne d'été

Les 100 000 premières signatures



le retour des « spécialistes » nous expliquant, la main sur le cœur qu'il n'y a pas d'autres solutions, qu'il faut être raisonnables, que si nous nous obstinons, les agences de notations et les marchés financiers auront moins confiance en nous... ; alors que tout a été fait pour jouer sur les peurs, les stigmatisations (les anciens contre les jeunes, le public contre le privé) avec une dose d'obscénité quand il s'agit de bien prouver par un examen médical que la pénibilité du travail (physique et psychique) est bel et bien réelle. L'Humanité a révélé un chiffre qui donne la juste mesure de l'obscénité de cette réforme : 1 500 000 ouvriers ne connaîtraient tout simplement pas le droit à la retraite, le droit de pouvoir profiter un peu de la vie après une vie de travail... eh bien cela n'a pas fait rendre gorge à une donnée essentielle, confirmée, enquête d'opinion après enquête d'opinion, sondage après sondage, une majorité de Françaises et de Français continue à ne pas accepter la fin de la retraite à 60 ans. »

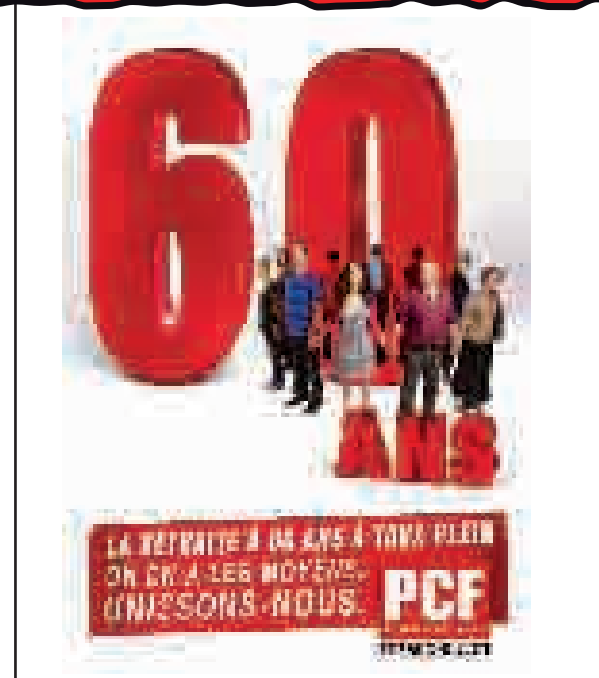
Une proposition de loi des parlementaires communistes

Pour le dirigeant communiste, « il nous faut poursuivre tout au long de l'été ce travail de révélation, de décryptage. La première étape de la mobilisation a marqué des points et les communistes ont déjà pris de très nombreuses initiatives pour y contribuer. Aujourd'hui, le plus fort de la bataille est devant nous. (...) Il n'y aura donc pas de trêve estivale dans la campagne des communistes pour le droit à la retraite. Nous allons même passer à la vitesse supérieure. Nous mettons à disposition un nouveau matériel de communication (tract et retraites). L'objectif pour notre campagne d'été est de recueillir les 100 000 premières pétitions de soutien à la proposition de loi des députés communistes, qui fait la démonstration qu'il est possible de garantir le financement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein. Notre objectif est une campagne d'éducation populaire, avec le journal *L'Humanité*, avec le modèle de tract, hebdomadaire, que fournira le secteur communication, pour nourrir le débat, démonter le discours de la droite, avancer des contre-propositions fortes, précises, argumentées. Pour cette campagne, le collectif national d'animation de campagne, réuni en début de semaine, propose aux fédérations, aux sections d'établir un plan de mobilisation durant toute la pé-

Olivier Dartigolles estime que la dernière intervention de Nicolas Sarkozy sur la question des retraites est « destinée à contrarier la préparation de la grande journée du 24 juin de manifestations unitaires et interprofessionnelles ».

En même temps, elle « témoigne de l'inquiétude grandissante de la droite et du patronat, de leur fébrilité, car les choses sont loin d'évoluer comme ils l'avaient prévu. »

Il ajoute : « Alors qu'un dispositif particulièrement musclé a été mis en place pour dévier le débat, le cadenas afin qu'il ne puisse surtout pas traiter des vrais enjeux (emploi, salaires, nouvelles ressources de financement pour répondre au défi démographique) ; alors que le calendrier avait été soigneusement réfléchi en comptant sur la Coupe du monde et le début de l'été ; alors que la propagande officielle n'a cessé de déverser sur les grands médias son lot quotidien de mensonges, de mystifications avec



riode estivale en direction des salariés, des quartiers populaires et de la jeunesse. Pourquoi, sur cette dernière dimension, décisive, ne pas imaginer une campagne nous permettant d'établir des échanges avec les jeunes travailleurs saisonniers en faisant le lien entre leurs conditions de travail, souvent très précaires, leurs rémunérations et les droits à la retraite.

La Fête de l'Humanité

Le numéro spécial de la revue *Economie et politique* permet d'alimenter le débat de contenu. Pour bien nous situer au niveau des enjeux, un plus grand nombre de militantes et de militant communistes doivent pouvoir, comme en 2005, argumenter pour convaincre et rassembler. Nous le mesurons, la demande d'informations, de précisions est très forte. Et cela peut être irrésistible, car quand le peuple s'en mêle, il peut renverser la table des scénarios préétablis. Et quoi de plus fort, de plus vivant et de plus déterminé que le peuple de la Fête de l'Humanité. L'édition 2010, qui s'ouvrira la semaine où débute la discussion à l'Assemblée nationale sera le grand rendez-vous de la rentrée pour franchir une nouvelle étape et faire grandir l'exigence d'une autre réforme. »

"C'est beau la vie"



Du souffle et de l'émotion, samedi soir, à l'occasion de la soirée consacrée à Jean Ferrat. Marie-George Buffet et Roland Leroy, ancien directeur de *L'Humanité*, ont rendu un hommage à l'homme engagé, au poète, à l'artiste. Puis, Natacha Ezdra a présenté le spectacle qu'elle a créé en 2009 avec la complicité de Jean Ferrat. Avant elle, cinq « jeunes talents » ont interprété quelques titres cultes du chanteur.



Débat sur la résolution



D'entrée les délégué-e-s se voient proposer un texte alternatif déposé quelques minutes avant l'ouverture de cette séance. Intitulé **Lançons le débat**, son contenu se structure autour de trois attendus : la façon dont le congrès a été conçu et les conditions dans lesquelles il a été préparé n'ont pas permis une vraie discussion démocratique puisqu'une minorité d'adhérent-e-s ont participé à la

préparation. Alors que le 34^e Congrès avait décidé d'une stratégie de fronts, on est passé à la forme du Front de gauche actuel. Des interrogations existent chez les communistes si cela est adéquat avec la décision du 34^e Congrès de travailler à un large rassemblement populaire, notamment en vue des échéances des prochaines années. De plus, des vues différentes existent sur la place du PCF dans ce Front de gauche.

La résolution alternative propose donc : « De lancer à partir de ce congrès et jusqu'au congrès « ordinaire » de 2011 un large et profond débat avec les communistes, et au-delà avec celles et ceux qui s'intéressent au devenir et à l'utilité du Parti communiste, en France au XXI^e siècle ; un débat qui permette une vraie discussion constructive. De mandater le Conseil national élu par le congrès pour organiser et impulser ce

débat. Et, dans la période, poursuivre la réalisation de fronts larges et rassembleurs pour toutes les luttes et sur toutes les questions. Pour explorer, à partir de ces fronts, les possibilités de développement d'une dynamique de rassemblement populaire à gauche. » Les délégués opposés à cette résolution argumentent autour de l'idée qu'il ne faut pas opposer développement de fronts larges et poursuite de l'élargissement du Front de gauche, d'en faire fructifier les acquis et d'en dépasser les limites pour en faire un véritable front populaire, d'où l'idée d'un pacte d'union populaire. L'immobilisme n'étant pas source de mobilisation, d'autant que la crise ouvre des espaces et possibilités nouvelles qu'il convient de travailler avec des prises d'initiatives du Parti.

Le vote sur la validation ou non de cette résolution alternative est repoussé par 356 délégué-e-s, 137 l'approuvant et 42 s'abstenant. Il reste quelques heures de débats qui sont marqués par quelques

points forts.

L'un d'eux, lors de l'examen de la première partie « **Lancer un appel à une riposte amplifiée à la politique de la droite** », s'articule à partir du dépôt d'un amendement de la fédération des Bouches-du-Rhône. Le débat qui s'ensuit (beaucoup voulant enrichir le texte) permet à Pierre Laurent d'éclairer le sens de l'engagement du Parti d'une grande lutte autour des questions de l'école pour résister à la casse de cette dernière par la droite et de travailler à un engagement fort de la gauche sur cette question tout de suite et pour les échéances électorales futures.

Autre point fort autour du titre de la seconde partie de la résolution dans la phrase **Construire un pacte d'union populaire pour réussir le changement, un nouvel élan pour le Front de gauche**. Il fut décidé du remplacement du mot **pour** (pour le Front de gauche) par celui **d'avec**. Le titre devenant : **Construire un pacte d'union populaire pour réussir le changement,**

un nouvel élan avec le Front de gauche.

Deux autres moments notables : celui concernant la nécessité ou non de faire figurer dans la résolution le fait de ne pas accepter les adhésions directes à la structure Front de gauche. Il est décidé de ne pas faire mention (le débat étant suffisamment clair lors des travaux). Le congrès choisit de ne pas introduire de formulation défensive. La résolution se voulant le miroir d'ambitions communistes offensives pour une adhésion populaire à ce Front en construction. Il est d'ailleurs ajouté plus loin dans le texte une formulation renforçant la nécessité de l'appropriation citoyenne et populaire de cet outil.

Un certain nombre de précisions concernant le rôle du FMI et de l'Union européenne dans la crise, l'impérieuse nécessité d'élever le niveau des exigences concernant le droit de vote des migrant-e-s ainsi que sur le combat pacifiste sont ajoutées.

Un amendement insistant sur l'im-

portance d'une candidature communiste à la présidentielle suscite un long et riche débat (sur rassemblement et identité, présidentielle et législatives, légitimité et crédibilité communiste). Au cours de la discussion, Pierre Laurent rappelle que les communistes, à toutes les étapes du processus, seront les maîtres du jeu, leur vote majoritaire sera la loi. La commission estime que l'amendement « ferme » le débat. Il est repoussé (par 329 voix contre 115 et 23 abstentions). Dans la discussion sur le texte 2, « **Transformations du Parti** », viennent les questions de l'organisation à l'entreprise, du journal *l'Humanité*, du site web du PCF, de la réforme des statuts. Ce texte est adopté à une très large majorité.

Au terme de ces débats, la résolution amendée est adoptée par 352 voix pour, 84 contre, 28 abstentions. ✪

Patrick Coulon
Gérard Streiff

Résolution

Les peuples d'Europe et du monde subissent les conséquences de la crise provoquée par le capitalisme mondialisé qui sacrifie tout, travail humain, environnement et intérêt général à l'accumulation et à la spéculation financières. C'est la crise de choix politiques qui ont été livrés pour cela, décision politique après décision politique, tous les pouvoirs aux marchés financiers, aux actionnaires, aux multinationales de la finance. Les gouvernements qui portent la responsabilité de ces choix font à présent payer cette crise aux travailleurs par la mise en œuvre de plans d'austérité qui font basculer dans le chômage, la précarité, la pauvreté des millions d'entre eux. Face aux progrès formidables des sciences, des technologies, de la productivité, qui devraient concourir à une nouvelle avancée de civilisation de toute l'humanité, le capitalisme se montre de plus en plus incapable de relever les défis du développement humain et génère une violence sociale inouïe. Son discrédit dans les consciences renforce la nécessité de nouvelles perspectives. Notre engagement communiste pour l'émancipation humaine est plus nécessaire que jamais : pour ouvrir une alternative au XXI^e siècle nous devons inventer un nouveau mode de développement, dépasser ce système et ses logiques. C'est l'ambition de notre combat. En France, le pouvoir se révèle au service exclusif des possédants. Il foule au pied l'intérêt général. Si on laissait faire le gouvernement, tout serait sacrifié, tout y passerait, comme on le voit avec les retraites, la mise en pièces de la démocratie locale ou encore l'école, comme le montrent les dernières directives gouvernementales. Dans ce contexte, le besoin d'alternative au pouvoir de Nicolas Sarkozy est de plus en plus ressenti comme une urgence par une très grande majorité de notre peuple. Les forces de gauche sont désormais face à un immense défi : ouvrir avec et pour le peuple français une nouvelle ère politique de changements structurels et durables. Nous mesurons la part de la responsabilité qui est la nôtre pour le rele-

ver. Dans cette perspective, notre 35^e Congrès prend les décisions suivantes : lancer un appel à une riposte amplifiée à la politique de la droite, contribuer aux luttes et à l'action, permettre une véritable appropriation citoyenne du Front de gauche, construire un pacte d'union populaire pour réussir le changement, transformer le PCF pour être utile pour changer la vie du peuple.

Lancer un appel à une riposte amplifiée à la politique de la droite

1. Sarkozy et le patronat doivent reculer ! Nous lançons un appel à tous les citoyens et citoyennes, à toutes les forces de gauche. Dans quel état sera notre pays si nous laissons le gouvernement continuer ainsi à tout casser ? La grande majorité des citoyens, des salariés, des jeunes, subissent de plein fouet les conséquences des politiques régressives d'un gouvernement au service et aux ordres des puissances de l'argent. Cela doit cesser !

Nous appelons à refuser tous les chantages à l'austérité. Non, ce ne sont pas les peuples qui ont trop dépensé, ni les dépenses publiques qui ont creusé les déficits. Les uns comme les autres sont maltraités depuis déjà des années. Nous dénonçons le développement de l'endettement public pour soutenir les banques et les plus fortunés. Ce n'est pas aux peuples de payer la crise ! La culpabilisation et la peur doivent maintenant changer de camp ! Sans attendre 2012, c'est dès maintenant qu'il faut mettre la droite en échec.

En lien avec nos initiatives et celles du Front de gauche, nous proposons, pour organiser et amplifier la riposte, pour faire grandir des propositions alternatives, de prendre les contacts nécessaires avec l'ensemble des forces de gauche.

2. La réforme des collectivités territoriales a pour but de détruire la démocratie locale et de réduire au maximum l'intervention citoyenne. Il s'agit de franchir une nouvelle étape

dans l'accapement du pouvoir au service des forces de la finance, dans l'uniformisation culturelle, dans la mise en concurrence des territoires, dans la réduction de l'intervention publique. Ce coup de force contre la démocratie s'ajoute aux réformes successives rompant des équilibres institutionnels déjà critiquables ? Plus que jamais, il faut une VI^e République pour étendre le champ de la démocratie, gagner de nouveaux droits, comme par exemple le droit de vote des résidents étrangers. Nous engageons contre cette réforme une bataille majeure afin de permettre à notre peuple de prendre la parole, notamment en exigeant un référendum ouvrant un grand débat sur la démocratie et nos institutions.

3. Nous poursuivons la mobilisation contre la casse des retraites jusqu'au retrait du projet gouvernemental. Il conduirait à un véritable recul de civilisation : des couches entières de la population, des millions de femmes aux carrières incomplètes et d'ouvriers éreintés par le travail, basculeraient demain dans la pauvreté. Une autre réforme est possible. Les parlementaires communistes voteront contre cette loi. Ils mettent en débat une proposition de loi alternative. Elle vise une meilleure répartition des richesses entre travail et capital, un emploi pour tous, avec l'élévation des cotisations de retraites pénalisant les entreprises qui créent peu d'emplois et faisant cotiser les revenus financiers du capital. Nous voulons une société où chacune, chacun a plus de temps pour soi, pour les siens, pour les autres. Nous serons dans les rassemblements du 24 juin et, tout au long de l'été, les militants et militantes communistes recueilleront les 100 000 premières signatures de soutien à la proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à 60 ans. La Fête de l'Humanité constituera un grand rendez-vous de mobilisation contre la réforme gouvernementale.

4. Nous faisons de la promotion des services

publics une priorité nationale de notre action politique pour la réponse aux besoins sociaux et humains. Les services publics sont la cible d'une offensive sans précédent des politiques libérales, par exemple à La Poste transformée en société anonyme, France Télécom ; dans le domaine de la santé, la loi HPST pousse à la casse et à la fermeture des hôpitaux publics, conduisant à la privatisation de l'offre de soins ; dans le domaine de l'énergie, c'est la loi NOME qui contraint EDF à livrer sa production au privé ; et dans le domaine des transports, l'ouverture à la concurrence des TER est programmée. Nous refusons la marchandisation de ces biens publics et nous voulons faire grandir l'exigence d'une maîtrise et d'une réappropriation publique. Nous participerons en ce sens activement au processus d'États généraux du service public. Nous proposons une transformation des services publics avec des pouvoirs des usagers et des personnels, avec un financement renforcé par prélèvements publics et sociaux et l'appui de la BCE. Nous voulons créer de nouveaux services publics, notamment pour un autre crédit avec des fonds régionaux et un pôle financier public.

5. Une société qui sacrifie l'éducation de ses jeunes sacrifie son avenir. La bataille pour l'accès aux connaissances et le partage des savoirs est au cœur de notre projet de société. Tous les secteurs sont attaqués de manière cohérente, méthodique, accélérée et violente par le pouvoir. C'est une façon de transférer des richesses vers le capital et d'adapter l'éducation et la recherche aux stricts besoins des taux de profit. Nous voulons favoriser la riposte au démantèlement de l'école publique. Et nous lançons une grande campagne politique en direction des parents, des enseignants, des formateurs, des chercheurs, en nous adressant à eux le plus largement possible et, en particulier, sur leurs lieux de travail. Les réformes en cours privent l'école des moyens financiers et humains indispensables à son bon fonctionnement. Présentées comme techniques,

elles soumettent en réalité, conformément aux choix européens, la formation des élèves aux intérêts privés. Il y a urgence à résister à cette politique, urgence à porter une ambition nouvelle. Dès la rentrée scolaire, nous serons mobilisés aux portes et dans les établissements - maternelles, écoles, collèges, lycées, universités, centres de recherche - dans des centaines d'initiatives à travers le pays.

6. Nous proposons aux forces progressistes européennes une solidarité renforcée contre l'austérité imposée aux peuples par l'Union européenne et le FMI, et pour refonder l'Europe. Les gouvernements de l'Union européenne ont décidé de faire payer aux travailleurs européens la crise de l'endettement public, une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée en cédant aux exigences des marchés financiers. Les plans d'austérité sont une immense régression sociale et démocratique et vont aggraver la crise. Les traités européens doivent être remis en cause, en particulier le Traité de Lisbonne que des peuples consultés avaient très lucidement refusé. Nous voulons construire, avec toutes les forces de gauche disponibles, avec les députés européens, une alternative ayant pour principe la réorientation de l'argent au service des besoins sociaux et écologiques. Au lieu du recours aux marchés financiers pour rembourser les banques, nous proposons que la BCE les refinance pour un autre crédit favorisant l'emploi et qu'elle finance directement les dettes d'Etat pour développer les services publics. Nous participerons en ce sens à la journée de mobilisation sociale européenne de fin septembre. Nous accueillerons par ailleurs le congrès du PGE les 4 et 5 décembre prochains à Paris avec l'objectif d'amplifier ces convergences. Et nous tiendrons une grande initiative politique européenne dans le cadre de la préparation de cet événement.

Nous décidons d'investir notre parti dans une bataille rassembleuse et offensive, en France, en Europe et sur le plan international, pour la paix, pour le désarmement, pour la résolution politique des conflits dans un monde dénucléarisé et plus sûr.

Construire un pacte d'union populaire pour réussir le changement, un nouvel élan avec le Front de gauche

7. Contre les marchés financiers, l'humain d'abord! Nous ouvrons à l'échelle du pays un processus de construction d'un pacte d'union populaire. Il est urgent de donner une perspective à la colère et aux attentes qui s'expriment à travers la construction d'un projet de transformation sociale pour sortir de la crise. Nous voulons mener un débat avec le peuple français sur les grandes réformes qu'une politique, des institutions, une majorité de changement devraient mettre en œuvre. Nous proposons à nos partenaires du Front de gauche d'organiser et d'animer avec nous cette démarche, ouverte à tous ceux et celles qui le souhaitent.

Nous voulons créer pour cela des milliers d'espaces ancrés au cœur des mobilisations sociales : ateliers dans les quartiers et les entreprises, réseaux sociaux par grandes thématiques, collectifs jeunes, cahiers populaires du projet, comités d'initiatives à l'appel de nos élu-e-s, conventions, assises... Ces espaces seront à la disposition de toutes les forces vives de notre pays, travailleurs, responsables syndicaux et associatifs, intellectuels, élu-e-s, citoyennes et citoyens qui cherchent une issue à leurs difficultés quotidiennes, une issue à la crise.

Nous lancerons ce processus à la Fête de l'Humanité. Ce sera alors l'occasion de présenter, avant de les soumettre au débat des Françaises et des Français, les grands défis que la gauche doit, selon nous, relever. Nous souhaitons que des femmes et des hommes engagés, des personnalités du mouvement social et populaire, du monde de la création, des intellectuels, qui ne sont pas membres d'une des forces du Front de gauche, puissent être totalement partie prenante de la démarche et des combats du Front de gauche, de la co-élaboration du pacte d'union populaire.

Nous les invitons à prendre des initiatives en ce sens sous la forme de plates-formes, de rassemblements, d'appels ou de toutes autres formes qu'ils et elles décideront.

Nous nous saisissons de chaque mobilisation sociale, de chaque échéance électorale pour populariser notre démarche et enrichir le pacte. Toutes les initiatives de riposte précitées seront décisives.

8. Nous aurons un premier rendez-vous électoral avec les élections cantonales. Élus de proximité, premiers visés par la réforme des collectivités territoriales, les conseillers généraux communistes sont des points d'appui pour les populations, pour porter leurs colères, leurs aspirations et être au quotidien auprès d'eux. Nous mènerons une grande campagne populaire et de proximité aux élections de mars prochain pour gagner de nouveaux élu-e-s, en présentant partout des candidatures porteuses de nos objectifs de rassemblement. Nous engageons dès aujourd'hui la désignation

de nos candidates et candidats, département par département. Notre deuxième rendez-vous sera celui des élections sénatoriales. Un changement de majorité au Sénat compterait beaucoup dans le rapport de force institutionnel. Nous nous mobiliserons pour atteindre cet objectif et renforcer le groupe communiste républicain citoyen et des sénateurs du Parti de gauche.

9. Nous voulons, avec notre pacte ainsi élaboré, promouvoir un projet de gauche aux élections de 2012 pour sortir de la crise. La profondeur de la crise économique, sociale et écologique de notre pays, aujourd'hui conjuguée au divorce d'une part grandissante de la population avec la pratique de la politique, un tel objectif s'impose à tous les progressistes. A l'opposé des institutions de la V^e République, de la traditionnelle compétition entre candidats à une simple alternance, nous voulons lier intimement élections législatives et élection présidentielle pour faire dominer dans le débat politique et populaire l'enjeu d'une majorité de changement à gauche. Pour l'élection présidentielle, la candidature pourra soit être issue de l'une des formations du Front de gauche, soit être issue du mouvement social, et partager les objectifs du pacte. Ce débat doit être mené sans préalable ni exclusive. Dans cette perspective, des personnalité-e-s communistes sont légitimes à s'engager comme candidat-e potentiel-le du rassemblement pour porter l'originalité de cette ambition. Dans le cadre de la préparation du congrès du printemps 2011, nous examinerons toutes les propositions et les hypothèses que les communistes souhaiteront mettre en débat. Au terme de ce processus, à ce congrès, nous désignerons le ou la candidate soutenu-e par le PCF. L'assemblée des animateurs de section, fin 2010, constituera un point d'étape de cette réflexion et de ce processus.

Transformer le PCF pour être à la hauteur de nos ambitions

Le projet, notre conception du communisme et de notre organisation politique, notre stratégie, les enjeux de la transformation traversent l'ensemble des champs de notre action politique. En affirmant notre choix de la forme parti, nous affirmons donc dans le même temps la nécessité d'un effort conceptuel et pratique qui repousse les limites des formes politiques issues du XX^e siècle: nous voulons garder le meilleur de la démocratie militante permettant l'affirmation de grands choix notamment nationaux et gagner dans la réalité le meilleur de la démocratie de participation et d'initiative. Notre démocratisation, passant par la participation effective des adhérents à l'élaboration de la politique de leur parti, nous semble être la voie la plus féconde pour l'avenir.

10. Nous lançons dès aujourd'hui un important travail sur le projet communiste de notre propre parti pour irriguer cette construction commune.

- Nous voulons rassembler et organiser les moyens humains, financiers et intellectuels consacrés au projet existant au sein de la direction nationale du PCF autour d'une « direction unifiée du projet » chargée de la mise en œuvre des décisions et des objectifs définis par le congrès. Ce dispositif ne vise pas à « ré-élaborer l'ensemble du projet », mais à engager un travail précis sur quelques questions saillantes et à le formuler en termes clairs et précis. Il servira également à accroître notre réactivité et notre capacité à forger en peu de temps des idées communes en mobilisant les ressources militantes.

- Nous engagerons parallèlement un processus de travail public et ouvert à l'ensemble des forces intellectuelles, sociales et politiques permettant la confrontation et l'élaboration réelle sur les enjeux d'une politique alternative autour de quatre conventions thématiques portant respectivement sur un mode de développement, sur notre démocratie, sur les services publics et sur l'alternative à construire à l'échelle de l'Europe et du monde. Ce processus sera marqué par notre université d'été fin août et la tenue d'un grand colloque en novembre 2010. Il se conclura lors de rencontres nationales en janvier 2011.

- Nous créerons une revue mensuelle du projet afin de partager, de diffuser, de débattre de l'ensemble de ce travail. Cette revue permettra une réelle information des militants sur l'état d'avancement des travaux pour qu'ils puissent y participer.

11. Nous changeons nos pratiques pour devenir le parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante.

- Nous expérimenterons sur trois ou quatre grands axes de travail à définir un processus coopératif national. Ce travail devra se faire en liaison avec les luttes sociales, le débat d'idées, les expérimentations, permettant de faire appel largement aux militants dans l'élaboration de notre projet et de nos actions.

- Pour rendre possible cette expérimentation, nous lançons un

« grand recensement », s'inscrivant dans la durée, et permettant avec les nouveaux outils de l'information et leur nécessaire amélioration, de faire un saut dans la connaissance de nos militants, dans notre capacité de s'adresser à elles et eux.

- Nous assurerons pour chaque nouvel-le adhérent-e l'accès à un droit à la formation dans un délai de six mois.

- Pour mener efficacement la bataille idéologique, la diffusion, la lecture de *l'Humanité* et de *l'Humanité dimanche* sont indispensables à l'information, la formation des communistes et, plus largement, à tous ceux et celles qui luttent pour défricher les alternatives au capitalisme.

- S'agissant de la parité, nous décidons, durant l'année à venir, d'accorder une grande importance à la constitution d'un réseau national avec les fédérations pour la mise en œuvre de la parité. Constitué de référentes et de référents au sein des collectifs de direction fédéraux en lien avec la commission nationale Droits des femmes, ce réseau de travail devra aider les instances de direction à évaluer la mise en œuvre de la parité à tous les niveaux dans le Parti et agir pour la prise en compte des questions de genres dans notre activité. Dans cet esprit, nous décidons que notre communication adopte une démarche féministe et nous devons parler au féminin. Les femmes ne sont pas un problème, elles sont la solution.

En outre, nous voulons donner au militantisme de proximité une importance plus grande dans notre vie de parti, dans l'effort de mutualisation, de recherche, de partage des expériences. Nous devons relever, non pas avec des mots mais avec des actes, le défi d'une pratique politique faisant de la politisation populaire et de la participation citoyenne l'objectif de vie du parti.

- Nous créons une « direction nationale de la vie militante » permettant l'impulsion, la mise en réseau, le partage, l'efficacité du militantisme de proximité. Il s'agit de travailler à une nouvelle conception et une nouvelle offre des directions à tous les niveaux pour mettre le travail des instances au service du développement de l'action locale.

- Pour créer cette dynamique d'échange, nous ouvrons en septembre une plate-forme web pour donner aux communistes, comme à leurs organisations, les moyens d'être plus efficaces, de mutualiser et de donner le plus d'audience possible à leurs initiatives de terrain, aux luttes dans lesquelles ils sont engagés, aux analyses, idées et propositions qu'ils formulent: un espace de ressources ouvert sur le monde et donnant à voir la modernité du projet communiste.

- Nous construisons une stratégie de déploiement du militantisme à l'entreprise. A cet effet, le Conseil national avec les militants des entreprises concernées devra décider d'objectifs précis d'implantation dans des champs professionnels ou des grandes concentrations de salariés. Des collectifs de travail nationaux pour chacun de ceux-ci seront constitués. En lien avec les fédérations et les sections concernées, ils auront dans un premier temps la tâche d'aider à la structuration d'un travail national dans ces entreprises ou ces champs professionnels. Le but de cette expérimentation n'est pas de « centraliser » l'activité des communistes ou des sections d'entreprises concernées mais de la mettre en réseau pour la développer, pour créer un mouvement national de reconquête d'un militantisme communiste sur ces lieux de travail.

- Nous agissons, dans le même esprit que pour l'entreprise, une initiative pilote avec les militant-e-s des quartiers populaires. Notre Conseil national décidera des moyens de sa mise en œuvre.

- Au plan local comme départemental, régional et national, nous approuvons le besoin d'une coopération politique nouvelle avec les militants syndicaux, mutualistes et des mouvements sociaux et associatifs. Il reviendra au prochain responsable national chargé des relations extérieures d'élaborer une feuille de route pour ce travail.

- Sur notre communication et notre relation aux médias, nous décidons d'instituer un lieu d'échange avec tous les responsables à la communication permettant de faire circuler les initiatives et de les consulter régulièrement sur notre communication nationale. Concernant notre relation aux médias et plus largement de notre communication publique, la mise en place d'une formation spécifique des militants en responsabilité est nécessaire.

12. Nous modifierons nos statuts au prochain congrès.

Nous décidons que le prochain congrès ordinaire révisé les statuts du PCF. A cet effet, une commission ad hoc sera désignée par le Conseil national et soumettra avant la fin de l'année des orientations et un projet aux secrétaires de section et aux responsables départementaux et nationaux. Ce calendrier permettra d'associer réellement les militants à ce travail. ✪

Commission des candidatures

Rapport de Jacques Chabalier

Lors du 34^e Congrès de décembre 2008, les derniers mots du rapport des candidatures étaient les suivants : « Marie-George a exprimé le souhait de ne pas refaire un mandat complet de secrétaire nationale mais d'aider avec la nouvelle équipe à passer le gué. Cela supposera donc certainement de nous réunir à nouveau en un congrès d'actions et d'initiatives politiques, ce qui nous permettra de faire un nouveau point sur la direction nationale. »

Je sens en moi beaucoup trop de respect et de reconnaissance envers les inspirations des anciens prophètes cévenols, résistants à l'absolutisme de Louis XIV, pour oser me comparer à eux, mais reconnaissons avec modestie que cette prédiction s'est révélée parfaitement exacte.

Le contexte politique dans lequel nous sommes - je reviens au présent même si les périodes historiques parfois se ressemblent - la crise, l'urgence et la nécessité d'y répondre, la riposte à la politique de Sarkozy, la poursuite du Front de gauche et la nouvelle étape que nous nous proposons de franchir, les enjeux électoraux de 2011 et 2012 nous ont conduit à travailler ensemble pour que ce congrès d'étape soit un congrès riche et utile.

Une feuille de route précise pour notre direction

Les décisions et les engagements que nous prenons, l'appel que nous lançons à notre peuple pour barrer la route, dès aujourd'hui, à la droite, notre volonté d'engager sans tarder l'élaboration d'un pacte d'union populaire afin d'ouvrir, à gauche, une nouvelle ère politique, répondront, je pense, aux attentes des communistes qui ont manifesté leur exigence que ce 35^e Congrès soit à la hauteur des enjeux de la période que nous connaissons.

Nous avons donc une feuille de route précise pour les semaines qui viennent.

Cette feuille de route est celle de tous les communistes.

Elle sera bien sûr celle de l'ensemble des membres de la direction nationale que nous allons élire ce matin, avec en tête le nouveau secrétaire national de notre parti.

Il aura, et nous aurons chacun-e individuellement et collectivement, la responsabilité de contribuer à sa mise en œuvre, en favorisant l'implication de tous les militants-e-s de notre parti.

Marie-George (excuse-moi Patrice, tu pensais hier être le dernier à pouvoir citer notre secrétaire nationale, mais non, c'est encore possible aujourd'hui, même si le temps ne cesse de se réduire) a conclu son propos vendredi en évoquant notre militantisme communiste : la période qui est devant nous ne pourra effectivement être affrontée avec succès sans ce déploiement de nos capacités militantes, sans donner à chacun-e de nos adhérent-e-s les moyens de rayonner autour d'elles et eux, de prendre les initiatives pour que vive, au plus près des gens, dans le débat et la confrontation politique, le sens que les communistes donnent aujourd'hui à la transformation de la société et aux contours du rassemblement que nous voulons construire.

Rendre plus large et efficace notre vie militante

Les propositions concrètes du texte sur la transformation du Parti que notre congrès a enrichi, les décisions de la résolution que nous avons adoptée ce matin nous fixent comme ambition première de rendre plus large et plus efficace notre vie militante; de se redonner, avec des expérimentations précises, des objectifs de conquête ou de reconquête, en direction de la jeunesse, des quartiers populaires, des entreprises, de mettre des milliers d'espaces à disposition de tous nos concitoyens, responsables associatifs ou syndicaux, intellectuels, travailleurs, etc. qui cherchent une issue à la crise actuelle.

Notre ambition est de redevenir un *parti de masse* s'appuyant sur l'intelligence, l'ouverture, la capacité de dialogue de nos 134000 adhérents et adhérentes.

Ils et elles seront, très vite nous l'espérons, beaucoup plus nombreux.

Des objectifs précis de renforcement du PCF

Après avoir, depuis 2005, pour la première fois depuis 1981, stabilisé chaque année leur nombre (j'ai entendu et vu quelques reportages sur le Parti à l'occasion de son congrès qui me semblent

mériter cette petite information), notre première priorité dans les mois et les années qui viennent ne doit-elle pas être d'enclencher une dynamique de progrès, pour pouvoir chaque fin d'année être plus nombreux que l'année précédente?

Les signes, les résultats que nous récoltons quand nous nous occupons montrent que cet objectif n'est pas que le résultat d'une illumination nocturne du rapporteur. Des camarades en ont témoigné dans leur intervention, je pense en particulier à ce que nous a dit Françoise Guiche au début du congrès sur la section de la RATP.

Nous le pouvons si nous nous donnons des objectifs précis, si nous identifions celles et ceux à qui nous voulons nous adresser, si nous sommes visibles.

Je vous propose donc de nous engager dans la durée sur cet objectif de renforcement, de mobiliser les militant-e-s sur sa réalisation, d'en faire une des préoccupations majeures de nos directions nationales départementales ou locales, de mettre en place partout des équipes ou des responsables pour animer cette bataille. De faire régulièrement le point sur nos avancées.

Faisons circuler les moyens de communication, mutualisons les expériences et les réussites.

La prochaine Fête de l'Humanité peut être un bon tremplin en se proposant de faire mieux, pourquoi pas, que l'an dernier, où nous avons réalisé plus de 1 400 adhésions, dont 800 jeunes entre 20 et 25 ans.

C'est une nécessité pour la vie de notre organisation que - nous l'avons décidé en 2008 et nous l'avons confirmé ce week-end - nous avons fait le choix de poursuivre et transformer.

Nous n'y parviendrons pas sans ces hommes et ces femmes disponibles pour rejoindre notre parti.

Et j'ai envie justement d'ajouter à rebours : les décisions de notre résolution sur les transformations du Parti communiste, cette volonté d'impulsion, de mise en réseau, de partage des expériences, etc. ne peuvent que nous encourager, nous décomplexer pour être offensifs sur le renforcement, car elles peuvent nous donner l'assurance que toutes ces femmes et tous ces hommes, ces jeunes qui peuvent nous rejoindre seront des acteurs et actrices de notre organisation, dans laquelle leurs idées, leur audace ou leur créativité trouveront pleinement l'espace pour s'exprimer et se réaliser.

Plus que jamais, la nécessité de transformer et renforcer le Parti communiste français - rarement les deux mots n'ont été aussi synonymes - est à poser comme une question politique essentielle pour qu'existe et se renforce la possibilité dans notre pays d'engager un processus réel et majoritaire de transformation sociale.

La proposition de liste pour l'élection du CN

C'est donc avec en tête l'ensemble des enjeux de la période et des décisions de notre congrès que je vous propose d'élire notre direction nationale et notre nouveau secrétaire national.

La commission des candidatures élue par le Conseil national puis, à l'ouverture du congrès, par le Bureau, s'est réunie à plusieurs reprises depuis la convocation de ce congrès. Elle a travaillé à partir du mandat qui était le sien, de reconduire le CN dans sa composition actuelle. Autrement dit, de réélire tous les membres actuels du CN sur une seule et même liste.

Il y a également là la volonté de travailler à un acte de rassemblement et d'unité des communistes.

Nous ne nions pas les différences et les divergences fortes qui peuvent s'exprimer, mais nous considérons que tous les membres du CN élus lors du 34^e Congrès sont des dirigeants nationaux du Parti qui travaillent ensemble à la mise en œuvre des choix des communistes.

Sans bien sûr rien enlever à la possibilité de présenter une liste alternative à laquelle nous aurions fait droit si cela s'était produit, c'est avec satisfaction que je vous informe qu'aucune liste alternative n'a été déposée au bureau du congrès.

Nous avons élu, vous vous en rappelez, lors du 34^e Congrès un CN de 233 membres.

25 camarades nous ont fait part de leur volonté de quitter la direction nationale, pour des raisons personnelles ou professionnelles pour certains.

D'autres, vous le savez, pour des raisons d'orientation politique qui les ont amenés par fois à quitter notre parti, l'échange politique avec elles et eux, dans l'esprit de respect mutuel que Pierre



avait souhaité lors d'une intervention sur ce sujet au Conseil national, se poursuivra.

Nous ne nous résignons à aucun départ. 14 de ces camarades sont des hommes, 11 des femmes.

Nous avons bien sûr enregistré tous ces départs : notre direction comportait alors 208 membres, 105 femmes et 103 hommes.

La proposition de la commission est d'élire un Conseil national de 210 membres, à parité, en retenant les candidatures nouvelles de Michel Stephani, secrétaire départemental de la Haute-Corse, animateur du comité régional regroupant les deux départements insulaires, et Laurent Perea, secrétaire départemental de la Dordogne, important département rural.

Les membres de la commission ont souhaité également, en pleine cohérence avec notre choix de congrès, d'intégrer cette question à nos pistes sur la transformation du Parti, que se poursuive la réflexion approfondie, engagée lors du 34^e Congrès, pour transformer le travail de notre direction nationale.

Les chantiers de la future direction nationale

Afin de construire un collectif d'hommes et de femmes préparés à l'exercice de responsabilités par leurs activités politiques militantes, électives ou syndicales, associatives, reconnus pour leurs compétences et leurs qualités d'écoute, de rassemblement, d'impulsion, de créativité; des dirigeants du Parti en capacité réelle de dégager le temps et l'énergie nécessaires pour participer à la direction d'un parti national.

Les échanges que nous avons pu avoir avec les fédérations montrent qu'il y a dans notre parti beaucoup de femmes et d'hommes, jeunes très souvent, qui peuvent devenir des dirigeants nationaux de notre parti et s'investir dans un travail renouvelé et plus efficace de notre direction.

Nous devons intégrer, dès maintenant, cette réalité dans notre réflexion sur la construction de la direction nationale que nous élirons dans un an, lors du 36^e Congrès.

Cela nous aidera également à revitaliser les liens, en s'en donnant les moyens, avec les fédérations et les régions, l'expérience des régionales montrant le travail nécessaire et réciproque, que nous avons encore à mener, malgré les progrès importants de ces dernières années.

Cela sera également une aide précieuse pour la direction nationale qui sera dès lors à même de nourrir le projet politique du Parti, et d'évaluer la mise en œuvre des initiatives à partir des expériences de terrain, du vécu des militants au plus près des réalités et des citoyens de ce pays.

Ce ne sont là que quelques pistes, mais nous pourrions engager rapidement cette réflexion sur notre direction dans la perspective du congrès de juin 2011, avec un calendrier précis.

L'élection du secrétaire national du PCF

Nous devons enfin, chacun le sait, faire une proposition d'un camarade menant la liste proposée pour l'élection du Conseil national, élire un nouveau secrétaire national pour notre parti. Si j'en crois la tonalité des articles de presse, c'est sans doute l'événement du congrès qui sera le plus commenté. Sans sacraliser cette question, le renouvellement de secrétaire national-e du Parti reste aussi, à juste titre, un événement important pour les communistes, qui, pour être souvent « reboussier » - je crois que l'on dit comme ça dans le Gard - envers leurs directions, aiment bien leurs dirigeants.

Et puis, nous l'imaginons toutes et tous sans peine, c'est surtout

un événement personnel pour Marie-George, qui a fait le choix de laisser cette responsabilité à l'occasion de ce congrès, comme pour le camarade qui, dans quelques minutes maintenant, va à son tour assumer cette responsabilité. Alors tranquilisons-nous avec une phrase simple et naturelle: Marie-George reste membre de la direction nationale de notre parti et continue à nous faire bénéficier de son apport politique. Elle nous l'a elle-même confirmé vendredi.

La reconnaissance des communistes qui s'est exprimée dans la préparation du congrès comme lors du congrès lui-même, repose au-delà de l'affectif, sur des raisons essentiellement politiques.

Tous tes actes, Marie-George, de secrétaire nationale de notre parti, se sont fondés sur les valeurs humanistes, progressistes et féministes qui sont les nôtres, qui font que le communisme est à la fois un beau mot et un beau projet.

Tu as évoqué les difficultés que nous avons rencontrées; je ne suis pas très sûr que nous n'en rencontrerons plus. Mais puisqu'il a été question à plusieurs reprises, dans ce congrès qui a débuté le 18 juin, de résistance et des valeurs du Conseil national de la Résistance, permets-moi de t'offrir, ainsi qu'à tous les délégués, cette si belle phrase extraite des *Feuillets d'Hypnos* de René Char, poète résistant: « *A tous les repas pris en commun, nous invitons la liberté à s'asseoir. La place demeure vide mais le couvert reste mis.* »

Pour occuper la responsabilité de secrétaire national de notre parti, notre commission a enregistré la candidature de Pierre Laurent, coordinateur national de notre parti, puis celle de Jacky Hénin, député européen.

Notre commission, qui a auditionné nos deux camarades, vous fait la proposition que Pierre Laurent mène la liste que nous proposons et devienne le futur secrétaire national de notre parti.

Cette proposition n'est pas faite pour arbitrer entre deux hommes dont la seule ambition est de prendre leur responsabilité et de se mettre au service de notre combat et qui, l'un et l'autre, ont les qualités et les capacités nécessaires pour être dirigeant national de premier plan de notre parti. Il s'est agi de faire un choix qui est le plus cohérent avec nos orientations et nos choix de congrès, avec

ce que veulent les communistes. C'est aussi un appel, un engagement à travailler ensemble.

Pierre a pris depuis 18 mois maintenant une place importante et remarquée dans la vie de notre parti, dans ses initiatives et ses batailles nationales. animateur, vous vous en rappelez, du débat du 34^e Congrès sur la base commune, il a travaillé au quotidien sur sa mise en œuvre et a pris une part tout à fait active dans les résultats du Front de gauche sur l'ensemble du territoire national et comme tête de liste du Front de gauche en Ile-de-France lors des élections régionales, avec un bon résultat, en progrès sur les élections européennes. Journaliste économique à *l'Humanité*, après des études d'économie, au cours desquelles il milita activement à l'UEC, il deviendra rédacteur en chef de *l'Humanité* avec Martine Bulard, puis directeur de la rédaction de *l'Huma*. Il connaît donc parfaitement le monde des médias et a montré, dans des situations diverses, sa capacité à animer un travail collectif d'équipe. Chers camarades,

Je ne me risquerai pas, cette fois-ci, à décrire à l'avance la période qui s'ouvre ni ce que sera notre prochain congrès.

Malgré l'heure avancée de la nuit où ces lignes furent écrites, aucune inspiration divine n'est venue à mon secours. Mon élan fut sans doute coupé il y a quelques jours par notre ami et camarade historien Claude Gindin qui me disait avec moult pertinence et un zeste d'ironie: « *Le passé est toujours plus facile à prévoir que l'avenir.* »

Mais nous avons des atouts, qu'à mon sens notre congrès a renforcés, pour notre lutte quotidienne. Je ne sais pas si nous frêtilons ou non.

Nous sommes en tout cas des hommes et des femmes pressés, il est vrai, de changer le monde, la vie, le Parti.

Malgré cette hâte, permettez-moi cependant de conclure sur cette tendre réponse d'Aragon à Elsa qui, plutôt adepte des formes courtes, lui reprochait la longueur de ses débuts de roman: « *Patience, mon amour, patience...* »

Je ne sais si nous touchons au but, mais le couvert reste mis. ❄



Discussion

Dans la discussion des propositions de Jacques Chabalier, quelques délégués regrettent que leur département n'ait pas de représentants au Conseil national. Jacky Hénin explicite les raisons de sa candidature, évoque « le respect des décisions des communistes », estime avoir été « entendu mais pas écouté ». Des délégués souhaitent que le Conseil national « travaille plus ». Le rapporteur rappelle que les secrétaires départementaux peuvent participer et intervenir aux sessions du Conseil national et souligne les efforts à faire pour une direction nationale plus efficace.

Gérard Streiff

Le Conseil national élu

Pour : 80,72% - Nuls : 19,28%

LAURENT Pierre

ABILY Gaëlle
ADENOT Dominique
AMORE Micheline
ANDREANI Caroline
ANNE QUIN-VIARD Liliane
ANNOOT Pierrick
APOURCEAU Cathy
ASSASSI Eliane
ASTEGIANI Marie-France
AUDOUBERT Sabine
AUGUSTE François
AURY Thierry
AUTES Erwan
BAGNAROL Pascal
BARAN Françoise
BARBAZANGE Paul
BARBE Carole
BARDEAU Elsa
BARILLOT Lorene
BARRE Camille
BAUQUEL Joëlle
BAYLE Sylvie
BECOURT Corinne
BENOIST Lydie
BENOIT Floriane
BERNABE Frédéric
BESSAC Patrice
BIDARD Hélène
BOCCARA Frédéric
BOCQUET Alain
BOLLA Alain
BOLZINGER Jean-François
BONNERY Stéphane
BONY Vincent

BORELLY Pascal
BORVO Nicole
BOURSIER Marie-Pierre
BOUSQUET Jean-Louis
BOUSSINOT Annette
BRAMY Hervé
BRIANT Gérald
BROSSAT Ian
BRULIN Céline
BRYNHOLE Marc
BUFFET Marie-George
BURRICAND Marie-Christine
CADAYS Corinne
CAILLOUX Gisèle
CARBONNIER Michèle
CARLIEZ Joël
CARMOUSE Michèle
CARRAZONI Amandine
CASSAN Liliane
CELTON Sophie
CHABALIER Jacques
CHANVILLARD Isabelle
CHASSAIGNE André
CHASTAGNER Magali
CIRERA Daniel
COHEN Laurence
COHEN-SEAT Patrice
COMPAIN Xavier
COPPOLA Jean-Marc
CORBEAUX Eric
CORNEVIN Jean-Pierre
CROQUETTE Martine
DAGUERRE Cathy
DANG TRAN Emmanuel
DANGLLOT Jean-Claude

DARTIGOLLES Olivier
DE ALMEIDA Isabelle
DE POILLY Alain
DEBEAUVAIS Fabienne
DECAN Françoise
DELMAS Chantal
DELPAS Karine
DEME Amadou
DEMESSINE Michelle
DENIS Philippe
DERKAOUI Meriem
DHARREVILLE Pierre
DIMICOLI Yves
DIONNET Brigitte
DUBERTRAND Michel
DUMAS Cécile
DUMAS Cécile
DURAND Denis
DURAND Jean-Marc
EVERBECQ Marc
EYCHART Marie-Thérèse
FAINZANG Claude
FATH Jacques
FAVIER Christian
FAYAUD Simone
FERNANDEZ Gaétan
FINET Colette
FITER Françoise
FROSTIN Jean-Louis
GARCIA Nadine
GARCIA Nicolas
GARNIER Gilles
GAUTHIER Elisabeth
GAYRAUD Martine
GEBUHRER Olivier

GENEVÉE Frédéric
GERIN André
GIBELIN Jean-Luc
GOBERT Marie-Jeanne
GONCALVES Valérie
GONTHIER-MAURIN Brigitte
GOYET Thierry
GRADOR Dominique
GRUNER Michèle
GUICHE Françoise
GUZMAN Michèle
HALOUI Fabienne
HAYOT Alain
HENIN Jacky
HERNANDEZ Aurore
IBORRA Julien
INJEY Robert
JACQUART François
JALADE Eric
JANVIER Alain
JARRY Karine
JEANTILS Josiane
JLALJI Brahim
JOLY Pascal
JUTEL Christian
KARMAN Jean-Jacques
KOSTER Jean-Vincent
KRARIA Yamina
LABORDE Sébastien
LACAZE Pierre
LAFAURIE Anne
LAHELLEC Gérard
LAURENT Michel
LE HYARIC Patrick
LE MOING Jean-Louis

LE POLLOTEC Yann
LEBAIL Danièle
LECROQ Emilie
LEFLON Michèle
LEJARRE Béatrice
LORAND Isabelle
LOUMI Sabrina
LUNEL Wilfrid
MARCHAND Nicolas
MARTIN Catherine
MATHIEU Pierre
MATHURIN Isabelle
MAZET Annie
MAZET Gérard
MAZUY Louis
MENDELSON Christine
MERCIER Céline
MEYER Jean-Pierre
MO Colette
MOKRANI Medhi
MONNET Yannick
MOULY Franck
MUZEAU Roland
NEGRE Jean-Charles
NEGRI Dominique
NEMO Marie-Luce
NOIZET Pasquale
OBADIA Alain
PARMENTIER Aline
PARNY Francis
PELLICER David
PEREA Laurent
PEREZ Martine
PERNOT Mireille
PEYGE Catherine

PHILIPPE Katia
POLY Hervé
POURRE Fabienne
PRIMET Raphaëlle
RAUZE Marjolaine
RELINGER Jérôme
RICA Michel
RONDEPIERRE Denis
ROULOT Eric
ROUMEJON Marc
ROUSSEL Fabien
ROUSSILLON Marine
SALON Jean-Paul
SANCHEZ Richard
SANDOVAL Véronique
SATGE Dominique
SAVARY Nadine
SAVOLDELLI Pascal
SFRECOLA Alain
STEFANI Michel
STANCIU Monique
TABAGLIO Christian
TEALDI Jean-François
TORREZ VEIT Béatrice
VALEYRE Francine
VAUVILLIERS Sylvie
VERMOREL-DE ALMEIDA Nathalie
VIEU-CHARRIER Catherine
VIEU Marie-Pierre
VIEUX-MARCAUD Marie-France
VOIR Patrice
WOJCIECHOWSKY Bozena
WURTZ Francis
ZAMICHEI Igor
ZOGHEBI Henriette

Clôture du 35^e Congrès

Allocution de Pierre Laurent



Merci. Merci de la confiance que vous venez de m'accorder. C'est, vous l'imaginez, un moment d'émotion personnelle intense. J'éprouve une immense fierté, une fierté partagée avec vous toutes, vous tous, mes camarades. Et ce mot, en cet instant, a pour moi, je vous l'assure, un sens et un parfum singuliers.

J'ai pleine conscience du poids de la responsabilité que vous venez de me confier. Je sais qu'ensemble nous allons devoir être unis, solidaires, créatifs. Nous avons eu des débats durant ce congrès. Nous avons fait des choix, en nous respectant. Nous nous sommes donné une feuille de route qui va être notre loi commune pour l'année à venir. D'autres débats continueront. C'est normal. Ensemble, dans le respect de tous, nous allons maintenant avancer.

La première chose que je veux vous dire, c'est que ma détermination est totale. Oui, j'en suis certain, nous avons la force d'écrire de nouvelles et belles pages de l'histoire de ce parti. C'est en tout cas à cela que je vais consacrer mon énergie. Et je sais que je peux compter sur vous, que nous pouvons compter les uns sur les autres.

L'avenir du combat communiste

Notre parti a une histoire remarquable, et notre pays en porte l'empreinte. Je mesure cela au moment d'être investi secrétaire national du Parti communiste français. Mais à l'instant où j'entame cette responsabilité, c'est à l'avenir de ce parti, à l'avenir de nos combats que vont toutes mes pensées.

Je n'aurai de cesse de tourner résolument notre parti vers le projet, les pratiques, le rôle qui doivent être les siens dans ce XXI^e siècle. Un siècle d'incroyables accélérations des mutations. Je veux être franc avec vous. Je n'ai pas accepté de relever le défi que vous me proposiez pour entretenir un patrimoine, pour lequel, je peux vous le dire, j'ai pourtant le plus profond des respects.

A ce propos d'ailleurs, puisqu'il est ces jours-ci souvent question de mon parcours personnel, de mon histoire familiale, et qu'on entend et lit à ce sujet autant de choses vraies que d'affirmations saugrenues, disons qu'il y a là dedans au moins une vérité que j'assume totalement: oui je sais d'où je viens, oui j'ai eu des parents communistes dont je suis fier, oui je sais qui m'a transmis des valeurs de solidarité et de justice qui sont toujours intactes en moi, oui je sais ce que je dois aux combats qu'ont menés celles et ceux qui m'ont précédé. Et qu'on ne compte pas sur moi pour oublier tout cela!

Mais il faut ajouter une confiance pour nos spécialistes avertis. Non, malgré toutes les recherches effectuées dans les archives, mon nom ne figure sur aucun testament secret légué par ma famille au Bureau politique des années 1990, et confié ces derniers mois à Marie-George Buffet. Non, au PCF, le militantisme, les responsabilités ne sont pas des charges transmises par héritage.

J'ai lu ce titre charmant dans un journal: « Un pur produit de l'appareil communiste prend la tête du PCF ». Drôle d'animal que voilà: « un pur produit de l'appareil communiste! » Peut-être devrions-nous demander à des scientifiques d'étudier la bête. Et des fois que le com-

munisme se révèle génétique, cherchez à la cloner à l'infini. Il est vrai qu'on m'a affublé d'autres qualités animalières: je suis paraît-il aussi un « dauphin ». C'est plutôt sympathique un dauphin. Il paraît même que c'est un mammifère intelligent. A moins que ce ne soit pas à l'animal que nos chroniqueurs pensaient... Il faudrait leur demander. En vérité, mes camarades, ce qui paraît inconcevable, incompréhensible à tous les croquemorts qui sont de sortie à chacun de nos congrès, c'est qu'après tant d'enterrements célébrés en grande pompe, tant de pelletées jetées sur le cadavre de notre parti, ce parti soit toujours là, vivant et bien vivant. La seule explication qui vaille à leurs yeux est dès lors toute simple: ceux qui restent ne peuvent être que des fantômes hantés par l'esprit des anciens.

Il y a pourtant une autre explication toute simple, et qui semble échapper à nos chroniqueurs favoris. Elle est pourtant lumineuse. C'est le capitalisme. C'est la crise de ce système. Ce sont les injustices qu'il génère à flots continus. Nous ne sommes pas des « purs produits de l'appareil communiste », mais tout simplement des purs produits de la révolte contre toutes ces injustices, contre ce système qui, sans les luttes et les conquêtes sociales, nous conduirait tout droit à la barbarie.

Pourquoi être, rester ou devenir communiste en 2010? Parce que nous sommes à un tournant de l'histoire. Le capitalisme connaît une crise majeure, durable, globale; notre pays a à sa tête un pouvoir brutal, parfaitement servile devant les intérêts de la finance. Et si nous voulons, dans ces conditions, pouvoir ouvrir de nouveaux chemins à l'émancipation humaine, nos sociétés vont devoir faire preuve d'une audace sociale, politique et démocratique hors du commun. Eh bien, nous l'affirmons, dans ce moment, notre pays, la gauche vont avoir besoin d'un parti communiste inventif, créatif, renouvelé, d'un parti vivant, tout entier tourné vers les enjeux du XXI^e siècle, d'un parti qui sache mettre ses transformations à la hauteur du moment historique dans lequel nous sommes entrés.

Nous mesurons donc comme jamais l'actualité de notre combat, de notre engagement communiste. Et nous leur disons à tous: réveillez-vous, messieurs les croquemorts, nous avons changé d'époque! C'est fini le XX^e siècle à la fin duquel le capitalisme croyait être devenu l'horizon indépassable de nos sociétés. Nous sommes dans un autre siècle. L'avenir appartient à ceux qui sauront penser un nouveau mode de développement, une civilisation de toute l'humanité.

C'est cela qui se joue à partir d'aujourd'hui et, soyez-en sûrs, nous, les communistes qui vivons ce siècle, nous sommes décidés à être de la partie.

Notre force, c'est le caractère universel des valeurs que nous portons. Notre force, c'est de nous appuyer sur tous les potentiels d'émancipation de l'époque actuelle, c'est l'idéal d'une civilisation nouvelle débarrassée de toutes les exploitations, aliénations, dominations des êtres humains.

Oui mes camarades, ensemble nous avons une force considérable! Ne nous laissons pas impressionner par tous ceux qui disent le contraire. Ayons une très grande ambition pour notre parti et, indissociablement, une très grande ambition pour sa transformation.

Ce choix que nous avons fait à notre dernier congrès est fondamental. Il nous portera très loin si nous nous donnons les moyens de le

mettre en œuvre.

C'est tout l'enjeu de notre congrès, tout l'enjeu de la résolution que nous avons adoptée ce matin.

Adresse à Marie-George

Avant de poursuivre, je voudrais à ce moment m'adresser à Marie-George. Car si ces transformations sont aujourd'hui possibles, si ce nouvel avenir est concevable, c'est parce que, même dans la difficulté, tu n'as jamais perdu de vue cette ambition.

Nous avons finalement peu parlé de toi pendant ce congrès, mais les militants y ont beaucoup pensé. Je veux leur laisser la parole, en citant un extrait d'une résolution adoptée parmi bien d'autres: « Chère Marie-George, avant que tu ne quittes tes fonctions de secrétaire nationale de notre parti, nous, communistes d'Eure-et-Loir, réunis en congrès départemental le 5 juin 2010, tenons à saluer le travail que tu as accompli dans des conditions particulièrement difficiles depuis ton élection à ce poste. [...] Nous avons apprécié la qualité de ton écoute, ton sens de la synthèse et de la démocratie, ton courage et plus largement tes qualités humaines. Comme beaucoup d'hommes et de femmes de notre peuple, nous avons retrouvé dans tes propos, tes prises de parti, et toutes tes activités de dirigeante, les valeurs humanistes, progressistes, féministes que le communisme entend conjurer. [...] »

Marie-George, au nom des militantes et des militants, je veux à mon tour te remercier pour ce que tu as apporté à notre parti, à la gauche, à notre pays, toi la ministre, toi la féministe, toi la femme passionnée qui, neuf années durant à la tête de notre parti, n'a cessé de porter cette ambition.

C'est une chose qui m'a toujours frappé en travaillant et en militant à tes côtés: la haute idée que tu te fais de la politique, du travail militant de terrain comme de l'exercice des responsabilités au niveau de l'État sans qu'il n'y ait à tes yeux de hiérarchies de valeurs entre l'un et l'autre; la haute idée que tu te fais du rôle que doit chercher à tenir notre parti dans notre société. C'est une leçon que je retiendrai.

Je voudrais encore ajouter une chose. Tu as transformé l'engagement féministe du Parti communiste, tu lui as donné une dimension nouvelle. Or, c'est un combat qui n'est jamais gagné. Les acquis sont fragiles. J'ai donc parfaitement conscience qu'au moment où tu quittes le secrétariat national, le risque d'un recul dans nos pratiques existe. C'est un défi qu'il nous faudra relever. Les féministes font souvent remarquer qu'on demande plus à une femme, qu'elle doit faire deux fois ses preuves pour être prise au sérieux. Disons qu'aujourd'hui, les rôles sont inversés. C'est un secrétaire national homme de faire ses preuves. C'est un juste retour des choses. Et je crois que nous avons deux belles occasions de faire ensemble avancer notre combat: les élections cantonales et la préparation du prochain congrès. Les unes comme l'autre doivent être l'occasion d'une promotion importante des femmes. Je sais que nous travaillerons ensemble à cette question. Je veux te dire mon engagement total.

Encore une fois, bravo pour tout et merci à toi, Marie-George.

L'enjeu de la transformation du PCF

La transformation en actes, maintenant, de la vie, du monde, de la gauche... et de notre parti pour se hisser à la hauteur de ces enjeux, voilà ce qui nous avons mis à l'ordre du jour de notre congrès. Réfléchissons encore un peu, ensemble, à cette belle ambition avant de repartir travailler dans nos départements.

Toutes ces transformations ne sont qu'une seule et même ambition. Ou, plus exactement, toutes sont nécessaires pour avancer dans la voie d'un monde plus juste, plus digne, plus humain.

Nous voyons bien la contradiction fondamentale qui travaille l'époque que nous traversons. Le capitalisme et toutes les formes de domination aliènent comme jamais le travail, les êtres humains, la nature. La classe dominante mène une offensive sans précédent pour conserver son pouvoir et faire payer sa crise aux peuples. Le besoin de changement profond, de ruptures fortes est ressenti comme une urgence. Mais l'état des réponses politiques semble rendre impossible une vraie rupture de progrès. La contradiction est tellement forte, le brouillage politique tellement puissant, qu'en 2007, c'est la pire des solutions à ce besoin de changement, l'élection de Nicolas Sarkozy, qui a réussi à capter cette volonté de rupture. Et 2012, nous le voyons bien, se présente sous un jour très contradictoire. Les échéances politiques qui s'annoncent peuvent aussi bien ouvrir la voie à une alternative réussie, c'est-à-dire à une majorité politique mettant en œuvre une politique de rupture progressiste, qu'elles peuvent refermer cette possibilité, en étouffant le nécessaire débat de projet dans l'étouffoir présidentieliste. Serons-nous capables de faire triompher la première hypothèse? Il y a devant nous pour cela un énorme travail.

Au fond, nous sommes confrontés en temps réel, sans attendre, à la question centrale qui nous est posée à travers nos transformations: serons-nous ou non capables de devenir le parti de la transformation sociale au XXI^e siècle, un parti utile à notre peuple à trouver les chemins de son émancipation?

J'entends déjà des camarades me dire: mais le parti de la transformation sociale, nous le sommes déjà, puisque nous sommes communistes. Mais entend-on la question que je pose? Je ne demande pas si nous sommes le parti qui clame et proclame la transformation sociale, mais je demande que nous soyons celui qui la rend possible, crédible, dans les conditions politiques réelles de la France et de l'Europe d'aujourd'hui, celui qui est reconnu comme ouvrant les chemins concrets et accessibles.

Je crois que c'est possible. Je nous crois capables de nous hisser à la hauteur de cette histoire. Mais il nous faut pour cela affronter les problèmes, et non les craindre, parier sur l'audace politique et non se ré-

fugier derrière la peur des innovations auxquelles nous appelle l'époque radicalement nouvelle dans laquelle nous sommes.

Oh! bien sûr, chaque fois que nous énonçons cette ambition, il ne manque pas de voix pour nous dire son impossibilité, son irréalisme, pour nous renvoyer à l'échec et l'effondrement, à la fin du siècle dernier, des tentatives d'alternative qui se prévalaient du beau mot de communisme, effondrement qui a permis au capitalisme de se prétendre, au début des années 90, le seul système possible. Avec les résultats désastreux que l'on sait aujourd'hui.

Nous savons aussi que ce choc de l'histoire a été si fort qu'une partie importante de la gauche, partout, s'est résignée à cette idée, et a éduité son ambition, au nom du réalisme, à « réguler » ou « moraliser » le système.

Mais précisément, nous le disons aujourd'hui haut et fort. Nous avons changé d'époque. Tout le montre, c'est ce « réalisme » qui est aujourd'hui irréaliste. Quels que soient les mots que les femmes et les hommes qui cherchent l'issue emploient pour la nommer, ce qui est à l'ordre du jour comme une urgence majeure, c'est bien une alternative au capitalisme. Une alternative de système, radicalement repensée dans ses objectifs et ses moyens, tirant les leçons des échecs passés, et capable de répondre aux défis considérables de ce XXI^e siècle commençant en mettant l'humain au centre de toutes les décisions.

Utopie, dans la situation où nous sommes ? Je suis convaincu du contraire. Et c'est en l'énonçant clairement et en y travaillant avec toutes celles et tous ceux qui refusent l'acceptable, que pourront se rassembler les forces permettant de l'atteindre.

Des forces considérables existent mais elles sont aujourd'hui stérilisées par l'absence d'alternative. Il faut travailler à les libérer en allant à la rencontre de celles et ceux qui en sont porteurs. Non pas au nom d'une nouvelle vérité absolue qui pourrait s'imposer par une révolution à l'ancienne: cela, personne n'y croit plus, et à juste titre, dans des sociétés comme les nôtres. Mais en proposant ce que Jaurès appelait une « évolution révolutionnaire », fondée à chaque étape sur la volonté démocratique d'une majorité de notre peuple, et proposant des ruptures décisives avec les logiques du capitalisme.

Alors, comment avancer?

En aidant d'abord notre peuple à formuler clairement, à prendre pleinement conscience des changements qu'il convient d'engager. Non pas en lui dictant ces changements, mais en travaillant avec lui à les élaborer, à les énoncer, jusqu'à ce qu'une majorité dise: « oui, c'est cela que nous voulons et pas autre chose », et reconnaisse la gauche qui porte réellement ce projet.

Expliquons-nous d'abord sur la crise. Oui, ce qui a craqué en 2008, c'est une cascade de choix politiques qui, décision après décision, ont livré tous les pouvoirs aux marchés financiers, aux actionnaires, aux multinationales de la finance. Ce qui a craqué, c'est un système qui au lieu d'utiliser les immenses richesses nouvelles produites par le travail, les progrès de la productivité, les possibilités ouvertes par la révolution informationnelle à financer de nouveaux progrès sociaux, a drainé ces richesses vers les pompes à profits des marchés financiers. Le capitalisme s'est drogué aux profits spéculatifs jusqu'à l'overdose. La vérité, la voilà!

Et, si cette machine infernale n'est pas stoppée, s'il n'y a pas rupture avec ces choix, la machine restera insatiable. Ce système est devenu fou. Et beaucoup trop dangereux pour l'humanité. Il faut en changer, le dépasser.

Changer la société au XXI^e siècle

Dépasser ce système et ses logiques, inventer d'autres règles pour construire un avenir de partage et de bien commun, d'épanouissement social pour chacun, c'est le défi du XXI^e siècle. Ce n'est pas une utopie, c'est la question concrète posée par la crise du système.

Oui, avec notre peuple, nous voulons travailler, penser, énoncer les grands changements de société nécessaires, rendre crédibles leur mise en œuvre et les voies d'un rassemblement politique et populaire pour les rendre majoritaires.

Prenons l'exigence d'un nouveau mode de développement.

Par boulimie de rentabilité, BP souille de façon dramatique un des écosystèmes les plus riches de la planète, France Télécom pousse ses salariés aux suicides, et les grands industriels délocalisent. C'est à chaque fois la même loi du tout-profit et du court terme. J'affirme qu'au XXI^e siècle, un autre choix politique est possible. Une conception originale et profondément communiste du développement peut être inventée: un développement humain durable, non productiviste et non consumériste, capable d'une grande ambition d'égalité et de justice dans la réponse aux besoins sociaux! Voilà, j'en suis certain, une idée qui peut mobiliser des millions de nos concitoyennes et concitoyens dans l'élaboration comme dans l'action. Oui, une majorité populaire peut se construire sur cet objectif!

Prenons les services publics.

Le gouvernement, les dirigeants européens les mettent en pièces et font de la mise en concurrence la loi d'airain de nos sociétés, provoquant d'immenses gâchis humains, écologiques, financiers. Ecole, hôpital, fret ferroviaire... la cote d'alerte est largement atteinte. J'affirme qu'au XXI^e siècle un autre choix est possible, et que peut grandir le besoin d'une maîtrise publique du développement, d'un « âge d'or » du service public par la promotion et l'appropriation sociale des biens publics? Je pense bien sûr à l'eau, l'énergie, la biodiversité, mais aussi à l'éducation, la santé, le logement. Oui, une majorité populaire peut se construire sur cet objectif.

Prenons la question de l'argent et de son utilisation.

En vingt ans, la part des dividendes dans la valeur ajoutée est passée de 5 % à 25 %, alors que celle de l'investissement stagnait à 20 %. J'affirme qu'au XXI^e siècle grandira la nécessité de mettre un terme à ces

gâchis, à cette hyper-croissance financière, et de reprendre le pouvoir sur les marchés financiers! Je pense en particulier à la nationalisation des banques pour former un pôle public bancaire susceptible de réorienter l'argent dans notre pays en changeant les critères du crédit. Oui, une majorité populaire peut se construire sur cet objectif.

Prenons la question du travail.

Les dirigeants capitalistes n'ont plus qu'une seule boussole: le dumping social tous azimuts. Une part croissante de salariés souffrent au travail, travaillent plus, plus longtemps, dans une plus grande précarité. Les jeunes, qui sont l'avenir, et les seniors, qui ont l'expérience, sont décrétés « inemployables ». J'affirme qu'au XXI^e siècle, un autre choix politique existe. Nous pouvons repasser à l'offensive, remettre au cœur des luttes le besoin de reconquérir du pouvoir sur le contenu et la finalité du travail, un travail débarrassé de ses aliénations, plus de temps de vie disponible par la réduction du temps de travail. Libérons la force de travail de la loi de l'offre et de la demande capitaliste pour aller vers une sécurisation de l'emploi et de la formation. Oui, une majorité populaire peut se construire sur cet objectif.

Et je pourrais continuer, démocratie, égalité, culture, science, paix... et tant d'autres questions. En tous domaines, engageons dans le pays le débat sur les choix de société.

C'est le travail politique inédit auquel nous appelons notre peuple: écrivons le pacte, le contrat populaire qui va nous unir et sur lequel nous dirons ensemble: voilà sur quoi et comment nous voulons que la gauche gouverne dans ce pays!

Ce que nous entreprenons est une bataille de longue haleine. Mais l'histoire nous bouscule. Car c'est maintenant, face au pouvoir de Nicolas Sarkozy, ce pouvoir arrogant et brutal, qu'il convient de construire ces réponses.

Un nouvel élan avec le Front de gauche

C'est le sens de la décision de notre congrès de passer à une nouvelle phase du Front de gauche. Sa réussite sera déterminante pour ouvrir une alternative politique. Donnons-nous tous les moyens de la mettre en œuvre.

Nous l'avons dit tout au long de nos débats, la première condition pour ouvrir une alternative, c'est de résister à Nicolas Sarkozy et à ses amis de la finance.

Je commence à entendre ici où l'idée que face au pouvoir en place, rien ne serait possible pour les forces de progrès avant 2012. Vous savez, l'idée qu'une fois la gauche revenue au pouvoir, elle reviendrait sur les réformes de la droite.

Nous voyons les choses autrement. Ne les laissons pas défigurer davantage notre pays. Trop de gens souffrent. Trop de vies sont brisées. Trop de dégâts irréparables sont commis. Les réformes de ce pouvoir sont minoritaires. Alors nous disons, le coup de force permanent ça suffit. C'est maintenant qu'il faut les faire reculer, qu'il faut les stopper!

Je lance donc aujourd'hui un appel à toutes les femmes et les hommes de ce pays, à toutes les femmes et les hommes de gauche, à toutes les forces de gauche: « ensemble disons clairement, d'ici à 2012, non, Sarkozy n'avancera plus! » Et je vous fais une confidence: il se pourrait même qu'il soit amené à reculer.

Dans les jours qui viennent, je m'adresserai à toutes ces forces pour leur dire: créons un groupe de contact permanent pour organiser la riposte. Plus une réforme ne doit passer sans que nous réagissions. Ne cédon plus un millimètre à ceux qui veulent faire payer la crise aux travailleurs. Multiplions les fronts de riposte dans tous les domaines!

Je pense évidemment en premier lieu aux retraités. La colère est montée dans tout le pays depuis l'annonce de leur projet. Ils craignent désormais la mobilisation du 24 juin et ils manœuvrent pour faire croire à de possibles ajustements. Donnons confiance à toutes celles et tous ceux qui nous entourent. Face à l'unité syndicale et politique que nous avons construite, le gouvernement est loin d'avoir gagné. Il semble même que la peur commence à changer de camp. Engageons toute

notre énergie dans cette bataille et je peux vous assurer que nous irons à la victoire!

Comme l'a proposé hier Olivier, nous demanderons dans les jours qui viennent au CSA d'organiser le pluralisme du débat dans les médias sur cette question. Le pouvoir est minoritaire. Il ne peut pas confisquer la parole. Le martelage à sens unique, ça suffit! Tout l'été, popularisons la proposition que viennent de déposer nos députés. En avant vers les 100 000 premières signatures au bas de ces propositions, et rendez-vous le 24 juin, et en septembre, dès la rentrée parlementaire et à la Fête de l'Humanité.

Je pense également à l'école, dont nous avons décidé de faire une grande bataille politique nationale, et à l'Europe, pour laquelle il nous faut maintenant engager des efforts de convergences redoublés entre forces démocratiques et progressistes. Je me rendrai le 2 juillet au FSE à Istanbul, puis le 12 juillet à Bruxelles à la conférence des présidents du PGE. A notre invitation, le Parti de la gauche européenne tiendra son congrès les 4 et 5 décembre prochains à Paris. Avec Patrick Le Hyaric, avec Jacky Hénin, avec les autres députés du Front de gauche, Marie-Christine Vergiat, Jean-Luc Mélenchon, et tous les députés européens de la GUE, nous allons amplifier notre travail. C'est un enjeu évidemment majeur.

Audace sur le projet et sa construction populaire, audace sur la riposte, audace sur le rassemblement, tout va de pair.

Nous l'avons tous dit, tout va se jouer sur notre capacité à entraîner dans la dynamique politique que nous voulons impulser le maximum de femmes et d'hommes de ce pays. En lançant, avec nos partenaires du Front de gauche, la dynamique d'un pacte d'union populaire pour stopper Nicolas Sarkozy et réussir le changement, c'est ce que nous visons.

Des camarades craignent la dilution. Cessons avec cet épouvantail. D'autres s'inquiètent d'un Front de gauche rabougri. Voilà la vraie question. Oui, pour nous, les choses sont claires et nettes. Nous visons une dynamique majoritaire, tout simplement parce que c'est la dynamique gagnante. Mais là encore une fois l'objectif énoncé, sachons ouvrir le chemin concret et crédible vers cette majorité sur un projet réellement transformateur.

En 2005, nous étions confrontés à un défi qui paraissait insurmontable. Nous avons décidé d'y engager toutes nos forces. Et face aux dirigeants européens, face aux bœuf-ouï-ouï de tout bord, nous avons fait un pari: le pari du peuple français, le pari d'être et nous-mêmes, d'être ces communistes déterminés à rassembler les forces vives de notre pays pour faire échec à un traité qui allait nous plonger dans la crise.

Vous vous souvenez ce qui s'est passé? Des mois durant nous avons étudié le texte. Avec *l'Humanité*, nous l'avons partagé avec des millions de citoyennes et de citoyens, nous l'avons collé sur les murs de nos villes et nos villages, nous l'avons critiqué et débattu avec ses partisans. Et nous avons gagné! Les libéraux de toute l'Europe étaient pourtant persuadés que nous allions perdre. Vous savez pourquoi ils se sont trompés? Parce qu'ils ont été aveuglés par leur mépris du peuple, par leur haine de classe pour celles et ceux qui luttent et qui espèrent. Mes camarades, ni les communistes, ni notre parti ne disparaîtront tant que nous aurons le courage et l'audace que nous avons eus à ce moment-là.

Notre choix aujourd'hui doit être tout aussi clair. Celui d'un engagement résolu au sein du Front de gauche pour porter l'ambition d'une majorité de changement.

Imaginons que nous n'ayons pas eu l'audace de créer le Front de gauche. Aujourd'hui, la gauche serait tout simplement coupée en deux! Avec d'un côté des forces sociales-libérales à la dérive et de l'autre une extrême gauche refusant de se poser la question du pouvoir. Alors ayons confiance en nous, en la capacité de notre parti d'être à la hauteur des enjeux de la période. Oui, mes camarades, ayons confiance en nous en faisant ce que nous savons faire de mieux: faire confiance au peuple pour créer une dynamique de grande ampleur. Comme nous l'avons fait en 2005.



Je le dis sans détour: la seule façon de ne pas être perdants dans l'unité, c'est de prendre des risques politiques pour le maintien de cette unité et le développement du rassemblement!

La première des tâches que nous aurons à mener est d'impliquer toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans le Front de gauche pour construire ce nouveau Front populaire en vue de 2012. Nombreux sont les femmes et les hommes qui se sont engagés avec nous depuis que nous avons lancé cette dynamique.

Allons plus loin. Permettons à des dizaines de milliers de femmes et d'hommes de se rassembler et de rendre incontournables de grands objectifs de transformation sociale pour ouvrir une nouvelle ère politique de changements structurels et durables.

Mobilisons les salariés pour assigner avec eux de nouvelles finalités aux productions, des finalités sociales et écologiques; pour penser une conception du travail débarrassé de ses aliénations; pour éradiquer le chômage et la précarité.

A partir des luttes, de toutes les résistances que nous aurons lancées, mettons notre force militante au service du plus grand nombre en associant dans chaque domaine ouvriers exploités, cadres pressurés, responsables syndicaux et associatifs, intellectuels, élus politiques, citoyennes et citoyens qui cherchent une issue pour construire l'alternative dont notre peuple a besoin.

Mettons en place pour cela tous les espaces nécessaires au déploiement de l'intervention populaire: ateliers dans les quartiers et sur les lieux de travail, réseaux sociaux par grandes thématiques, collectifs jeunes, cahiers populaires du projet, comités d'initiatives à l'appel des nos élus, conventions, assises...

Créons avec la population des espaces intelligents, ancrés au cœur des luttes sociales. Des espaces qui rompent avec la pratique actuelle du pouvoir politique.

Des espaces qui participent à la construction d'un projet de gauche pour sortir de la crise, à l'ambition d'une nouvelle communauté de destin, d'une civilisation de toute l'humanité.

Des espaces qui préfigurent une République de citoyens associés capables de penser ensemble de nouvelles avancées sociales, économiques, écologiques et démocratiques.

Nourrissons ce processus de l'immense travail sur le projet que nous lançons avec notre parti. Parlons franchement avec toutes ces femmes et ces hommes des questions qui sont posées à la gauche.

Peut-on mener une politique de gauche pour garantir une protection sociale de haut niveau dans notre pays? Une majorité de Françaises et de Français peut-elle nous entendre, maintenant qu'elle s'engage pour défendre l'âge légal de départ à 60 ans sur les conditions d'un nouveau progrès de civilisation au XXI^e siècle? Je le pense.

Peut-on mener une politique de gauche sans retirer le pouvoir à la finance, sans que les banques servent les besoins sociaux? Une majorité peut-elle nous entendre sur l'idée d'un pôle public bancaire qui change les critères du crédit? Je le pense.

Peut-on mener une politique de gauche au sein de l'Union européenne, sans rouvrir le débat sur l'ensemble des traités européens? Une majorité peut-elle nous entendre sur l'idée d'un nouveau traité? Je le pense.

Oui, mes camarades, parlons franchement à gauche de toutes ces questions et portons nos propositions avec audace.

Nous aurons dans toute l'année à venir à conduire en lien avec ce travail nos choix définitifs de candidatures pour les échéances de 2012. Nous allons travailler à des candidatures de rassemblement comme nous venons d'en prendre l'option.

Nous le savons, quel que soit le candidat ou la candidate que nous désignerons pour la présidentielle, rien ne changera pour le peuple s'il ne devient pas lui-même acteur du changement! Non, rien ne changera si nous ne mobilisons pas le pays tout entier dans la construction de notre pacte d'union populaire!

Je sais que cette élection présidentielle inquiète dans notre parti et au-

delà tous les progressistes.

Comment cela pourrait-il être autrement d'ailleurs? Les deux précédentes ont été un véritable traumatisme pour nous comme pour l'ensemble de la gauche. Et à chaque fois il a fallu nous reconstruire dans le rythme infernal imposé par le quinquennat.

Mais, mes camarades, imaginez que l'on construise une campagne qui, dans sa forme même, renverse le rapport institutionnel actuel, une campagne qui fasse dominer le législatif sur l'exécutif et le débat de projet que les libéraux de tout bord veulent étouffer!

Ne serait-ce pas redonner ses couleurs à la gauche, la rendre à nouveau utile? Ne serait-ce pas permettre à notre peuple de reprendre confiance dans la politique, de retrouver un espoir crédible de changement?

Ainsi la question qui doit d'abord plus que toute autre nous mobiliser s'énonce simplement: quel projet de gauche pour sortir de la crise? Quel rassemblement pour le porter?

Voilà LA question à laquelle le processus que nous lançons aujourd'hui doit permettre de répondre en faisant que des centaines de milliers de femmes et d'hommes s'en saisissent!

Y parviendrons-nous, mes camarades? Une chose est sûre: réussir ce défi serait un événement considérable. Un événement pour la transformation sociale. Un événement pour la gauche.

La politique, mes camarades, n'est pas une autoroute à quatre voies qu'on emprunte à vitesse constante en pilotage automatique. La vie, le monde, la gauche bougent à toute vitesse. Et nous ne sommes pas seuls à emprunter cette autoroute. Les embûches, les carrefours, les déviations imprévues, les accélérations comme les ralentissements, voire même les accidents sont légions. Faire de la politique, c'est faire à chaque étape le bon choix sur une route pleine d'imprévus.

Soyons toujours en éveil, réactifs, inventifs. Expérimentons de nouveaux chemins pour trouver celui qui ouvrira la voie à une nouvelle ère de transformations sociales, écologiques, démocratiques. Nous constituons un formidable collectif humain qui recèle encore beaucoup de

trésors cachés, une grande capacité à se transformer pour transformer ce monde!

En conclusion

Nous venons de décider une feuille de route copieuse: ripostes, pacte d'union populaire, appropriation citoyenne du Front de gauche, conventions nationales, élections cantonales et sénatoriales, transformations et renforcement de notre parti... Nous aurons, j'en suis sûr, beaucoup de choses à nous raconter et à évaluer dans un an à notre prochain congrès.

Sachons dans toute cette période, créer, expérimenter, nous écouter, nous enrichir. Nous n'en avons pas fini avec nos débats. Personne ne détient ici la vérité révélée. Nous sommes des militants sincères avec des convictions. Respectons-nous. Nous avons encore beaucoup à apprendre les uns des autres.

Oui, mes camarades, la fin de notre congrès ouvre une nouvelle séquence politique. Une séquence qui sera marquée dès la rentrée par une très belle Fête de l'Humanité. Une Fête de l'Humanité à laquelle je vous invite maintenant à consacrer tous nos efforts. Nous le savons, ce rendez-vous donne toujours le ton politique de la rentrée. En pleine bataille des retraites, en pleine rentrée scolaire, en plein lancement de nos initiatives politiques, ce sera plus vrai que jamais. Et puis, c'est la Fête, la fête populaire dont notre peuple a tellement besoin. Engageons donc toutes nos forces dans sa réussite. L'été, pour nous toutes et tous, ce doit être la vignette à la main.

Voilà, mes camarades, merci encore de votre confiance. Merci de votre engagement. Merci de déployer cette énergie, ces valeurs communistes indispensables à notre combat. Merci encore mes camarades.

Ensemble, j'en suis certain, nous allons encore faire de grandes choses! ✪

Moment d'émotion, dimanche matin, quand le Congrès accueille une délégation de sans-papiers. Pierre Laurent remet le fruit d'une collecte réalisée auprès des délégué-e-s.



Ont collaboré à la réalisation de ce numéro

Coordination: Patrice Falguier • **Secrétariat:** Yvette Chesne, Monique Renault • **Relecture:** Jacqueline Lamothe • **Rédaction:** Elisabeth Ackermann, O bey Ament, Claire Chastain, Patrick Coulon, Jean-Marie Doussin, Cécile Jacquet, Annick Herbin, Madeleine Hivernet, Christine Lelong, Micheline Moulin, Annie Peronnet, Marie-Jo Proisy, Eloi Simon, Gérard Streiff, Alain Vermeersch, Jean Youdom • **Maquette:** Jean-Charles Lardeau, Zouhair Nakara • **Informatique:** Vincent Benoist, Jordi Montanard • **Reportage photos:** Fabrice Nicolle, Stéphane Lagoutte



www.pcf.fr

Le 35^e Congrès en DIRECT

12 480 personnes

ont visionné le Congrès sur le site du PCF

en France comme à l'étranger :
des Hongrois, Espagnols,
Anglais, Tunisiens, Marocains,
Belges, Italiens, Américains...

Les textes du Congrès sont consultables sur le site Internet pcf.fr